

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13693 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 4 FÉVRIER 1989

Après trente-cinq ans de dictature

Au Paraguay, le général Stroessner a été renversé par l'armée

Le refus du changement

Il n'y avait plus que lui. Lui et le général Stroessner, au Chili, pour résister au vent de démocratisation qui soufflait depuis plusieurs années sur l'Amérique du Sud. C'est un des derniers caudilles de la région qui vient de sombrer, le plus discret d'entre eux et aussi l'un des plus efficaces : le général Stroessner, au pouvoir depuis trente-cinq ans.

Contrairement à beaucoup de ses collègues autocrates, il n'a pas compté seulement sur la police et l'armée pour assurer son règne. Il a su se servir aussi d'un parti, le Colorado, pour encadrer la population et instaurer un système de type totalitaire.

Les fidélités les plus difficiles, celles de ses compagnons d'armes, il les a achetées par la corruption : le Paraguay est une des plaques tournantes de la contrebande et des trafics de toutes sortes, dont celui des stupéfiants, pour ne rien dire du havy qu'il fut pour de nombreux anciens nazis.

Le général-président Alfredo Stroessner, qui dirigeait d'une main de fer le Paraguay depuis trente-cinq ans, a été renversé, le vendredi 3 février à l'aube, par un soulèvement armé mené par son ancien bras droit, le général Andrés Rodríguez. Ce dernier a lui-même annoncé, dans une déclaration à la radio, que le président déchu avait été placé en détention.

Il était 7 h 30 heure locale vendredi (fin de matinée à Paris) quand le général Rodríguez a annoncé que le président Stroessner s'était rendu et qu'il était détenu « en parfaite santé et dans la garantie des droits de l'homme » dans des locaux de l'armée à Asunción. « La situation est totalement contrôlée, a-t-il ajouté, grâce à l'unité des forces armées et de la population en général ». L'agence France-Presse rapporte que peu après, des habitants de la capitale paraguayenne ont commencé à descendre dans les rues et à manifester leur satisfaction.

C'est vers 21 h 45, heure locale, jeudi soir 2 février, que des

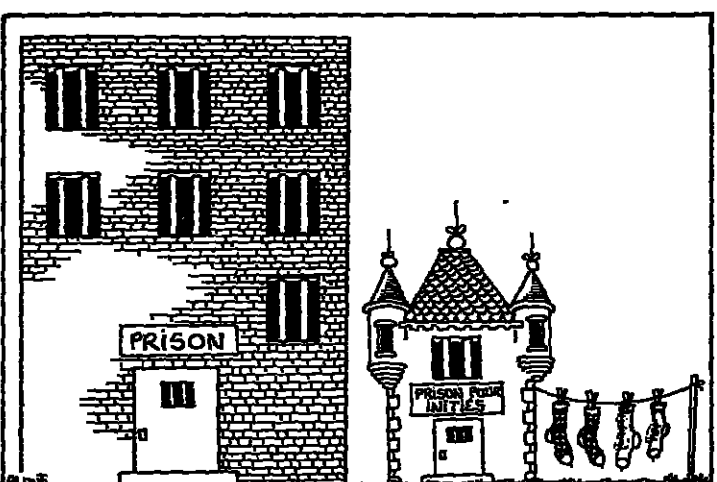
blindés appartenant au premier corps de l'armée paraguayenne, commandé par le général Andrés Rodríguez, ont ouvert le feu sur le siège de la police et de la garde présidentielle dans la capitale paraguayenne Asunción. De violents combats éclatèrent bientôt dans les faubourgs chics de la ville où réside le président Stroessner. Plusieurs chars investissaient au même moment le palais du gouvernement tandis que des tirs de mitrailleuse et de canon étaient entendus dans le centre-ville, survolté par des appareils de l'armée de l'air.

(Lire page 2 la suite, ainsi que l'article de CHARLES VANHECKE.)

Le rapport Bonnemaison remis au garde des sceaux

Cent propositions pour rénover le monde pénitentiaire

Remis au garde des sceaux, le rapport de M. Gilbert Bonnemaison, désigné comme médiateur au plus fort de la grève des personnels pénitentiaires de l'automne 1988, présente, dans la perspective d'une révolution douce du monde carcéral, cent propositions qui vont de la suppression des courtes peines d'emprisonnement à la refonte des structures de décision (lire page 8 l'article d'Agathe Logeart).



Un entretien avec M. Max Théret

« Quand il s'est agi d'aider le Parti socialiste je l'ai fait dans les limites de mes possibilités personnelles »

Principal suspect désigné par le rapport de la Commission des opérations de Bourse (COB), M. Max Théret a répondu, jeudi 2 février, aux questions du Monde. Dans deux documents datés du 18 et du 31 janvier, M. Théret rejette les arguments de la COB en assurant : « Je n'ai pas disposé d'une information privilégiée ».

« Un grand coup de pompe. Mais cela va mieux. Et puis, je suis d'un tempérament optimiste ». Lundi, M. Théret avait été victime d'un évanouissement prolongé. Affaire de « stress », a finalement conclu le cardiologue

dans le service duquel il est actuellement hospitalisé à Paris. Souriant et matos, allongé, très à l'aise au milieu d'une chambre encombrée de journaux, M. Théret joue le jeu des questions-réponses entre deux coups de téléphone d'amis inquiets.

« Avez-vous été surpris d'être la cible principale du rapport de la COB ? »

« Non. J'ai l'habitude des interrogatoires et j'en ai connu de plus difficiles dans ma vie militante et de résistant. Mais, à la COB, j'avais en face de moi quelqu'un qui pensait : « Cause toujours, tu m'intéresses ». Pour lui j'étais coupable, j'étais là,

j'étais initié. Il ne pensait pas qu'on puisse gamberger. Car c'est un délit de gamberger ! »

« C'est-à-dire ? »

« Je raisonne plus en commerçant et en industriel qu'en spécialiste des questions boursières. J'ai réfléchi en termes économiques puisque je m'intéresse, depuis longtemps, au secteur de l'emballage. Pour qui connaît le marché, American National Can, numéro un dans ce domaine, ne pouvait qu'attirer l'attention. Si j'avais su qu'une OPA se préparait, pas fou ! Car s'il y a une chose que je sais, c'est qu'une OPA aux États-Unis, il ne faut pas y mettre le doigt... »

« Tout de même, la COB relève dans votre défense de

« multiples contradictions », des « explications successives et évolutives »... »

« Ce rapport ne tient pas compte de certains arguments que j'ai avancés. »

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN et EDWY PLENEL (Lire la suite page 22.)

Voir aussi page 22 : Société générale : M. Pébereau conteste les arguments de M. Pellerin par Erik Izraelewicz

Les instituteurs seraient alignés sur les professeurs

Au lendemain des manifestations des enseignants, M. Jospin envisagerait de renoncer à créer un corps spécifique de professeurs de collège, et de programmer un alignement du recrutement et des salaires des instituteurs sur ceux des professeurs.

PAGE 10

Le groupe des Sept à Washington

Inflation et taux d'intérêt au centre des préoccupations des pays industrialisés.

PAGE 23

Un nouveau commandant du pacte de Varsovie

Le général Louchev remplace le maréchal Koulikov.

PAGE 5

Handicapés mentaux

En RFA, un projet de loi pour réglementer la stérilisation de ces malades.

PAGE 9

Le sport en Iran

La République islamique renoue avec la compétition.

PAGE 11

Accord Canal Plus Bertelsmann

Une chaîne de télévision payante outre-Rhin.

PAGE 18

Le sommaire complet se trouve en page 28

Les agriculteurs sur le qui-vive

La France à sec

La sécheresse, qui frappe la France depuis novembre, inquiète les agriculteurs. Si aucun dégel n'a encore été constaté, les risques de mauvaises récoltes et de gel des arbres en fleurs sont réels.

La France à sec. Sans pluie ni neige. La sécheresse en hiver. Les paysans n'en croient pas leurs yeux. « On a vu Jean de Florette à la télévision : le spectacle sera bientôt dans les champs », s'exclame cet agriculteur du Sud-Ouest, inquiet pour ses récoltes futures.

A ce jour, la clémence du temps n'a eu aucune conséquence sur les productions. « Il n'y a pas de dossier de calamités ouvert, mais seulement des risques à venir », explique-t-on à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Le feu n'est pas encore dans la maison ; il suffirait d'une bonne pluie pour que les craintes du pire s'évaporent.

Mais, en attendant, plusieurs phénomènes annoncent déjà des complications pour le monde agricole. Le climat, anormalement doux, entraîne la prolifération de parasites que le froid se

charge d'ordinaire de détruire. Les comptes d'exploitation seront, cette année, alourdis par des dépenses supplémentaires en produits fongicides.

Autres victimes habituelles de l'hiver : les limaces noires passent à l'attaque en France, comme dans toute l'Europe du Nord, dévorant tout sur leur passage. Deux produits, le méthaldéhyde (alcool solidifié) et le mesulol sont seuls susceptibles de contenir l'invasion. Hélas, les deux sociétés fabriquant ces substances (une firme suisse et la compagnie ouest-allemande Bayer) fonctionnent à plein régime et ne peuvent accroître davantage leurs activités. Faute

de munitions suffisantes, les limaces continuent d'avancer...

Sous le soleil de février, les campagnols s'en donnent aussi à cœur joie. Le froid les a épargnés, mais eux n'épargnent pas les semis. Pour neutraliser ces petits rongeurs, il faut introduire sous terre des carottes empoisonnées, que l'on injecte à l'aide d'un petit obus. C'est à ce prix que le rat des champs est mis hors d'état de nuire.

Les agronomes connaissent l'imprudence des amandiers, qui ouvrent leurs fleurs avant la fin de l'hiver. Le niveau élevé des températures donne à tous les arbres fruitiers les audaces de l'arbre provençal.

ERIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde

SANS VISA

Lisbonne revisitée

La table : les œufs Toupinel ; vins d'Alsace : la fin du purgatoire.

Pages 13 à 16

Voir aussi page 10 : « L'année la moins « blanche » depuis 1973 », par Claude Francillon « Stations sans neige », par Roger Cans

Jacques Lesourne

EDUCATION & SOCIÉTÉ

LES DEFIS DE L'AN 2000

Le rapport Lesourne

enfin disponible

Unaniment salué par la presse comme un événement, ce rapport aborde franchement et sans détour les questions fondamentales dont la société française doit débattre à propos de l'éducation et de la formation. 95 francs.

LA DECOUVERTE

Le Monde

DE L'ÉDUCATION

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,80 \$; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Etranger

Le renversement du général Stroessner au Paraguay

Un dictateur à sang froid

On avait presque fini par l'oublier. Stroessner régnait avec la dureté de tous les despotes, mais il avait réussi à ne plus scandaliser. De temps en temps, on apprenait une vague d'arrestations, un éclat avec l'Eglise, une affaire policière — drogue ou contrebande — et puis le caudillo et son peuple retournaient au silence.

D'une élection falsifiée à une autre, l'homme se perpétuait au pouvoir, finochet sans faconde, dictateur au diable au corps, mais dictateur à sang froid dans une région du monde connue pour sa pétulance et ses pèrâdes.

Il aimait à se dire le « président de la paix ». Son autocratie silencieuse, on ne peut l'expliquer en effet sans rappeler les deux guerres qui ont saigné le Paraguay en moins d'un siècle (contre le Brésil et l'Argentine au dix-neuvième siècle, puis contre la Bolivie dans les années 30) et surtout les luttes intestines et les coups d'Etat qui se sont succédés avant son arrivée au pouvoir. Il a dirigé un pays où le moindre village a son monument aux morts, et où les rues ont des noms de batailles ou de généraux.

Mais Alfredo Stroessner n'a pas seulement tiré parti de la fatigue de ses compatriotes, assez batailleurs pour avoir été baptisés, autrefois les « Français » de l'Amérique latine. Il a fait preuve aussi, dans son genre, d'un professionnalisme que reconnaissent même ses adversaires.

Sachant que « le pouvoir se maintient par la force, et la loyauté par l'argent », au dire d'un de ses anciens partisans, il a utilisé l'un et l'autre. L'armée, la police, ont été ses bras séculiers, ce qui n'était pas original, mais aussi le Parti Colorado, l'une des deux formations traditionnelles, ce qui l'était davantage. Il a obligé tous les fonctionnaires, tous ceux qui dépendaient peu ou prou des faveurs de l'Etat, à adhérer au parti organisé sur le modèle totalitaire, digne, par sa doctrine simpliste, d'un McCarthy tropical. Plus d'un tiers des Paraguayens ont été

ainsi enrôlés dans un système fondé sur un anticommunisme de galéjade, qui faisait d'eux, le cas échéant, des mouchards. Cette mécanique à long-temps fonctionnée à merveille, aussi bien, à certains égards, que celle de Fidel Castro.

Le népotisme, l'affairisme, la corruption, ont été l'autre marque du régime. Le général-président a fait du Paraguay son harem, et donné à chaque chef militaire sa part de butin. Généraux et dignitaires colorados se sont partagé des secteurs entiers de l'économie. D'autres ont prélevé leur dû sur la contrebande, le trafic d'armes et de stupéfiants, la revente de voitures volées dans les pays voisins — ou ils les ont organisés directement.

En bon fils de Germaniques, Stroessner ne dédaignait pas le travail. Levé avant tout le monde, il arrivait dès l'aube au palais Lopez, siège de la présidence. Ses collaborateurs, alors, n'avaient pas grand-chose à lui apprendre : il savait déjà tout par ses agents secrets. Il faisait si peu de cas de ses ministres qu'il n'en changeait jamais : certains sont restés plus de trente ans au même poste. Il connaissait bien son peuple, qu'il visitait régulièrement dans les campagnes, et qui se montrait aussi docile à son emprise que les ancêtres guaranis l'avaient été à celle des « missions ».

Ouvertures en trompe-l'œil

Comme nombre de ses pairs, il a justifié l'arbitraire par les infrastructures, et la répression par le développement. Les ponts, les routes, les écoles, les installations électriques, les téléphones, les adductions d'eau se sont multipliés sous son règne. Les gages habituels ayant été donnés aux investisseurs étrangers — ordre et bonnes finances — le Paraguay est sorti de la torpeur où il semblait se complaire, avec ses paysans à bicyclette, ses artisans, ses accordeons, sa folie naïve en la Providence...

Stroessner est né en 1912 à Encarnación, dans le Sud. Jeune lieutenant d'artillerie, il a participé à la guerre du Chaco contre les Boliviens, conflit qui se termina à l'avantage du Paraguay, et lui livra les deux tiers de cette zone semi-désertique. Il était déjà depuis plusieurs années commandant en chef de l'armée lorsque, en 1954, il s'empara du pouvoir par un coup d'Etat.

Il montra dès ce moment-là qu'il savait respecter les formes : il ne s'installa à la présidence que pour « terminer le mandat » de celui qu'il avait renversé. Et quand ce mandat vint à expiration, en 1958, c'est le



FANCHO

plus légalement du monde qu'il se fit réélire. Cinq ans plus tard, il aurait dû laisser la place, car la Constitution n'accordait pas aux chefs d'Etat plus de deux quinquennats successifs. Mais il décréta que son premier mandat ne comptait pas, car il l'avait pris « en cours de route ».

Il fit preuve, par la suite, du même esprit d'invention, pour s'entourer au pouvoir et aboutir à ce paradoxe : être l'un des rares présidents sud-américains, dans les années 70, issus du suffrage universel.

Pendant longtemps, il a bénéficié de l'appui américain. Washington voyait d'un œil favorable ce champion de l'anticommunisme, qui construisait des routes et savait sauver les apparences. Les prêts de la Banque interaméricaine de développement, alors, ne lui ont pas manqué. Il faisait d'ailleurs les gestes nécessaires pour montrer sa bonne volonté. A deux ou trois reprises, il a procédé à des « ouvertures démocratiques » en trompe-l'œil. En 1977, à l'avènement de Carter, il a libéré des communistes qui avaient été plus de vingt ans en prison. Il a même fait davantage, en extradant vers les Etats-Unis l'un des protégés de sa police, Auguste Ricard, traître maraillais devenu l'un des capos de la french connection.

Plus tard, le Brésil prit le relais des Etats-Unis comme puissance tutélaire et premier partenaire économique. C'est ce qui permit à Stroessner de durer et d'ignorer avec superbe les pressions du département d'Etat, dont la nouvelle politique, dans les années 80, consistait à favoriser le retour de la démocratie dans la région.

Avec la construction du barrage géant d'Itaipu, sur le Paraná, fleuve-frontière entre les deux pays, il a durablement l'économie paraguayenne à celle de son puissant voisin, le Brésil achetant à son partenaire la part de l'énergie — la moitié — qui lui revient. Les militaires de Brasília devinrent ses protecteurs naturels : il partageait leurs conceptions stratégiques et satisfaisait pleinement, par la nature et la stabilité de son régime, leurs impératifs de sécurité.

Complots, conspirations

La première partie de son règne fut mouvementée. Complots et insurrections armées se sont succédés, fomentés le plus souvent en Argentine, où s'étaient réfugiés ses adversaires. En 1962, il dut affronter une conspiration au sein même de l'armée. La répression qui s'ensuivit emplit les prisons et augmenta le nombre des exilés. On compta, pendant un temps, un million de Paraguayens vivant à l'étranger — souvent pour des raisons économiques — alors que le pays ne comptait guère plus de deux millions et demi d'habitants.

Stroessner fut pourtant assez habile pour souffler le chaud et le froid. En 1965, il invita les militants exilés des deux principaux partis d'opposition, le libéral et le fédératif, à « réintégrer la patrie ». La même année, ces deux formations acceptèrent pour la première fois depuis 1954 de participer à un scrutin, de caractère municipal. Deux ans plus tard, elles présentèrent des candidats aux élections générales, et retrouvèrent ainsi une place au Parlement, chargé d'élaborer une nouvelle Constitution.

La tactique, pour Stroessner, fut payante : l'adversaire étant désormais sur place, et agissant à découvert, il

pouvait plus facilement le frapper. La répression toucha surtout les Lignes agraires, qui s'étaient multipliées à l'initiative de l'Eglise et menaçaient l'empire des colorados sur les campagnes.

De nombreux paysans furent arrêtés, torturés, certains disparurent à jamais. Les Jésuites, qui avaient aidé à la création des Lignes, furent persécutés et la peur s'installa pour longtemps dans le monde rural. De cette époque datent les premiers conflits avec la hiérarchie catholique, qui prit peu à peu ses distances avec le régime.

Le même scénario se répéta dans les années 80. Cette fois, le système sembla se libéraliser vraiment : un souffle d'air passa dans la presse, plus ouverte qu'autrefois à une information véritable. Après l'interdiction du quotidien ABC color, les habitants d'Asunción furent renseignés sur les activités de l'opposition par Radio Nanduti, une station indépendante. Le Parti fédératif fit chaque semaine de son journal, *Liberté*, un brûlot contre le régime. Le dernier et le plus connu des exilés, Domingo Laino, leader des radicaux authentiques (issus d'une dissidence du Parti libéral), entra au bercail. Les premiers manifestants se lancèrent dans la rue. Ils se heurtèrent aux matrasques de la police, mais quand ils allèrent en prison, ils n'y restèrent pas longtemps. Enfin la torture cessa : les derniers détenus politiques furent relâchés.

Le « printemps » paraguayen ne dura pas longtemps. En 1987, la vieille garde revint à l'offensive et interdisait *Pueblo* et Radio Nanduti. Elle s'empara de la direction du Parti Colorado et en expurgait les militants « douteux » — ceux qui n'étaient pas de fidèles « godillots » du général. A chaque manifestation de l'opposition, elle envoyait ses commandos de choc pour « casser » du gauchiste.

Le « strossnerisme » à son crépuscule n'était toutefois plus ce qu'il avait été : les foules étaient maigres aux meetings officiels, la grande presse se faisait davantage l'écho des préoccupations du pays, les syndicats patronaux condamnaient ouvertement l'immobilisme du régime, et la répression elle-même était moins barbare.

Des « espaces de liberté » avaient été conquis. Ils correspondaient à une évolution tardive, mais indéniable, de la société. Le barrage d'Itaipu fut un pactole pour le pays et permit sa transformation en profondeur. Beaucoup d'entreprises s'enrichirent pendant la construction de l'ouvrage, qui donna un flux de crédits bénéfiques pour l'ensemble de l'économie. On vit apparaître les premières industries, se moderniser l'agriculture, le profil même de la capitale changea.

Les mentalités changèrent, elles aussi. C'est pourquoi il paraissait vraiment anachronique ces derniers temps celui qui, à l'égal d'un potentat communiste ou d'un tyran africain, se faisait appeler « *donde* l'unité », du régime, et « *conduc*teur général » et avait baptisé de son nom une ville et un aéroport.

CHARLES VANHECKE

Le général Andres Rodriguez ou la révolte du « fidèle second »

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Un ami, un fidèle compagnon, un parent : c'est ainsi que le général Stroessner pouvait considérer il n'y a pas longtemps encore l'homme qui vient de se soulever contre lui. Le général Andres Rodriguez, soixante-quatre ans, est en effet, en tant que commandant du 1^{er} corps d'armée (basé à Asunción), la seconde personnalité militaire du régime, et il passait à ce titre pour son principal soutien.

Comme tous les officiers de haut grade, il a profité des nombreuses possibilités d'enrichissement qu'offrait un gouvernement corrompu. La résidence style château de la Loire qu'il possède dans la capitale en est une illustration presque caricaturale. Tous ces liens s'étaient resserrés encore par le mariage d'une de ses filles avec le fils cadet du chef de l'Etat, Alfredo Stroessner Jr.

Invité à prendre sa retraite

Qu'est-ce qui l'a poussé à la rébellion ? On dit à Asunción que les raisons personnelles ne lui ont pas manqué. Il y a une dizaine de jours, Stroessner lui avait envoyé un message l'invitant à prendre sa retraite.

On raconte même que le général Rodriguez s'était senti visé par une décision prise récemment par les autorités financières pour contrôler la fièvre du dollar : la fermeture des maisons de change, la principale d'entre elles lui appartenant. Entre les deux hommes, la lutte était déclarée depuis quelque temps pour des raisons politiques mêlées d'ambitions personnelles.

Le général Rodriguez appartenait en effet au secteur du Parti Colorado officiel qui a été évincé du pouvoir il y a deux ans, celui des « traditionalistes », qui regroupait alors la majorité des affiliés. Ces derniers étaient partisans de confier à leur formation le rôle principal dans la conduite de la succession du général-président.

Mais celui-ci en avait décidé autrement : il a fait donner la garde et l'arrière-garde de ses fidèles regroupés dans le sec-

teur dit « militant » pour prendre la direction du coloradisme. Comme d'habitude, il n'a pas lésiné sur les moyens : les violences, les pressions de toutes sortes, ont été utilisées pour déloger ceux qui ne voulaient pas être de simples godillots du président.

Les « légalistes » du régime

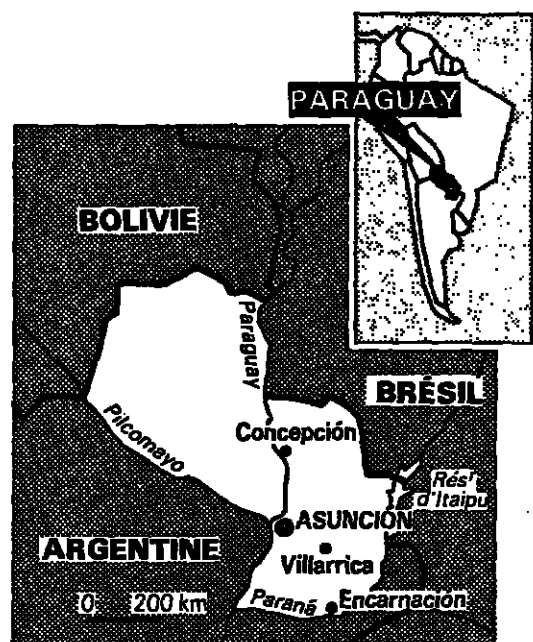
Les militaires paraguayens étant obligés comme tous les fonctionnaires de militer dans le parti officiel, le général Rodriguez est devenu depuis cette époque l'un des chefs de file des colorados mis en minorité, au même titre que celui qui était jusqu'alors la principale personnalité civile du régime, M. Argana, président de la Cour suprême, poste qu'il a perdu à la suite de la défaite de son camp. Avec toutes les restrictions qu'impose la politique paraguayenne, on peut dire que les « traditionalistes » sont les « légalistes » du régime.

Ils veulent que l'« après-strossnerisme » soit conduit selon les règles propres à la formation, alors que le général-président avait décidé de préparer lui-même sa succession avec l'aide de son entourage, où se distinguent l'un de ses plus fidèles serviteurs, le général Montanaro, ministre de l'Intérieur, qui préside depuis deux ans le Parti Colorado.

Pendant que les blindés et les mortiers se faisaient entendre dans la capitale, la nuit dernière, toutes les proclamations lancées par le général Rodriguez à la radio exaltaient le rôle du parti officiel. Il faut, disait-il, que celui-ci « assume pleinement » le gouvernement et assure la démocratisation du Paraguay.

Le général mutin parlait aussi de défendre les droits de l'homme ainsi que « la religion chrétienne », ce qui fait espérer aux opposants une libéralisation de leur pays en cas de victoire de la rébellion, étant donné le rôle joué ces dernières années par la hiérarchie catholique pour établir un dialogue entre le gouvernement et l'opposition et rétablir les libertés fondamentales dans un pays qui en est privé depuis si longtemps.

Ch. V.



Grand comme les quatre cinquièmes de la France (406 750 kilomètres carrés), le Paraguay ne compte que 3 750 000 habitants, dont 600 000 vivent dans la capitale, Asunción. Les Paraguayens — à 95 % métis d'Espagnols et d'Indiens Guaranis — sont à 96 % catholiques et à 2 % protestants.

Colonie espagnole jusqu'en 1811, le Paraguay a connu une ère de prospérité avant d'être saigné à blanc par la guerre de la Triple Alliance contre le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine (1864-1870) et la guerre du Chaco, contre la Bolivie (1932-1935), qui se solda par 30 000 morts. Une instabilité politique permanente s'ensuivit, jusqu'à la prise du pouvoir par le général Stroessner, en 1954.

Trente-cinq ans de pouvoir

(Suite de la première page.)

Vers minuit, alors que de nombreux habitants avaient envahi les rues dans la confusion générale, le général Rodriguez affirmait, sur les ondes de la radio indépendante Primero de Marzo, qu'il « avait renversé M. Stroessner », et invitait « ses frères d'armes » à le rejoindre pour « restaurer la démocratie et servir le noble peuple du Paraguay ». Message qui devait être repris toutes les cinq minutes par la même radio.

Peu avant 3 heures (heure locale), deux autres unités d'élite, les 3^e et 4^e divisions d'infanterie, faisaient savoir qu'elles se joignaient aux rebelles. Selon plusieurs témoins, les troupes loyales au général Stroessner continuèrent cependant à résister, et une colonne de blindés « loyalistes » venus d'un camp situé à 60 kilomètres de la capitale faisaient route vers Asunción.

Dans une capitale largement plongée dans l'obscurité en raison de coupures d'électricité, il était très difficile d'évaluer le bilan des combats.

Le nombre des morts varie de trois à vingt suivant les sources, et l'on parle de nombreux blessés. Environ trente-cinq hauts fonctionnaires proches du général Stroessner ont par ailleurs été arrêtés, parmi lesquels figuraient le

secrétaire privé du président déchu, M. Mario Abdo Benítez.

Ce soulèvement, qui aurait pour origine les profondes dissensions intervenues l'année dernière au sein du parti au pouvoir, le Parti Colorado — ainsi que les querelles personnelles entre le chef de l'Etat et son ancien bras droit, le général Rodriguez — a déjà reçu un certain soutien parmi les fractions coloradistes « traditionalistes », qui ont estimé, vendredi, que « le parti avait récupéré sa légitimité institutionnelle ». L'opposition, en revanche, reste très sceptique sur le désir de « démocratisation » du général Rodriguez.

Le quotidien ABC-Color — interdit depuis cinq ans par le régime Stroessner — a cependant déployé des banderoles portant son sigle et, selon un général qui a conservé l'anonymat, sa publication ne dépend plus que de la volonté de son directeur.

La radio de l'Eglise catholique, Radio Carinas, a, de son côté, procédé à un sondage express auprès de ses auditeurs, qui se sont prononcés à 90 % en faveur des auteurs du coup d'Etat. Ils ont également souhaité, à la quasi-unanimité, que les forces armées restituent le pouvoir à un gouvernement civil démocratique. — (AFP, Reuter, UPI, AP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléc : MONDPA 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woods

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Conducteur en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-25-91-83 ou 45-25-91-71
Téléc : MONDPUB 286 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Vous avez l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Amériques

VENEZUELA : l'investiture du nouveau président

M. Carlos Andres Perez prêche la concertation latino-américaine sur le problème de la dette

CARACAS

de notre envoyé spécial

Rechercher une solution concertée en Amérique latine au problème de la dette extérieure et une issue politique et pacifique aux conflits d'Amérique centrale en renforçant les relations cordiales avec les Etats-Unis ; défendre les prix du pétrole en accord étroit avec l'OPEP et limiter au Venezuela les pouvoirs excessifs d'un Etat centralisant ; le président social-démocrate Carlos Andres Perez a exposé jeudi 2 février à Caracas les grandes lignes de son plan de gouvernement après avoir prêté serment devant le Congrès vénézuélien. Il l'a fait sobrement, lisant un texte aux termes soigneusement pesés. Le bouillant Carlos Andres Perez qui avait nationalisé l'industrie du pétrole en 1975 pendant son premier mandat est devenu un dirigeant pragmatique qui a tiré les leçons du passé et qui analyse sereinement la situation actuelle.

Le Venezuela qu'il retrouve dix ans après sa première présidence est un pays en crise et des mesures d'austérité urgentes s'imposent. Jeffrey Sachs, professeur d'économie de l'université Harvard, a été nommé conseiller du gouvernement de Carlos Andres Perez. C'est une

indication intéressante, car l'homme a été conseiller du gouvernement bolivien de Paz Estenssoro, qui a redressé une situation économique catastrophique en appliquant les recettes libérales à haute dose.

Créer une agence multilatérale

« Nous allons affronter, a déclaré « CAP », d'immenses difficultés et le temps des erreurs est terminé. Le nouveau président ne renonce pas, c'est évident, à vouloir jouer un rôle international important, en Amérique latine et dans le tiers-monde. Il a des atouts pour cet emploi, l'expérience de son premier mandat, les années nouvelles pendant ses voyages de commis-voyageur de la paix et de la démocratie dans le monde, et surtout en Amérique centrale. Ainsi, trois jours après sa réélection à la présidence, « CAP » s'est rendu en Algérie, au Caire, à Ryad et à Koweït. Puis il a rencontré M. George Bush à Washington. « Bush, dit-il, a un intérêt réel pour l'Amérique latine. Les premières déclarations du vice-président des Etats-Unis, M. Dan Quayle, à Caracas n'ont pourtant pas contribué à accroître la thèse d'une « nouvelle politique » de Washington.

Renouvelant, jeudi, son hostilité personnelle — et celle des Etats-Unis

— à toute tentative de création d'un « club » des pays endettés d'Amérique latine, M. Quayle a expliqué que l'administration américaine n'était pas disposée « à dépenser l'argent des contribuables pour alléger le fardeau de la dette des pays en voie de développement ». Le jeune vice-président américain se situe manifestement aux antipodes de la sensibilité des actuels dirigeants d'Amérique latine, favorables à la recherche de la plus grande collaboration possible sur les questions d'intérêt commun. Installé pendant la cérémonie d'investiture de « CAP » à six sièges à la droite de Fidel Castro, Dan Quayle a paru nerveux et mal à l'aise. « Je ne suis porteur d'aucune proposition, a-t-il précisé plus tard. Je suis venu pour écouter. » Il a pourtant été beaucoup question de la dette pendant trois jours à Caracas. Le président vénézuélien a fait allusion à l'« idée » qu'il a lancée le 27 janvier, à Davos, devant le Forum économique mondial : la création d'une agence multilatérale chargée de racheter la dette des pays en voie de développement.

Ce serait un « pas positif », a-t-il dit.

M. Felipe Gonzalez, l'un des personnalités les plus présentes à cette réunion de Caracas, a de son côté insisté sur la nécessité de trouver des « formules nouvelles » permettant, par exemple, de « capitaliser les intérêts de la dette ». Mais le chef du gouvernement espagnol a tenu par bon sens à mettre en garde les Latino-Américains contre un excès d'optimisme : une stratégie éventuellement commune des pays d'Amérique latine devra, selon lui, « tenir compte du fait que les situations et les structures de dette varient beaucoup d'une nation à l'autre ».

Par ailleurs, les multiples entretiens à huis clos de Caracas ne permettent sans doute pas de faire avancer le processus de paix en Amérique centrale. Les propositions de M. Daniel Ortega (annexion, élections libres, ouverture au secteur privé) n'ont pas suscité l'enthousiasme de ses partenaires centra-méricains, à commencer par le président du Honduras, M. Azcona qui estime que les sandinistes « sont peut-être sur le point de renoncer à leur révolution radicale », mais qu'« il convient d'attendre encore un peu ».

HENRI PIERRE.

MARCEL NIEDERGAU.

ÉTATS-UNIS

La confirmation par le Sénat de la nomination de M. Tower comme secrétaire à la défense a été ajournée

WASHINGTON

correspondance

La commission sénatoriale du service des forces armées a ajourné son vote sur la confirmation de l'ancien sénateur John Tower comme secrétaire à la défense. Le sénateur Nunn, président de cette commission, a indiqué que le vote, prévu pour jeudi, était reporté après deux nouvelles allégations concernant la vie privée de M. Tower, allégations qui n'avaient pas été auparavant vérifiées par le FBI. « Les faits rapportés sont assez sérieux pour que nous voulions les vérifier », a dit le sénateur. Mais le porte-parole de la Maison Blanche a fait savoir que M. Tower gardait toute la confiance du président Bush.

En attendant les conclusions de la nouvelle enquête, les commentaires des membres de la commission font apparaître des divergences. Les uns pensent que la nomination de M. Tower n'est pas compromise. D'autres estiment au contraire qu'elle est menacée en raison des doutes qui persistent sur les activités de consultant de M. Tower auprès de grandes compagnies travaillant pour la défense nationale dont il tirait de substantiels revenus.

Mais, selon d'autres sources, ces nouvelles allégations concerneraient son goût immodéré pour le whisky et les femmes. M. Tower a toutefois nié en séance publique avoir jamais été un alcoolique réservant ses confidences sur ses relations féminines aux sénateurs qui siégeaient à huis clos.

HENRI PIERRE.

MARCEL NIEDERGAU.

Afrique

AFRIQUE DU SUD : La maladie du chef de l'Etat

M. De Klerk succède au président Botha à la tête du parti au pouvoir

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président Botha a démissionné, jeudi 2 février, de ses fonctions de chef du parti au pouvoir, le Parti national. Cette décision a été prise en raison de la congestion cérébrale qui l'a frappé le 18 janvier, comme il le précise dans une lettre qu'il a envoyée au COCUS, le groupe parlementaire de la majorité (nos dernières éditions du 3 février). Dans cette lettre, M. Botha indique que les fonctions de chef de parti et de chef de l'Etat doivent être « séparées de telle façon que cette dernière devienne une « force unifiée ».

Cette décision a d'autant plus surpris la classe politique que les bulletins de santé du président de la République faisaient état d'une récupération de plus en plus rapide. Le COCUS, qui était réuni à la veille de l'ouverture de la session parlementaire, vendredi 3 février, a immédiatement procédé à l'élection d'un nouveau leader. Quatre candidats étaient en lice : MM. Frederik Willem De Klerk, ministre de l'Éducation nationale, Barend Du Plessis, ministre des Finances, Chris Heunis, président par intérim depuis le 19 janvier, et « Pikk » Botha, ministre des affaires étrangères.

Ce dernier a été éliminé au premier tour de scrutin et M. Heunis au second. M. De Klerk, leader du parti dans la province du Transvaal, l'a finalement emporté par une faible marge sur M. Du Plessis (69 voix contre 61). Cet écart de

8 voix démontre que le nouveau chef du Parti national est loin de faire l'unanimité. La rapidité avec laquelle il a été procédé à l'élection du successeur de M. Botha avait sans doute pour but d'éviter les déchirements au sein de la formation majoritaire.

Le nouveau chef du parti national a lui-même souligné que son élection était « une affaire de parti, sans implication constitutionnelle directe ou formelle ». Une formule de rétorsion quasi « on sait que le dirigeant du parti a toutes les chances de devenir le premier personnage de l'Etat. Néanmoins, M. Botha est toujours président de la République et rien n'indique qu'il ait l'intention d'abandonner ses fonctions prochainement. Il va probablement conduire les élections générales, qui doivent avoir lieu avant le mois de mars 1990. Ensuite, il avisera en fonction de son état de santé et des résultats de la consultation.

Deux modérés

En attendant, il va sans doute tenter d'alléger sa tâche en faisant adopter un projet de réforme constitutionnelle visant à rétablir la fonction de premier ministre, supprimée en 1984. Le projet a été déposé au début du mois de janvier. Si M. De Klerk est nommé premier ministre, ses chances seront encore meilleures.

A priori, la lutte pour la présidence se jouera entre MM. De Klerk et Du Plessis, deux jeunes puisque le premier n'a que cinquante-deux ans,

et le second quarante-neuf. Tous deux sont considérés comme des modérés, M. Du Plessis bénéficiant d'une image plus libérale, voire de réformiste, alors que son rival s'est souvent manifesté par des prises de position conservatrices. Ses supporters, en revanche, estiment que c'est plutôt un pragmatique qui a été contraint d'adopter un profil droitier pour contenir la poussée du Parti conservateur dans la province qu'il conserve depuis 1982, celle du Transvaal.

Ancien avocat, M. De Klerk est député depuis 1972. Issu d'une famille d'hommes politiques (son père a été président du Sénat), il a obtenu son premier portefeuille ministériel en 1978. Il est devenu ministre de l'Éducation en 1984, poste où il a succédé à son concurrent d'aujourd'hui, M. Du Plessis. L'an dernier, il avait été violemment critiqué sur la manière dont il avait repris en main les universités. Homme de dialogue, homme du centre, il a toujours été plus que prudent dans les réformes à adopter.

Président du conseil des ministres à la Chambre blanche de l'Assemblée, le nouveau chef du Parti national a désormais des chances sérieuses de succéder à l'actuel chef de l'Etat quand ce dernier décidera de prendre sa retraite. Encore faudra-t-il qu'il conserve son siège de député, sérieusement menacé par le Parti conservateur, et qu'il parvienne à rallier l'aile gauche du parti afin d'éviter une fracture, ce qui est loin d'être évident.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Asie

M. Mitterrand à Calcutta

Pudeurs et fascinations

Au deuxième jour de sa visite en Inde, M. François Mitterrand a effectué une visite discrète à Calcutta, jeudi 2 février. Vendredi, il est arrivé à Bombay pour y présider le coup d'envoi des manifestations de l'année de la France en Inde. M. Mitterrand doit regagner Paris samedi.

CALCUTTA

de notre envoyé spécial

Lorsqu'il a écrit la *Cité de la joie* (1), best-seller consacré aux bidonvilles, ou plutôt aux « chiffonniers » de Calcutta, Dominique Lapierre avait devant les yeux, posé sur son bureau, un petit carton sur lequel il avait noté trois mots : « Odeurs, couleurs, bruits ». Calcutta saute à la gorge. M. François Mitterrand doit aimer cette ville folle de douze millions d'habitants, dont le quart habite les pires taudis. Il a insisté pour y faire une étape jeudi 2 février, alors que, en 1982, lors de son précédent voyage officiel en Inde, Calcutta lui avait échappé.

Calcutta, devenue cliché de la misère, se passerait bien de cette gloire honteuse qui transpire à gros bouillottes dans les conversations des touristes de palaco. Le gouvernement indien se passerait bien, lui aussi, de ces richesses qui viennent visiter les pauvres des autres, de ces présidents qui drainent à leur suite des dizaines de journalistes et de caméras de télévision.

M. Mitterrand n'est pas du genre voyeur. Il est passé à Calcutta le plus discrètement possible. Mère Teresa — « la sainte », comme on la nomme, toutes religions confondues — lui a rendu un fier service puisqu'elle était ce jour-là, parait-il, à Phoenix (Arizona). M. Mitter-

rand s'est contenté, si l'on peut dire, de recevoir une dizaine de représentants d'organisations humanitaires.

M. Mitterrand aime Calcutta, c'est sûr. En 1971, il y avait rencontré d'étranges personnages dénommés « frères des hommes », qui prétendaient servir des millions d'autres personnes : deux Français, Léo et François Jallais, un Britannique, James Stevens. Il les a revus dix-neuf ans plus tard. James Stevens — devenu le révérend Stevens entre-temps — estime que la situation des plus pauvres s'est améliorée, pour autant qu'il puisse établir des comparaisons depuis son arrivée, il y a vingt ans. Il ne cite, à l'appui de cette impression, qu'un exemple concret. En 1969, il y avait à Calcutta une latrine pour trois cents habitants. Il y en a une, aujourd'hui, pour cent habitants.

Une ville sans agressivité

Le docteur Chanemoungame, un Indien de Pondichéry, que M. Mitterrand a aussi rencontré, était en 1986 médecin-chef dans un cabinet de médecine sportive à Noisy-le-Grand lorsqu'il a lu la *Cité de la joie*. Vieille dette envers l'Inde ? Il est parti sans attendre pour le Sud-est, la région la plus défavorisée du pays, dans le delta du Gange. Il y lutte. Notamment contre la tuberculose. La moitié des tuberculeux recensés dans le monde sont indiens. Deux ans et des poussières, c'est trop peu pour évaluer un progrès. Le docteur Chanemoungame remarque simplement que la mortalité infantile est, dans ce pays, de cent vingt pour mille. Cent quarante pour mille dans les campagnes. Calcutta est baignée de deuil.

Départ hâtif des journalistes pour Bombay où l'on était, vendredi, le

début des manifestations de l'Année de la France en Inde, visite, qui n'a été annoncée qu'après coup, de M. Mitterrand à la maison de Mère Teresa. Il n'y a pas eu, à Calcutta, de spectacle organisé pour le président de la République en représentation. Pas de ruelle puante, pas de chiens couchés parmi les hommes sur les trottoirs, pas plus de manchots, mendiants et lépreux témoins.

L'après-midi, dans les jardins de la Bibliothèque nationale, on percevait au loin les rumeurs et remugles d'une ville tumultueuse et stridente mais sans agressivité ni colère apparente. Là, M. Mitterrand a remis les insignes de la Légion d'honneur à Satyajit Ray, le cinéaste indien le plus connu (*Le Salon de musique, La Déesse, Les Joueurs d'échecs, Kanchenjunga*), qui se réclame d'une « dette » envers la France. C'est-à-dire envers Jean Renoir. Le chef de l'Etat l'a félicité, entre autres compliments, pour sa « perception de la détresse des humbles ou de leurs joies dérisoires » et parce qu'il est « gigantesque bonhomme au masque impressionnant — l'un des artistes les plus fascinants de ce temps ».

Sur la pelouse du jardin, Dominique Lapierre citait le poète Tagore — « l'adversité est grande, mais l'homme est encore plus grand que l'adversité » — puis, affirmant, devant ses amis de la *Cité de la joie* (quarante-cinq mille habitants sur les trois millions qui peuplent les bidonvilles de Calcutta) : « Calcutta montre que les hommes peuvent rester debout même dans le pire des chaos ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(1) *La Cité de la joie*, de Dominique Lapierre (Robert Laffont).

La visite de M. Kouchner à la frontière khméro-thaïlandaise

La France pourrait consentir un effort supplémentaire en faveur des réfugiés indochinois

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, a regagné Paris le 1^{er} février à l'issue d'une tournée asiatique consacrée, d'une part, au problème des réfugiés indochinois et, d'autre part, à l'initiative française visant à la régulation des flux qui inondent périodiquement le Bangladesh.

BANGKOK

de notre envoyé spécial

En Thaïlande, le docteur Kouchner a passé plusieurs jours dans les camps de la frontière khméro-thaïlandaise où quelque 300 000 Cambodgiens (et quelques milliers de Vietnamiens), ravitaillés par les Nations unies, mais placés sous la coupe des factions armées qui composent la résistance anti-vietnamienne, végètent misérablement depuis dix ans. Regroupée le long d'une ligne de démarcation meurtrière, la grande majorité de ces « personnes déplacées » attend un hypothétique retour. Quelques milliers, bénéficiant du statut de réfugié, attendent d'être réinstallés dans des pays tiers.

Accueil chaleureux et tricolore des camps placés sous l'égide du prince Norodom Sihanouk : hermétisme des cadres d'un camp khmer rouge où le secrétaire d'Etat aura « froid dans le dos » en « serrant la main de ces assassins » ; rancœurs et résignation ailleurs, dans des camps surpeuplés où la résistance se corrompt au fil des trafics et des querelles de factions : pendant quatre jours, l'ancien président de Médecins du monde a retrouvé les mêmes drames, les mêmes problèmes et souvent les mêmes acteurs qu'il avait connus il y a dix ans, lors de ses premières missions humanitaires dans la région. A ceci près, souligne-t-il, que « les Khmers rouges se sont considérablement renforcés militairement, souvent avec la complicité de l'Occident ».

Dans ses entretiens avec les responsables thaïlandais, notamment le ministre de l'Intérieur, le docteur Kouchner a indiqué que le gouvernement français appuyait le projet d'une nouvelle conférence internationale (l'été prochain, à Genève) consacrée au problème de l'exode continu de *boat people* vietnamiens. Dans ce contexte, Paris pourrait envisager un effort supplémentaire (en plus des 125 000 réfugiés indochinois accueillis depuis 1975, dont 75 000 venus de Thaïlande). Ce qui allègerait d'autant un fardeau humain dont Bangkok tient plus que jamais à se débarrasser.

En contrepartie, le secrétaire d'Etat demande le respect du droit d'asile et surtout le non-refoulement

des *boat people* qui accostent aux rives de l'Asie du Sud-Est (48 000 en 1988). A-t-il quelque chance d'être entendu alors que, depuis des mois, la majorité des réfugiés de la mer vietnamienne accostent en Thaïlande sont rejetés à la mer, et que cette pratique meurtrière est apparemment devenue la règle ?

Quoi qu'il en soit, le secrétaire d'Etat s'est engagé à accueillir en dehors des critères habituels environ deux cents réfugiés vietnamiens supplémentaires en Thaïlande, sous réserve qu'ils fassent l'apprentissage du français et d'un métier. Deux cents autres candidats (cambodgiens et vietnamiens, dont certains ont des liens familiaux en France) pourraient être sélectionnés ultérieurement. Enfin, le long de la frontière, il s'est engagé à accroître l'assistance scolaire et médicale française, de toute façon bien modeste.

A Hongkong, où la situation dans les camps surpeuplés, parfois comparables à de véritables prisons, reste humanitaire pénible et politiquement délicate, le docteur Kouch-

ner a visité plusieurs centres. Là encore, il s'est engagé à faire un effort pour les réfugiés intéressés par l'apprentissage du français. Une centaine de visas pourraient ainsi être donnés en 1989 à des Vietnamiens réfugiés dans la colonie britannique contre... quatre l'an dernier !

Au Bangladesh, le secrétaire d'Etat a fait le point avec les dirigeants locaux et avec un consortium d'experts français sur le projet de régulation des flux responsables des inondations catastrophiques des deux dernières années (*Le Monde* du 22 novembre). Afin d'éviter d'aggraver le contentieux indo-bangladaï, il a insisté, comme l'on fait jusqu'à présent les Français, sur le fait que le « champ d'étude du projet est strictement limité au territoire du Bangladesh ». L'étude de faisabilité, financée par le gouvernement français, est en voie de réalisation. Elle doit être soumise par le président Mitterrand à ses partenaires lors du sommet des sept pays les plus industrialisés qui se tiendra en juillet à Paris.

R.-P. PARINGAUX.

FAITS & ARGUMENTS

Mensuel
Nouvelle série

Un carrefour d'idées autour de Raymond Barre

Vous pouvez vous abonner et faire abonner vos amis en renvoyant le bulletin ci-contre à B.A. Faits & Arguments B.P. 102-92358 Le Plessis-Robinson Cedex

Nom : _____

Adresse : _____

Souscrit : abonnement (s) annuel (s) 10 numéros de F à Faits & Arguments

Abonnement France : 250 F. Abonnement étranger : 300 F.
Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

Les règlements sont à effectuer exclusivement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : « FAITS & ARGUMENTS »

MO 89

هكذا من الأصل

Asie

La visite de M. Chevardnadze à Pékin

M. Mikhaïl Gorbatchev est officiellement invité à se rendre en Chine

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a été invité à se rendre en visite officielle en Chine par le président chinois Yang Shangkun, a annoncé, le vendredi 3 février, l'agence officielle Chine nouvelle. L'invitation a été remise au ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edoard Chevardnadze, qui l'a acceptée, a précisé l'agence.

Le chef de la diplomatie soviétique a poursuivi, vendredi, ses entretiens pour mettre une touche finale à la tenue de ce sommet, les deux pays parvenant toutefois mal à masquer leurs désaccords sur la façon de rétablir la paix au Cambodge. La date du sommet devrait être annoncée, samedi, à l'occasion de l'audience accordée à M. Chevardnadze par M. Deng Xiaoping.

A propos du Cambodge, pas un mot n'a encore été dit en public par l'URSS sur le rôle que devrait jouer le prince Norodom Sihanouk, le chef de la résistance, après le retrait des Vietnamiens. Le

prince a annoncé, vendredi, que les trois factions de la résistance cambodgienne se réuniront, le 9 février, à Pékin, à la demande des Khmers rouges, pour adopter une position commune avant les discussions prévues à Djakarta du 19 au 21 février. — (AFP.)

● PHILIPPINES : le vice-président Laurel au chevet de M. Marcos. — Le vice-président des Philippines, M. Salvador Laurel, est arrivé, vendredi 3 février, à Honolulu, et s'est immédiatement rendu au chevet de l'ancien président Marcos, hospitalisé depuis le 15 janvier et qui a subi, jeudi 2 février, une trachéotomie. L'état de santé de M. Marcos, âgé de soixante et onze ans, est « condamné à s'aggraver », a déclaré un porte-parole de l'hôpital. A Manille, la présidente Aquino a dénoncé la démarche de M. Salvador Laurel, qu'elle a qualifié de « leader de l'opposition », en dépit du fait qu'il demeure son successeur constitutionnel. — (AFP, UPI.)

AFGHANISTAN

Le président Najibullah affirme que son régime survivra au retrait des troupes soviétiques

L'opposition afghane a créé une « situation dramatique » à Kaboul ainsi que dans plusieurs autres villes, a déclaré, jeudi 2 février à Moscou, M. Vadim Perfilov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, tout en estimant que la situation dans le pays était « relativement stable ». Il a déclaré que la capitale afghane était menacée d'un « blocus de la faim », des milliers de camions chargés de vivre étant bloqués par « l'opposition armée ». Il a enfin dénoncé les tirs de missiles de la résistance contre « les principales villes ».

Enfin, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, s'est entretenu à deux reprises, jeudi à Islamabad, avec les dirigeants de la résistance afghane au Pakistan.

KABOUL
de notre envoyé spécial

Le gouvernement de Kaboul survit-il au départ des troupes soviétiques ? « Oui, oui, il survit », a répondu le général Grovov, commandant en chef des forces armées soviétiques en Afghanistan, dans cette salle de conférences. Comme à l'accoutumée, répond avec un bon sourire et l'air pas du tout inquiet pour la suite des événements. En deux heures de conférence de presse, le jeudi 2 février, le chef de l'Etat afghan s'est efforcé de convaincre la presse et l'opinion internationale qu'il tient fermement la barre, qu'il n'a aucune intention de

laisser sa place à quiconque et que, si les « portes de la paix ne sont pas fermées », aucune concession n'est à attendre pour atteindre cet objectif. Assis derrière la table où se trouvait, il y a quelques jours, le général Grovov, commandant en chef des forces armées soviétiques en Afghanistan, dans cette salle de conférences, le général Grovov, commandant en chef des forces armées soviétiques en Afghanistan, a voulu préserver les chances, si ténues soient-elles, d'une réconciliation mais cette « ouverture » semblait presque rituelle. L'essentiel était davantage de couper court aux rumeurs diverses (coup d'Etat, loi martiale, départ du chef de l'Etat) qui courent Kaboul. M. Najibullah « ne comprend pas » ce que peuvent signifier des concepts comme « Kaboul, ville ouverte » ou « bataille de Kaboul ». Pourtant, la visite de M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, serait la bienvenue parce qu'elle « apportera des résultats positifs et accélérera les solutions politiques pour l'Afghanistan ».

Quant aux rumeurs, elles sont « enfantines » et « sans rapport avec la réalité ». Le gouvernement a le « contrôle total » de la situation et le docteur Najibullah ne croit pas du tout à un siège de Kaboul, notamment parce que les forces armées sont « plus fortes que jamais ». Cette dernière affirmation, répétée trois ou quatre fois, est appuyée par un exemple : la défaite infligée le 23 janvier aux moudjahidins du commandant Massoud sur la route du tunnel de Salang, une « victoire » que disputent pourtant au gouvernement afghan les forces soviétiques. Le commandant du Fanihir, a expliqué le chef de l'Etat, « porte toute la responsabilité » de ce qui s'est passé. Le président se refuse à donner des détails, notamment s'agissant des pertes civiles (celles-ci, selon certaines sources, pourraient atteindre plusieurs centaines de personnes) et affirme que des « innocents ont été tués par les forces » de Massoud. N'ayant aucune intention d'abandonner le pouvoir parce que cela n'aiderait « à la solution d'aucun problème », et soulignant que le PDPA, le Parti communiste afghan, est un « pouvoir politique essentiel » en Afghanistan, le président a, par avance, rejeté tout règlement qui exclurait le parti au pouvoir. Ainsi la Shura (assemblée constitutive traditionnelle), qui doit avoir lieu le 10 février à Peshawar et qui réunira toutes les composantes de la résistance afghane, elle est, selon lui, « illégitime », puisque se déroulant sans représentants du parti au pouvoir.

Le président n'a donc laissé entrevoir aucune solution politique pour résoudre la crise afghane et empêcher ce que chacun ici appréhende, la bataille de Kaboul. Les forces afghanes ne « laisseront jamais les extrémistes mener un siège de Kaboul », et, si la solution militaire s'imposait, elles seraient « prêtes à riposter ». Le président Najibullah s'est déclaré persuadé que toutes les troupes soviétiques seront parties dans les « prochains jours » et, à propos du départ de la plupart des ambassades occidentales, il a estimé qu'il s'agissait d'un « acte de poursuite et d'intensification de la guerre psychologique par la panique et la confusion ».

LAURENT ZECCHINI.

● Un journaliste français blessé à Kaboul. — L'envoyé spécial de l'Express, Jean-François Leven, a été légèrement blessé, vendredi 3 février à Kaboul, par balle. Hospitalisé à la suite de cette blessure, il devait être évacué par avion sur New-Delhi.

● IRAN : indignation et inquiétude du Parti socialiste français. — Le Parti socialiste a exprimé, le jeudi 2 février, son « indignation » devant la vague d'« exécutions en Iran », soulignant que « cette répression s'applique et n'épargne aucune catégorie de la population » et a indiqué qu'il faisait part « de sa très vive inquiétude » à M. Roland Dumas, afin que celui-ci intervienne, lors de sa visite à Téhéran, dimanche prochain, auprès des autorités iraniennes. Le PS exprime le souhait qu'une mission internationale obtienne la possibilité de visiter les prisons iraniennes.

-20% SUR LES TAPIS D'ORIENT
EXPOSITION-VENTE
JUSQU'AU 25 MARS - 2^e ETAGE
M^e SEVRES BABYLONE
TEL 45.49.21.22

Tapis persans, tapis de maître.



■ Tapis en soie SOUZANI des tribus SHAHSAVAN (IRAN) 90x130 à décor d'arabes stylisés.

■ L E
B O N
M A R C H É

RIVE GAUCHE

■ Au Bon Marché, les tapis d'Orient aux dessins inimitables, aux couleurs chatoyantes et subtiles, témoins de la riche et passionnante culture orientale, sont, depuis plus d'un siècle, notre spécialité. Comme chaque année, François Ollivier, notre acheteur passionné, a exploré la Turquie et l'Iran dans leurs intimes replis pour y trouver les pièces les plus rares. De son expédition turque, François Ollivier a ramené une fabuleuse collection de kilims de prières aux couleurs vives garance et bleu indigo ainsi que des tapis yastiks de nomades. Lors de son voyage en Iran, il a rejoint les nomades SHAHSAVAN dans la région d'ARDEBIL où ils établissent leurs quartiers d'été. Il a donc cueilli à leur source les plus beaux kilims, des maîtres, des tapis SOUZANI dont certains sont travaillés à la façon des Saumak du Caucase ; il a rapporté aussi de magnifiques pièces

d'origines diverses : Veramine, Sennah, Nahavand, Bidjar, Bakhtiar, Yalameh... Les tapis d'Orient du Bon Marché, dont certains atteignent 15 m², qu'ils soient turcs, persans, afghans, népalais... sont des pièces authentiques, façonnées par des mains qui détiennent toute la mémoire de l'art oriental. C'est aussi le certificat d'origine, l'expertise, le nettoyage, le conseil, la restauration, la garde et la présentation à domicile. Le Bon Marché, une équipe d'experts passionnés, au service de la tradition. Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F d'achat. Remises non cumulables.

Europe

RFA : malgré la poussée de l'extrême droite

Hambourg accorde le droit de vote aux immigrés

BONN
de notre correspondant

Intervenant deux jours après la brusque percée des républicains à Berlin — pour lesquels les immigrés ne doivent pas outrepasser leurs devoirs d'« invités » —, la décision de la Diète de Hambourg d'accorder le droit de vote aux étrangers au niveau municipal prend un relief particulier. Le texte, qui a été voté, mercredi 1^{er} février, par les sociaux-démocrates, les libéraux et les Verts, prévoit que tous les étrangers résidant à Hambourg depuis au moins huit ans — cela représente cent quatre-vingt mille personnes — auront le droit de se rendre aux urnes lors des élections des conseils d'arrondissement. Ils ne seront pas autorisés, en revanche, à présenter des candidats ni à participer aux élections à l'échelon régional.

Cette innovation est loin de faire l'unanimité dans la classe politique ouest-allemande. Le ministre fédéral de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann (CSU), a déjà menacé de saisir la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, arguant qu'il s'agit là d'une violation de la Loi fondamentale. Il est soutenu par pratiquement l'ensemble des chrétiens-démocrates, battus par les 7,5 % glanés à Berlin par les républicains (extrême droite). Ceux-ci ont déjà annoncé leur intention de consolider leur action à Hambourg... contre le droit de vote des étrangers, bien sûr.

Partenaire, du SPD à Hambourg et du chancelier Kohl au niveau national, les libéraux sont très partagés sur la question. M^{me} Schmalz-Jacobson, secrétaire générale du FDP à l'échelon fédéral, parle de l'« erreur profonde » commise par son parti à Hambourg. Mais Gerhart Baum, le vice-président de ce même FDP, s'est félicité de la décision, regrettant seulement qu'on n'ait pas attendu, « pour le prin-

cipe », une harmonisation du droit de vote des étrangers au sein de la CEE.

Plusieurs Länder sociaux-démocrates semblent en revanche décidés à aller de l'avant dans cette voie. Jeudi, dans la soirée, on apprend à Kiel que le Parlement du Schleswig-Holstein (nord de la RFA) adopterait, selon toute vraisemblance le 14 février, un texte visant à accorder le droit de vote aux ressortissants de six pays où les Allemands jouissent du même droit. Lors des élections communales de 1990, les Suisses, les Danois, les Norvégiens, les Hollandais, les Irlandais et les Suédois résidant depuis plus de cinq ans en RFA devraient pouvoir se rendre aux urnes. En 1994, tous les étrangers sans exception devraient bénéficier du même droit. La ville-État de Brême (SPD) et le Land de Rhénanie-Westphalie (SPD) ont l'intention de débattre de la question dès que possible. — (Interim.)

● RDA : Lourdes condamnations de quatre dissidents. — Quatre dissidents est-allemands, membres actifs de la communauté protestante de Berlin-Treptow, ont été condamnés, jeudi 2 février, par un tribunal de Berlin-Est, à de lourdes peines de prison. Les quatre personnes, Jürgen Dornan, Wolfgang Salomon et un couple, Wolfgang et Renate Hoppe, se sont vu infliger des peines de douze à vingt-deux mois de prison. Arrêtés en novembre et décembre derniers, ils étaient accusés d'avoir divulgué à l'étranger des informations « préjudiciables aux intérêts de la RDA » et d'avoir diffusé dans le pays des écrits qui « perturbent l'ordre public et la cohésion sociale ». De source proche de l'Eglise protestante, on indique que leur « crime » était d'avoir écrit des lettres sur leur situation à des amis en RFA. — (AFP.)

GRÈCE : le scandale Koskotas

Des poursuites sont engagées contre l'ami intime du premier ministre

Le juge d'instruction chargé du scandale Koskotas a décidé, jeudi 2 février, d'engager des poursuites pénales contre l'ami intime du premier ministre grec, M. Georges Louvaris, qui s'est vu interdire la sortie du pays.

Cette décision fait suite aux dépositions de trois gardes du corps du banquier Georges Koskotas, emprisonné aux Etats-Unis après s'être enfui de Grèce, qui affirment avoir remis à M. Louvaris un ou plusieurs cartons pleins de billets de banque. Un mandat d'arrêt a également été lancé contre le banquier, M. Stavros Koskotas, qui se trouve en Amérique latine depuis le début du scandale, pour complicité dans le détournement de 8 millions de deutschemarks de la Banque de Crète.

En prenant le relais d'une commission d'enquête parlementaire fortement contestée par l'opposition, la justice accroît la pression qui pèse sur le premier ministre, M. Papandréou. Ce dernier a été confronté

jeudi à un mouvement de grève larvée suivi à l'appel d'une quarantaine d'organisations syndicales. Les meetings organisés à cette occasion dans les grandes villes ont connu un grand succès pour la première fois depuis des années. — (Corresp.)

● ESPAGNE : les obsèques d'Alfonso de Bourbon Dampierre. — Le duc de Cadix et d'Anjou, Alfonso de Bourbon Dampierre, mort lundi 30 janvier dans un accident de ski aux Etats-Unis (le Monde du 1^{er} février), a été enterré jeudi en fin de matinée, en présence du roi Juan Carlos et de la reine Sofia, dans l'église du couvent des Descalzas Reales, au cœur du vieux Madrid. Le nouveau prince de Cadix Luis Alfonso devient à quatorze ans le prétendant légitime au trône de France. Lors du divorce de ses parents, sa garde avait été confiée à son père et il n'entretenait que des rapports épisodiques avec sa mère, la petite-fille de Franco.

Proche-Orient

Au Mémorial de l'Holocauste à Jérusalem

Un acte de profanation dirigé contre M. Dumas

Le geste est sans précédent : un arbuste que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait planté à la mémoire de son père, au Mémorial de l'Holocauste à Jérusalem, a été déraciné par des vandales. Georges Dumas a été fusillé par les nazis, le 26 mars 1944, pour avoir organisé la Résistance et caché des juifs dans le Limousin.

Un interlocuteur anonyme a téléphoné, dans la soirée de jeudi 2 février, au quotidien Yedioth Aharonot et déclaré que cette profanation avait pour objet de protester contre les extrémités que le ministre

français a eus avec M. Yasser Arafat. M. Dumas avait planté cet arbre — dont les autorités ont assuré qu'il serait immédiatement replanté — lors de sa visite en Israël, les 21 et 22 janvier, dans l'allée des Justes à Yad-Vashem, où est honorée la mémoire de ceux qui ont tenté de sauver des juifs durant la seconde guerre mondiale. — (Corresp.)

(Publicité)

JORDANIE, LE PAYS AUX TROIS CLIMATS

Pour Paul Balta, spécialiste du monde arabe, beautés naturelles et richesses culturelles du royaume hachémite font de ce carrefour de civilisations l'une des contrées les plus sages d'Asie du Moyen-Orient.

Dans le numéro de février d'Arabes en langues et en littératures, 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14



Europe

Europe

Diplomatie

la poussée de l'émigration
recorde le droit de
aux immigrés

Vague de contestation
à l'Académie des sciences

MOSCOU
de notre correspondant

Derrière les fenêtres closes de leur vaste hôtel particulier, les membres du présidium de l'Académie des sciences observaient, jeudi 2 février, la scène en silence. Sous leurs yeux, pieds dans la neige, en arc de cercle autour du porche, 2000 à 3000 scientifiques, jeunes chercheurs ou célèbres professeurs, les consultant, riant et agitant des banderoles qui les appelaient à la retraite. Et très vite, d'un discours à l'autre, on est passé de la défense d'Andrei Sakharov, de la rage de ne pas le voir figurer parmi les candidats aux vingt-cinq sièges de députés réservés à l'Académie par la nouvelle loi électorale à la dénonciation du fonctionnement de l'Académie elle-même. Derrière leurs fenêtres, les membres du présidium semblaient pensifs, car cette fois-ci l'abus de pouvoir ne passe pas et crée une onde de choc qui n'a pas fini d'ébranler l'institution.

Réunis le 18 janvier dernier en plénum (largi) ils avaient, à la surprise générale, celle de leur base mais aussi du Kremlin — purement et simplement écarté les candidatures de tous les grands intellectuels réformateurs. Désigné par plus d'une soixantaine d'instituts et laboratoires de recherche, le Prix Nobel de la paix n'avait en effet pas été la seule victime de cette vendetta conservatrice. Roald Sagdeev, le conseiller scientifique de M. Gorbatchev, Tatiana Zaslavskaya, la sociologue réformatrice, Dimitri Likhatchev, le grand sage de Leningrad, l'un des hommes les plus populaires d'URSS, les économistes Nikolai Chmelev, Gavril Popov, Abel Aganbegian, n'avaient pas non plus réussi à passer la barre des 50 % de suffrages en dessous desquels on ne pouvait être déclaré candidat à la candidature.

« Si ce n'est Sakharov, qui ? »

Résultat : les membres de l'Académie ne pourront donner leur voix à aucun des hommes qu'ils auraient aimé envoyer le 26 mars prochain les représenter au futur Congrès des députés du peuple. Dans l'enthousiasme et la fièvre, les réunions de base avaient exprimé la volonté générale. Dans le silence froid des

sommets une tout autre liste avait été dressée, et il n'y a plus rien à faire puisque c'est la loi qui prévoit cette double sélection.

Plus rien à faire, sauf s'indigner, faire circuler une pétition, demander à la municipalité — nouvelle loi sur les manifestations — l'autorisation d'organiser ce meeting, obtenir l'autorisation et... ne plus mâcher ses mots. Car, si l'un des banderoles, « Si ce n'est Sakharov, qui ? », résume à elle seule le problème de l'heure, chacun s'accorde à expliquer qu'une telle manipulation n'a été possible que parce qu'il y a « un profond fossé entre l'Académie et son présidium ».

On parle de « crise profonde », d'une crise tenant à ces « soixante années » durant lesquelles les fautes d'autres, ceux de victimes de cabales, sont applaudies. Plus de trente instituts sont représentés là. S'il est un milieu où les réformes sont extrêmement populaires et suscitent une véritable mobilisation, c'est bien celui des jeunes scientifiques, et la manipulation a suscité une grande révolte.

Sous les fenêtres du présidium on scandait : « Boycottage (des élections), boycottage ! ». On appelle à venir s'exprimer de son balcon et on applaudit à tout rompre M. Sakharov, présent dans la foule mais silencieux. Chaque jour plus actif, frêle et respecté, il est en train d'acquiescer dans le pays la stature d'homme d'Etat dont il bénéficiait déjà à l'étranger, et tout aussi critique qu'elle soit, la nouvelle loi électorale crée dans ce pays une atmosphère nouvelle.

Sans y croire, on espère voter librement, puis on se heurte aux violations de la loi, de son esprit et souvent aussi de sa lettre. Et l'espoir auquel on ne voulait pas croire fait place à l'indignation et l'indignation à la politisation. A défaut d'être candidat à l'Académie, M. Sakharov sera candidat dans une circonscription et il s'est fondé jeudi à Moscou une « Union interdisciplinaire de démocratisation de l'Académie des sciences ».

BERNARD GUETTA.

URSS

Le général Louchev remplace le maréchal Koulikov à la tête du pacte de Varsovie

Le maréchal Victor Koulikov, qui commandait les forces armées unifiées du pacte de Varsovie depuis janvier 1977, a été relevé de ses fonctions « à sa demande », a annoncé jeudi 2 janvier l'agence Tass. Il a été remplacé par le général Petr Louchev, qui était depuis juillet 1986 premier vice-ministre de la défense.

Le départ du maréchal Koulikov qui a été affecté au poste purgatorial d'inspecteur du ministère de la défense — était attendu depuis quelque temps. Bien que le commandant du pacte de Varsovie soit moins important dans la haute hiérarchie militaire soviétique que le chef de l'état-major général (actuellement le général Moïseïev, successeur en décembre dernier du maréchal Akhromeev) et que l'autre premier vice-ministre chargé des affaires générales (jusqu'ici le général Louchev, nouveau commandant du pacte), le maréchal Koulikov n'en était pas moins une figure très ancienne et symbolique de l'establishment brejnévien.

La fin de « l'ère des maréchaux »

Né en 1921, jeune officier pendant la guerre, il avait commandé la région militaire de Kiev (1967-1969) et les forces soviétiques en Allemagne de l'Est avant de devenir ministre de la défense et membre du comité central du parti. Bien qu'il ait gardé ces deux derniers postes jusqu'à aujourd'hui, sa nomination à la tête du pacte de Varsovie, il y a tout juste douze ans, n'avait pas été une promotion : il s'agissait alors de faire passer à la tête de l'état-major général (EMG) au très remuant maréchal Ogarkov, que Tchernenko devait limoger en 1984 et qui vient de prendre sa retraite.

Après les changements encore plus importants décidés en 1987 au lendemain du viol de l'espace aérien soviétique par le jeune Allemand Matthias Rust, il ne reste plus beaucoup d'anciens de l'ère pré-Gorbatchev dans le haut commandement : le ministre et ses premiers

adjoints ont tous été remplacés, seuls quatre vice-ministres sur onze ont été nommés avant mars 1985. Le secteur le moins touché a été l'armée de terre, toujours dirigée par le même commandant (le général Ivanovski, nommé en janvier 1985), le même chef d'état-major et le même directeur politique, nommés en 1981 et 1980 respectivement. Restent encore les troupes chimiques, dirigées depuis plus de vingt ans par le même général Piskov (et ce dernier est surtout occupé de nos jours à la destruction de ses stocks) et seulement trois régions militaires (de Kiev, de Biélorussie et du Turkestan) dont les commandants ont été nommés en 1984 ou au tout début de 1985. Quant au chef d'état-major du pacte de Varsovie, le général Gribkov, en place depuis 1976, il ne devrait pas survivre longtemps au départ de son commandant en chef, le maréchal Koulikov.

Ce dernier départ tourne aussi définitivement la page sur l'ère des maréchaux. Non seulement les derniers maréchaux vivants sont maintenant tous à la retraite ou relégués au placard de l'inspection militaire, mais M. Gorbatchev n'a guère envie de les remplacer par d'autres : ni le ministre ni aucun autre des nouveaux promus n'ont été nommés à ce grade prestigieux, confié pour la dernière fois en 1983.

MICHEL TATU.

Le général Petr Louchev, nouveau commandant du pacte de Varsovie, est né en 1923 à Arhangelsk. Entré dans l'armée en 1941, il a participé à la défense de Leningrad et terminé l'académie des blindés en 1954. Après avoir commandé la célèbre division Kantemirovka dans la région de Moscou, puis terminé l'académie de l'état-major général en 1966, il a servi en Allemagne de l'Est, notamment comme premier commandant adjoint à partir de 1973. Il a ensuite commandé les régions militaires de la Volga (1975-1977), d'Asie centrale (1977-1980), de Moscou (1980-1985), avant de prendre, pour un an seulement, le commandement des troupes soviétiques en Allemagne. En juillet 1986, il était devenu premier vice-ministre de la défense — un poste qu'il conserve aujourd'hui — venant notamment à ce titre, en 1988, les Etats-Unis (en compagnie du maréchal Akhromeev) ainsi que les deux Yémens, la Hongrie et la Corée du Nord. Il est membre du comité central du PC et général d'armée depuis 1981.

Après quinze ans de travaux sans résultat

Clôture officielle à Vienne des négociations MBFR

VIENNE
de notre correspondant

Les négociations sur la réduction mutuelle des forces et des armements en Europe centrale (MBFR) entre l'OTAN et le pacte de Varsovie ont pris fin jeudi 2 février à Vienne après plus de quinze ans de travaux sans résultat. Un communiqué commun affirme pourtant que ces négociations ont « servi à maintenir un dialogue sérieux, entre l'Est et l'Ouest, sur les questions de sécurité », mais « l'étendue de bases communes s'est révélée insuffisante pour permettre aux participants de conclure un traité ».

C'est à la suite de la décision d'ouvrir, le 6 mars, les négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe que les pays participants aux MBFR ont décidé de

clôre leurs travaux. Ces négociations seront menées entre les vingt-trois membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie et seront doublées par des pourparlers sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe auxquelles participeront les trente-cinq pays de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Les MBFR avaient débuté à Vienne, en octobre 1973 ; elles ont échoué essentiellement sur les divergences de vues entre l'OTAN et le pacte de Varsovie sur l'évaluation des forces en présence : l'OTAN estimait les forces du pacte stationnées en Europe centrale supérieures à ses propres effectifs de quelque deux cent mille hommes. L'Est insistait pour parler d'un « équilibre approximatif... ».

WALTRAUD BARYLL.

Sommet maghrébin à Marrakech le 15 février

Rabat. — Un communiqué du ministère marocain des affaires étrangères et de la coopération a annoncé, le jeudi 2 février, que les chefs d'Etat des pays du Maghreb « sont convenus de tenir le sommet maghrébin à Marrakech les 15, 16 et 17 février, portant de leur ferme détermination d'aller à pas sûrs sur la voie de l'édification du Maghreb arabe ». De même source, on précise que cette rencontre a été décidée à la suite des « résultats positifs et constructifs auxquels

sont parvenues les réunions des différentes commissions sectorielles » dont la dernière session a eu lieu il y a quelques jours en Tunisie.

Ce sommet interviendra une semaine après la visite du président Chadli Benjedid, attendu au Maroc du 6 au 8 février.

M. François Gendreau ambassadeur à N'Djamena

M. François Gendreau, ambassadeur de France à Cotonou, a été nommé ambassadeur au Tchad, en remplacement de Christian Dutheil de La Rochère, a annoncé jeudi 2 février le Quai d'Orsay.

[Né en 1931, ancien élève de l'Ecole de la France d'outre-mer, M. Gendreau est entré à l'administration centrale en 1962. Il a été notamment en poste à Buenos-Aires (1964-1967), San-Francisco (1967-1970), Madrid (1973-1977) et Moscou (1977-1980) ; de 1970 à 1973 il était revenu au département Amérique, à l'administration centrale. Il était ambassadeur au Bénin depuis septembre 1984.]

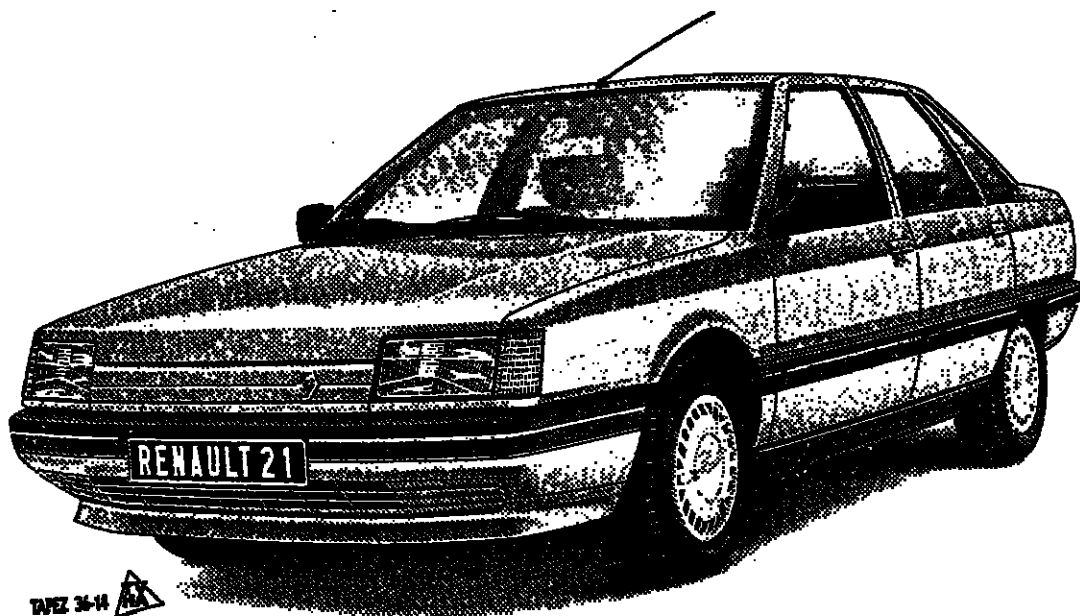
Jean-Marie Chauvier

URSS : Une société en mouvement

Un guide très vivant avec lequel on oserait discuter
Bernard Feron, Le Monde
Un livre remarquable
Georges MONTARON, T.O.
420 p. • 139 FF

éditions de l'aube

Tout compte fait Février sera un grand mois.



Crédit 8,9% sur 12 mois. Reprise Argus + 6 000*
jusqu'au 22 février sur les Renault 21*.

Du 1^{er} au 22 février, Renault vous fait bénéficier de deux offres exceptionnelles :
Crédit sur 12 mois au TEG de 8,9% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme Renault 21. Ex. : montant financé 10 000 F, 12 échéances de 874,05 F. Coût total du crédit : 10 488,60 F. Crédit au TEG de 11,9% sur 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de F. 321.490.700 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221.

Et en plus en ce moment chez Renault :
Reprise Argus + 6 000 F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault 21* hors Séries Limitées. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

Ces deux offres sont réservées aux particuliers et concernent les V.P. neufs. Modèle présenté : Renault 21 TXE.

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

Les difficultés entre le PS et le PC dans la préparation

Les treize heures du Mans

Mais à quoi jouent-ils pendant toutes ces longues heures ? Signataires, le 12 janvier, d'un accord définissant les modalités politiques et techniques de la constitution de listes de rassemblement à gauche pour les élections municipales, le PS et le PC n'ont pas, depuis trois semaines, de ne pas l'appeler. Les coups de téléphone entre MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais succèdent aux rencontres, formelles ou informelles, entre délégations, restraints ou élargies, des deux partis. Le mariage devient un peu lassant. Le scénario est toujours le même et la trame réelle de l'intrigue, connue des seuls acteurs, est cachée aux spectateurs, qui commencent à marquer un certain désintérêt.

Le socialiste Marcel Debarge et le communiste Paul Laurent, entourés de leurs acolytes habituels, ont rejoint, une nouvelle fois, fin de partie, au siège du Parti communiste, jeudi 2 février. Jusque dans la nuit brumeuse qui conduisait au vendredi. Entrés à l'heure

du déjeuner Place du Colonel-Fabien, les négociateurs socialistes en sont ressortis treize heures plus tard, sans avoir abouti. « Nous avons beaucoup travaillé », ont confié en chœur les deux dirigeants, en restant parfaitement muets sur la teneur de ce travail harassant, mais assurant qu'il y avait « encore » du pain sur la planche à accorder.

Les uns garantissent leur « volonté d'aboutir » pendant que les autres déclarent les « exigences exorbitantes » des premiers. Les assurances et les accusations peuvent, du reste, être indifféremment avancées par les uns et par les autres. En clair, l'affaire se déroule comme si les deux partenaires étaient globalement d'accord pour achever la négocia-

tion, mais en étaient empêchés par ce que l'on pourrait appeler familièrement « un gros os ».

Les têtes de liste ? Alors donc ! La négociation au sommet, dont le PCF pourtant ne veut plus entendre depuis plusieurs années, a déjà prouvé qu'elle permettait, dans la majorité des cas, de franchir cet obstacle. La représentation de chaque parti sur ces listes ? Là, les choses se corsent un peu mais avec de la patience, « l'excès » des uns et « l'irréalisme » des autres peuvent être surmontés. Alors il reste le marchandage. Une sorte de jeu de cartes pour enfant : « Dans la famille dissident socialiste, je te donne Marseille, et dans la famille dissident communiste, je vous donne Le Mans. »

Qu'elle est longue cette ligne droite des Hunaudières du circuit des Vingt-Quatre Heures, qui pourrait bien conduire du soutien du PCF aux socialistes orthodoxes de Marseille contre M. Robert Vigouroux, le maire sortant, au soutien du PS aux communistes orthodoxes du Mans contre M. Robert Jarry, le maire sortant. Est-ce cela qui nécessiterait la réunion imprévue du comité central communiste, évoquée comme une « possibilité » par M. Charles Fiterman, vendredi matin sur RTL ? Le moindre des paradoxes — mais en est-il encore à un près ? — serait de voir le PCF demander au PS de trancher un conflit interne entre deux lignes communistes au Mans alors même que, confronté à un problème semblable, le PS l'a déjà tranché administrativement à Marseille. A ses risques et périls.

OLIVIER BIFFAUD.

Calais : désaccord à gauche

LILLE
de notre correspondant

La municipalité de Calais, que dirige le maire communiste Jean-Jacques Barthe depuis 1971 et qui est la seule grande ville de France par le PC dans la région Nord-Pas-de-Calais, pourrait être le théâtre d'une primaire entre communistes et socialistes le 12 mars.

En effet, socialistes et communistes ne sont pas parvenus à un accord pour une liste commune. La rupture a été consommée mardi soir 31 janvier, au terme d'une ultime réunion entre les deux formations. En application de l'accord du 12 janvier et des décisions de la convention nationale du PS, les socialistes calaisiens avaient abandonné leurs prétentions à obtenir la tête de liste.

Ils avaient finalement accepté que M. Barthe conduise la liste, laissant également au PC le poste de premier adjoint. Pour le reste, ils proposaient la composition suivante : vingt-trois PS et vingt-neuf PC avec alternance à partir de la troisième place.

Le Parti communiste a refusé cette formule qui le privait, en cas de victoire à gauche, de la majorité absolue au sein du conseil municipal, qu'il entendait conserver. Les socialistes ont donc décidé de partir à la bagarre sous leur propre bannière. « En l'absence d'accord, je me présenterai à la tête d'une liste socialiste », a déclaré M. André Capet, adjoint au maire et député depuis juin dernier. Il avait alors devancé le candidat communiste, M. Barthe, sur l'ensemble de la sep-

tième circonscription : par contre, M. Barthe était arrivé en tête sur le territoire de la ville de Calais.

Le PC fait de ce cas particulier de Calais une pierre d'achoppement pour les négociations dans les autres villes du département et même de la région. « Imposer une primauté à Calais, explique M. Rémy Auché, premier secrétaire de la fédération PC du Pas-de-Calais, c'est bloquer toutes les négociations départementales aussi bien à Arras qu'à Saint-Pol ou Hénin. (...) Pour notre part, nous sommes prêts à signer un accord à Arras et dans bien d'autres localités dès lors que se concrétise une volonté unitaire à Calais. » M. Auché

reprend cette proposition dans une lettre adressée à Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du PS.

« Depuis vingt-trois ans, jamais le PC n'a été dépassé par le PS, à Calais, sauf lors de la présidentielle. Il n'y a aucune raison de prendre le risque de faire le jeu de la droite. Ne comptez pas sur nous, concluait-il, mercredi 1^{er} février, à l'adresse des socialistes, pour que s'applique dans le département une conception de la union à géométrie variable. »

A ce jour, un seul accord est intervenu dans le Pas-de-Calais, à Carvin, dirigé par le PC.

JEAN-RENÉ LOIRE.

Beauvais : nouveau duel Amsallem-Dassault

BEAUVAIS
de notre correspondant

Après l'annonce, le jeudi 2 février, de la candidature à la mairie de Beauvais (Oise) de M. Olivier Dassault, député RPR de Beauvais-Nord, la question est de savoir si le petit-fils de Marcel Dassault rééditera son succès du 18 septembre 1988 à la législative partielle dans la première circonscription de l'Oise contre le maire sortant, M. Walter Amsallem (PS).

Les atouts de ce dernier, ancien président du conseil régional de Picardie, ne sont pas négligeables.

Au cours de ses deux mandats successifs, M. Amsallem a donné à la ville un « tonus » qu'elle recherchait depuis longtemps et que M. Dassault lui-même ne conteste que mollement. Ensuite, dans cette ville partagée entre deux circonscriptions, la gauche a devancé globalement de quelque dix points ses vainqueurs RPR lors des législatives partielles de septembre. Enfin le voyage, la semaine dernière, de M. François Mitterrand à Beauvais a rappelé à l'opinion que M. Amsallem avait la confiance du président de la République.

Reste que le PS se heurte actuellement à des interlocuteurs commu-

nistes qui ne se sont jamais montrés aussi intraitables depuis l'ouverture à la fin de l'automne par la CGT d'un conflit social à France Glaces Finids, l'une des plus importantes entreprises de la ville. Les négociations sur le nombre des élus communistes éligibles sont aujourd'hui dans l'impasse.

Outre la défection éclatante de M. Gilles Le Chevallier, conseiller municipal rocardien, qui avait souhaité publiquement la candidature de M. Dassault, a été un appel d'air dans lequel M. Dassault vient de s'engouffrer à son tour en remarquant que l'incident est symbolique d'une lassitude plus générale à l'égard du « totalitarisme » du maire. Mais les promesses pharisaïques de M. Le Chevallier, qui vient d'être mis prudemment à l'écart par la section du PS, ont réduit le rôle de ce dernier dans la mesure où elles ne se sont pas concrétisées.

Marcel Dassault, auquel son petit-fils a succédé à l'Assemblée nationale, a donné son nom à une avenue de Beauvais laquelle conduit à un parc doté d'une piscine portant aussi son nom parce qu'il l'a payée de ses deniers. Après avoir conquis la campagne, en jouant peut-être un peu les intérêts de celle-ci contre ceux de la ville, M. Olivier Dassault, conquerra-t-il Beauvais avec sa campagne ? En trente années de députation, son grand-père ne s'y est jamais risqué.

JEAN-MARIE DEROT.

SITUATIONS

LES ANDELYS (Eure).

Aux Andelys, ville longtemps dirigée par son père, René Tomasini, M. Bernard Tomasini a finalement renoncé à se présenter. Conseiller général RPR du canton des Andelys, il était en désaccord profond avec le maire sortant, M. Paul Baty (divers droite). Ce dernier sollicitait un nouveau mandat. M. Bernard Tomasini pensait faire partie d'une liste RPR-UDF conduite par M. Gérard Ciseys. Mais sa participation ne faisant pas l'unanimité, M. Bernard Tomasini, qui a été membre du cabinet de M. Charles Pasqua, a finalement

décidé de se consacrer uniquement au canton. — (Corresp.)

ÉVREUX (Eure).

Le PS et le MRG sont parvenus à un accord. Comme en 1983, la gauche se présente unie, derrière M. Roland Plassance (PCF), maire depuis 1977. Elle sera opposée à une liste RPR-UDF-divers droite, menée par le député RPR, M. Jean-Louis Dabry. Le Front national et les Verts ont également annoncé leur présence. — (Corresp.)

LONGWY (Meurthe-et-Moselle).

M. Michel Eicher, con-

seiller municipal sortant RPR, sollicitera un nouveau mandat sur la liste conduite par M. Jean-Paul Durieux (PS), député. Président du tribunal de commerce, M. Michel Eicher, qui a appartenu aux différents partis gaullistes, ne souhaite pas de poste d'adjoint. M. Durieux, qui présente une liste majoritaire présidentielle sera opposé au maire sortant communiste M. Jules Jean, l'accord entre les deux partis n'ayant pu se faire.

ROMILLY (Aube).

La fédération du PS de l'Aube a décidé, mercredi 1^{er} février, de refuser son investiture à M. Michel

Cartelet (PS), député et premier adjoint au maire communiste de Romilly-sur-Seine, M. Georges Didier. M. Cartelet a en effet refusé de figurer sur la liste de M. Didier. Dans ce fief communiste, RPR et UDF n'ont pas encore fait part de leur décision d'être présents ou non aux municipales. — (Corresp.)

PRÉCISION.

M. Pierre Bas, maire sortant du sixième arrondissement de Paris, nous demande de préciser que ce n'est pas lui qui a « rompu avec son parti » (le RPR), comme le Monde du 2 février l'indiquait, mais que c'est le RPR qui a rompu avec lui.

Le projet de redécoupage du territoire

M. Rocard est moins pressé que M. Mauroy

La réduction du nombre des régions — ne figure pas au programme de travail gouvernemental — a été, le jeudi 2 février, M. Michel Rocard, indique un communiqué de l'hôtel Matignon. Le premier ministre a fait cette déclaration devant des responsables particulièrement intéressés par ce dossier, puisqu'il s'agit des vingt-deux préfets de région métropolitaine qu'il avait réunis à déjeuner avec MM. Pierre Joxe, Jacques Chirac et Jean-Michel Baylet.

Les représentants régionaux du gouvernement pouvaient en effet s'inquiéter des projets du PS, présentés dans le « manifeste municipal » de ce parti, souhaitant la réduction du nombre des régions pour leur permettre d'être de taille comparable avec celles de leur homologue européenne (le Monde du 3 février). D'autant que les dirigeants du PS ne cachent pas leur souhait de voir le gouvernement reprendre à son compte leur programme, avec l'appui du chef de l'Etat.

Si M. Rocard a renvoyé ce projet à plus long terme, au risque de heurter M. Pierre Mauroy, il n'en a pas moins reconnu qu'il est étudié non seulement au sein de formations politiques mais aussi par des groupes d'experts, comme le reconnaît le communiqué de Matignon.

En effet, le projet de plan qui a été adopté par un comité interministériel présidé par le premier ministre lui-même le 24 janvier dernier, explique que pour préparer l'intégration européenne « il apparaît fondamentale que se constituent de véritables pôles de développement capables de capter les bénéfices de l'Europe sans frontières et de les diffuser à l'ensemble de la région environnante (...). Il apparaît donc à l'Etat d'accélérer ce processus en aidant à la valorisation des atouts des villes, ou groupes de villes et pourvoient les plus aptes à jouer un tel rôle. Il devra à cette fin utiliser les synergies et les complémentarités entre cités voisines qui permettront d'atteindre plus rapidement la taille critique nécessaire à l'échelle européenne. » Ce texte affirme aussi : « Le rôle et les moyens de chaque niveau de collectivités (locales) seront l'objet d'une réflexion engagée dès le début du plan » et M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, ne cache pas que pour lui, vingt-deux régions, c'est beaucoup trop.

Il est vrai, simplement, qu'au ministère de l'Intérieur, tuteur des collectivités locales, on reconnaît qu'une telle réflexion existe, mais qu'elle nécessite du temps pour être menée à bien.

L'inégalité fiscale d'une région à l'autre

Parmi les trois catégories de collectivités locales, les régions, dont les responsables sont élus au suffrage universel depuis 1986, sont celles dont les budgets augmentent le plus vite. Ainsi en 1988, leurs dépenses ont progressé de 15,8 % en moyenne par rapport à 1987 (après une hausse de 16,4 % entre 1986 et 1987), au lieu de 9,4 % pour les communes et 7,8 % pour les départements.

La même évolution se manifeste dans la hausse des impôts directs locaux : + 12 % contre respectivement + 5,4 % et 6,1 %. Le montant global des budgets régionaux votés en 1988 atteint 33 milliards de francs dont 30,1 milliards pour les vingt-deux régions de métropole et 2,9 milliards pour les quatre régions d'outre-mer.

Selon les régions, la structure et le volume des recettes et des dépenses sont très différents. La taille, la population, et la richesse relative de chacune n'expliquent pas tout.

Evidemment, c'est l'Ile-de-France qui a le plus fort budget en valeur absolue avec 6,6 milliards de francs suivie du Nord-Pas-de-Calais (2,3 milliards), et Provence-Alpes-Côte d'Azur (2,2 milliards). En queue de liste apparaissent le Limousin (476 millions), la Franche-Comté (507 millions) et la Corse (357 millions).

Les principaux postes de dépenses des conseils régionaux concernent la construction des lycées, la formation professionnelle, l'aménagement du territoire au sens large du terme.

Les différences sont très sensibles lorsque l'on examine les dépenses par habitant, ce qui dénote une plus ou moins grande détermination des dirigeants et élus régionaux à s'engager, pour prendre en main leur propre destin. Ainsi, le « petit » Limousin dépense 648 F par habitant, la Bourgogne 613 F, l'Ile-de-France 640 F, mais Rhône-Alpes 406 F et la Basse-Normandie 420 F.

Pour financer leur budget, le Centre, le Midi-Pyrénées et la Picardie font appel pour 65 % aux prélèvements fiscaux sur leurs habitants et leurs entreprises alors qu'en en Poitou-Charentes (41 %), en Lorraine (43 %), en Alsace (44 %) et surtout en Corse (39 %), la pression fiscale est bien moindre.

C'est en Picardie, dans le Centre et dans le Nord-Pas-de-Calais que les élus régionaux demandent à leur population le plus gros effort fiscal par habitant. En Provence, en Haute et Basse-

Normandie, en Bourgogne, en Lorraine et en Corse, cet effort est deux fois moindre.

Enfin, selon une étude récente de l'INSEE, les régions contribuent de manière très inégale à la richesse nationale. L'Ile-de-France dégage 27,6 % du produit intérieur brut du pays, Rhône-Alpes 9,3 %, mais la Bretagne 4 %, l'Auvergne 1,9 % et le Limousin 1 %.

F. Gr.

DECLARATION
REDUCTIONS
D'IMPOT

L'IMPOSITION
DES REVENUS

François Kulbokas

Comment déclarer
ses revenus ?

Comment bénéficier
des réductions d'impôt ?

228 pages, 210 F

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPE
DELMA

POUR LA VIE
DES AFFAIRES

La préparation des élections européennes

RPR et UDF confrontent leurs programmes

RPR et UDF ont organisé vendredi 3 février une première rencontre en vue des élections européennes du 18 juin prochain, à laquelle participaient MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing.

Il s'agit dans un premier temps, pour les deux formations, d'harmoniser leurs programmes. Une commission animée par MM. Alain Madelin (UDF-PR) et Christian de La Malène (RPR) siègera à raison d'une fois par semaine jusqu'au début du mois de mars à cette fin.

Partisan d'une liste unique de l'opposition, comme l'a réaffirmé M. Chirac, dimanche devant le congrès de son parti, le RPR souligne les convergences entre ses « Vingt propositions pour l'Europe » et la plateforme adoptée par l'UDF mercredi 1^{er} février en son conseil national. L'UDF, construite l'union européenne. Commentant ce texte, jeudi, M. Alain Juppé a constaté une « inspiration commune » dans les deux projets. Le secrétaire général du RPR n'a décelé « aucune raison qui puisse justifier une différence profonde ou une incompatibilité entre les approches européennes des deux formations ». L'ancien ministre a assuré qu'une liste unique est « bonne pour l'image de l'opposition » et pour la « mobilisation de l'électorat ».

L'UDF a décidé de reporter après les municipales sa décision de liste unique ou listes séparées. Si le président de la confédération est favorable à la première solution, M. François Léotard, président du PR, est enclin à préférer la seconde à condition qu'elle soit assortie d'un « contrat de confiance ». Du côté centriste, M. Bernard Bosson, coauteur de la plate-forme UDF avec M. Madelin, a souhaité, jeudi, la constitution de deux listes différentes, « dans une fratrielle érudite et non pas dans un faux consensus de façade ». Interrogé par TF1, l'ancien ministre chargé des affaires européennes s'est présenté comme un élu de l'opposition favorable à l'union « mais non à l'favorité de l'opposition ».

En Nouvelle-Calédonie

M. Laffleur critique l'application des accords de Matignon

« Rien n'est fait à court terme pour les gens qui ont souffert de quatre années de guerre civile en Nouvelle-Calédonie », a regretté, vendredi 3 février à Nouméa, M. Jacques Laffleur, député (RPR) et chef de file des indépendantistes. Évoquant l'application des accords de Matignon, M. Laffleur, qui revient d'un séjour de deux mois en métropole, a protesté contre le fait que « rien ne soit fait pour ceux qui ont fait, qui ont plus qu'une chemise, qui ont un pantalon (...), car c'est de ceux-là dont il faut s'occuper ».

Le député de Nouvelle-Calédonie, qui a rencontré, à Paris, MM. François Mitterrand et Michel Rocard, s'est également plaint du trop grand nombre de ministres (huit en six mois) qui se sont rendus dans l'archipel. « Il y a trop de ministres qui viennent, a-t-il affirmé. Chaque haut fonctionnaire qui les accompagne a son idée de la Nouvelle-Calédonie, qui diffère de celle de son collègue venu avant lui. Cela donne lieu à une cacophonie insupportable, et on ne sait plus ce qu'il faut faire. Or nous n'avons pas de temps à perdre. »

Le député du RPR a précisé que son mouvement continuerait de respecter les accords de Matignon, qui demeurent selon lui « la seule machine à mettre la Nouvelle-Calédonie sur la voie du développement économique et de la paix ».

M. Laffleur a indiqué qu'il souhaitait rencontrer M. Jean-Marie Tjibou, président du FLNKS, afin d'évoquer, notamment, la question de la révision des listes électorales dans l'archipel, sur laquelle le chef de file indépendantiste avait affirmé se sentir « blousé » par le gouvernement.

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Politique

des élections municipales

Un sondage place M. Vigouroux en tête dans sept secteurs sur huit à Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Selon un sondage publié le vendredi 3 février par le *Provençal*, M. Robert Vigouroux, maire (ex-PS) de Marseille, sortira grand vainqueur des prochaines élections municipales puisqu'il arriverait en tête au premier tour de scrutin dans sept secteurs sur huit. Cette enquête, commandée par l'association « Priorité Marseille », qui soutient M. Vigouroux, a été réalisée du 10 au 16 janvier par l'institut CSA, en collaboration avec un cabinet d'études marseillais (MIPS), auprès d'un échantillon de 3 200 personnes (250 à 500 personnes dans chaque secteur). Il distingue deux hypothèses principales : l'une avec une liste unique PS-PC, l'autre avec deux listes PS et PC séparées, face aux listes Vigouroux, Gaudin (UDF-RPR), Domenech (FN) et une liste PSU-Extrême gauche.

Dans les deux cas, M. Vigouroux distancerait largement ses adversaires, sauf dans le 4^e secteur, où il est devancé par M. Gaudin. Face à une liste unique PS-PC, il réalise des scores allant de 27 % dans le 4^e secteur (contre 47 % pour M. Gaudin) à 42 % dans le 5^e secteur et même 44 % dans le 2^e secteur. La liste PS-PC arrive partout en troisième position sauf dans les 7^e et 8^e secteurs où elle obtient la seconde place avec des scores compris entre 14 % et 29 %. La liste Gaudin l'emporte dans le 4^e secteur et figure ailleurs en deuxième position sauf dans les 7^e et 8^e secteurs, où elle est notamment devancée par celle du Front national. Le FN, lui, recueille entre 10 et 21 %, ce qui lui permettrait de se maintenir dans tous les secteurs au second tour. A noter que dans le cas de listes PS et PC séparées, la liste serait éliminée dans le 5^e secteur, et celle conduite par le député communiste Guy Hermier le serait dans quatre secteurs sur huit. Au total, dans la première hypothèse, la liste Vigouroux obtiendrait, sur l'ensemble de la ville, 37 %, celle de M. Gaudin 27 %, la liste PS-PC 19 %, la liste Domenech 15 % et la liste PSU-Extrême gauche 2 %.

Ce sondage porte également sur l'image des principaux candidats. M. Vigouroux apparaît comme « honnête, tolérant, compétent, chaleureux et proche des gens », tandis que MM. Pezet et Gaudin sont jugés « trop ambitieux et trop politisés ».

A tous égards ces résultats sont des plus surprenants et ressemblent à un véritable plébiscite en faveur de M. Vigouroux, qui n'a pourtant le soutien d'aucun parti.

MM. Gaudin et Pezet : suspect

Si l'on tient compte notamment du fait que l'ancienne moyenne du PC mesurée dans les précédents scrutins est de 13 à 15 %, cela signifierait que M. Pezet ne recueille pas plus que 4 à 6 % des voix de l'électorat socialiste. D'autre part, la personnalité des têtes de listes et la composition des listes dans chaque secteur ne sont pas prises en considé-

ration puisque les personnes interrogées se sont prononcées sur le seul nom de M. Vigouroux.

MM. Gaudin et Pezet ont vivement réagi à la publication de ce sondage qu'ils jugent l'un et l'autre suspects. M. Gaudin estime qu'il « ressemble fort à une manipulation organisée sans doute depuis l'Élysée dans la perspective d'un règlement de comptes entre le candidat officiel du PS et l'entourage du président de la République ».

Le chef de file de la droite marseillaise souligne également « qu'il a déjà été démenti par un sondage grandeur nature à l'occasion de l'élection partielle dans la 6^e circonscription des Bouches-du-Rhône » (1). Il s'étonne enfin que M. Vigouroux puisse détenir de 10 points la liste PS-PC dans le 8^e secteur, s'il incontesté des communistes et qualifié donc ces résultats « d'aberrants ».

De son côté, M. Pezet pense que ce sondage fait partie « d'une nou-

velle phase de la campagne qui se veut médiatique, de la liste dissidente du PS. Personne, ajoute-t-il, ne le prendra au sérieux ». Il se déclare également « persuadé que les Marseillais et les Marseillaises sont dans l'attente de connaître les programmes et les équipes pour se forger une opinion. Les chiffres publiés, conclut-il, signifient la disparition complète des familles politiques, ce qui est pour le moins curieux ». M. Pezet a indiqué que la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône se réservait le droit de saisir la commission de contrôle des sondages.

GUY PORTE.

(1) D'une part, M. Guy Tessier, candidat de l'opposition UDF-RPR, a obtenu plus de 39 % des voix au premier tour, alors que M. Gaudin est crédité de 26 % des intentions de vote. D'autre part, M. Vigouroux recueille 42 % des suffrages exprimés, soit légèrement plus que M. Bernard Tapie, qui était seul candidat des socialistes.

MM. Jean-Edern Hallier et Roseau accusent M. Bernard Tapie de les avoir menacés

En présence de M. Jacques Vergès et de deux témoins — un ami et son chauffeur, — l'écrivain Jean-Edern Hallier a tenu, mardi après-midi 31 janvier à Paris, une conférence de presse au cours de laquelle il a accusé M. Bernard Tapie de l'avoir menacé et bousculé, le vendredi 27 janvier, dans un hôtel de Marseille, afin de l'empêcher de mener campagne contre lui à la veille du second tour de l'élection législative partielle organisée dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône.

« C'était Chicago », a affirmé l'écrivain, en racontant, avec force détails, que M. Tapie, entre 22 h 45 et 1 heure du matin, avait, en compagnie de son chauffeur et de trois gardes du corps du nouveau député des Bouches-du-Rhône, se vantait volontiers de leur « opération d'intimidation ».

bre, à la fin de l'émission « Apostrophe ».

Selon Jean-Edern Hallier, M. Tapie aurait notamment expliqué : « Vous n'avez rien compris. Je ne suis qu'une marionnette. Je ne sers qu'à blanchir l'argent du PS. On m'a demandé de venir à Marseille. Vous allez me casser mon coup. Je ne peux pas me permettre de perdre ».

Dans l'immédiat, M. Hallier a exprimé l'intention d'aller déposer plainte, jeudi à Marseille, où selon le correspondant régional du *Monde* les gardes du corps du nouveau député des Bouches-du-Rhône se vantent volontiers de leur « opération d'intimidation ».

Le porte-parole du mouvement du RECOURS, M. Jacques Roseau, qui s'était, lui aussi, rendu à Marseille pendant la campagne électorale pour plaider auprès des pieds-

noirs la cause de l'adversaire de M. Tapie, avait formulé, avant même la conférence de presse de M. Hallier, des accusations analogues. M. Roseau a précisé qu'une douzaine d'hommes avaient tenté, ce jour-là, en le menaçant, à l'aéroport et sur l'autoroute, d'aller jusqu'à Marseille pour prendre la parole contre M. Tapie.

selon le porte-parole du RECOURS, « ces pressions physiques et ces intimidations » n'ont pas eu, toutefois, une grande prise sur les électeurs pieds-noirs, les résultats des bureaux de vote où les rapatriés d'Afrique du Nord sont nombreux ayant donné, « par exemple dans le quartier de la Rouvière », une majorité de 1^{er} ordre de 60 %, en faveur du candidat de l'UDF, M. Guy Teissier.

La présidence du conseil général du Val-d'Oise

M. Lachenaud abandonne la mairie de Pontoise pour succéder à Pierre Salvi

Deux élections seront nécessaires pour permettre la désignation du nouveau président du conseil général du Val-d'Oise, après le décès de Pierre Salvi, sénateur CDS, le 9 janvier. Faute de trouver en son sein un homme capable de s'imposer, la majorité de l'assemblée départementale a dû accepter le retour de M. Jean-Philippe Lachenaud, député UDF, qui l'avait quitté en septembre dernier pour cause du cumul de mandats.

Malgré les soucis que lui procurent les annués cardiaques dont il est mort, Pierre Salvi n'avait pas préparé sa succession à la présidence du conseil général, qu'il occupait depuis 1976. Deux hommes pouvaient y prétendre dans l'immédiat : MM. Lachenaud et Francis Delattre, député PR. Celui-ci était tenté, mais il savait que la « majorité de la majorité » du conseil était fermement tenue en main par les centristes grâce à l'appui des divers droite, encore nombreux dans ce département marqué par sa tradition rurale. Lors du dernier renouvellement cantonal, obligé de se soumettre à la loi limitant le cumul des mandats, il avait donc préféré conserver son siège à l'Assemblée nationale et sa fonction de maire de Franconville. M. Lachenaud, maire de Pontoise, avait fait le même choix.

Le décès de Pierre Salvi a tout remis en cause. M. Delattre n'avait pas plus de chance aujourd'hui qu'hier. M. Lachenaud, bien que non-membre du CDS, était plus facilement acceptable par les centristes. Il a donc été fait appel à lui, aucun des conseillers généraux de la majorité départementale n'étant assuré de faire l'unanimité des siens sur son nom. Aussi M. Philippe Hemet, UDF, qui lui avait succédé au conseil général, a-t-il démissionné le lundi 30 janvier. Son canton correspondant exactement à la ville de Pontoise, il est probable que l'élection pour pourvoir à son siège aura lieu en même temps que les municipi-

ales. Si les électeurs le veulent bien, M. Lachenaud retournera au conseil général, et laissera son mandat de maire à M. Hemet.

« Fausse rumeur par excellence »

L'éventuelle candidature de M. Michel Ponlatowski, qui est entré au Sénat à la suite du décès de Pierre Salvi, envisagée dans certains milieux, est qualifiée, en sa mairie de l'Isle-Adam, de « fausse rumeur par excellence ». Il aurait même l'intention d'abandonner le Parlement européen à l'occasion du renouvellement du printemps.

La succession de l'ancien président du conseil général dans son canton de Viarmes paraît plus simple, le premier tour devant s'y dérouler le dimanche 5 février. Elle devrait revenir à son ancienne assistante parlementaire, M^{me} Ernestine Georges-Picot (divers droite), maire de Noisy-sur-Oise, les candidats du PS et du PC n'ayant pas grandes chances. Un quatrième candidat s'efforce de perturber le jeu : M. James Bourgeois, membre du RPR mais désavoué par son parti. Battu dans son canton de Domont par un socialiste en septembre 1988, il tente de prendre sa revanche, en s'appuyant sur le résultat de M. Jacques Chirac, qui, au premier tour de la présidentielle, avait devancé M. Raymond Barre dans neuf des dix communes du canton.

Le nouveau président du conseil général du Val-d'Oise ne pourra donc être élu qu'un lendemain des municipales, quand il sera au complet. Il ne devrait pas y avoir de surprise. M. Lachenaud a d'ailleurs déjà annoncé qu'il entendait consacrer beaucoup de son temps à cette nouvelle tâche, et qu'il abandonnerait donc sa fonction de délégué général de l'UDF auprès de M. Valéry Giscard d'Estaing.

JACQUELINE MEILLON.

BIBLIOGRAPHIE

« Les habits neufs de la politique », d'Alain Duhamel

Le pédagogue de la modernisation

Livre après livre, à un rythme de météorite — un ouvrage tous les dix-huit mois — Alain Duhamel creuse son sillon. Avec un objectif qu'il est de plus en plus aisé de mettre au jour, tant il s'en rapproche : devenir, pour la société politique française de la 1^{re} République, ce qu'André Siegfried fut pour celle de la 1^{re} République.

Au fil des rendez-vous qu'il donne à la cohorte de ses lecteurs (pour la plus grande joie de son éditeur), il approfondit son thème central — la crise qui touche l'autorité et la représentativité de la société politique est en fait une crise de la modernisation de celle-ci, et de son adaptation aux normes des grands démocrates occidentaux — en même temps qu'il perfectionne son style ; au point cette fois de donner le tour, tant les formules ciselées abondent, tant le rythme est soutenu et le trait souvent acéré.

Le débat auquel il apporte aujourd'hui sa pierre, et qui alimente Jacques Julliard, François Furet et Pierre Rosanvallon dans la République du centre, était d'ailleurs déjà parfaitement posé dans le *Complexe d'Astérix*, ouvrage paru en 1985. Là où Alain Duhamel voyait, et voit toujours, une modernisation d'autres traductions, trois ans plus tard : banalisation, normalisation, mise en conformité idéologique et politique de la France par rapport au modèle anglo-saxon, bref, « Fin de l'exceptionnalisme française », pour reprendre le sous-titre et l'argument principal de la République du centre.

A son tour, dans un chapitre intitulé « La nostalgie de l'espérance », Alain Duhamel répond, et pour tout dire corrélativement : non, le consensus français ne se substitue pas aux affrontements, il les « civilise ». Ce qui, après tout, n'est rien moins que la fonction première, la justification philosophique de la forme républicaine de la démocratie. Non, l'émergence de ce consensus n'efface pas les idéologies, « elle les oblige à se transformer ».

Se thèse est que l'idéologie dominante — dont il est l'un des porte-parole — ne peut se substi-

tuer aux idéologies partisanes, nécessairement contradictoires. En d'autres termes, la première est belle et bonne, son assise s'élargit en même temps qu'elle se transforme. En revanche, les secondes « ont un besoin urgent d'être réinventées », car « le socialisme à la française, le libéralisme hexagonal n'ont plus de projets constitués et cohérents, prospectifs et mobilisateurs ».

C'est constamment, bien sûr, à un autre impératif, celui de la transformation de la société politique, laquelle passe à son tour par « quatre modernisations », celle des institutions, des pouvoirs locaux, des partis et de la psychologie hexagonale. La Constitution doit être « démonarchisée » par l'instauration du quinquennat ; le paysage local doit être redécouvert en quelques grandes régions — « La France souffre d'un excès de structures locales et d'un déficit de pouvoirs locaux » écrit-il à juste titre, — les partis doivent se « déprésidentariser » ; enfin, les Français doivent apprendre à admettre les changements sans en recuser pour eux-mêmes leurs conséquences.

Le triomphe ambigu de la communication

Ils ont, pour cela, besoin d'une « pédagogie de la modernisation », à laquelle s'emploie l'auteur, mais que le pouvoir n'a pas encore pu ou voulu entreprendre. Il est vrai que la fougue avec laquelle Alain Duhamel presse François Mitterrand d'entreprendre sans plus tarder, comme le suggère Raymond Barre, une « pédagogie de l'action » n'est pas sans rapport avec une autre facette de l'auteur, celle de journaliste vedette de « L'heure de vérité ». Non, l'homme de télévision sait cependant, quand il le faut, prendre de la distance et nous offre, sur la « colonisation de l'univers politique par la communication », un morceau de choix, égratignant au passage Raymond Barre et Michel Rocard, pour qui « la liberté de l'esprit se mesure à l'assise qui leur est consentie ».

Si l'on ajoute à ce chapitre sur « Les triomphes ambigus des

techniques audiovisuelles » ceux qui traitent du « Pontificat social-démocrate » de la « Mort (de la) transfiguration du gaullisme » ou de la « Résistible ascension de Jean-Marie Le Pen », il y a dans ce livre non seulement « du grain à moudre », comme dirait André Bergeron, mais aussi de quoi combler ceux qui ont fait de politique, au sens noble du terme.

La réserve — car réserve il y a — vient plutôt de la façon dont l'auteur « vend » son propre ouvrage, activité qui, de nos jours, importe au moins autant que le contenu. Que dit Alain Duhamel ? Qu'il a vu un « accoucheur du changement ». Certes. Encore que Bernard Pivot fait justement observer que « le pouvoir appartient à ceux qui ont les réponses, pas à ceux qui posent les questions ». A condition aussi de tracer précisément les limites de ce changement, de savoir ce qu'il faut de politique, au sens noble du terme.

L'auteur présente également les habits neufs de la politique comme le livre qui réhabilite la politique. Il s'agit, en fait, d'un état des lieux : l'auteur analyse comment « les habits neufs » de la classe politique plus qu'il ne décrit ses « habits neufs ». En parfait vulgarisateur, il balise tout le champ du paysage français sans aborder de front la question centrale qui est posée à qui voudrait vraiment établir la politique. Nous sommes à la veille de mutations fortes qui obligeront, en effet, la classe politique à se transformer elle-même, après avoir tant prêché le changement pour les autres, au point que le pouvoir sous toutes ses formes devra « reconnaître » le pays de son utilité sociale. Hier et aujourd'hui impérial et sacré, le pouvoir, désacralisé, devra montrer qu'il est encore utile.

S'attacher à la démonstration de cette nouvelle utilité sociale eût permis à l'auteur d'atteindre à la perfection ; mais celle-ci, comme chacun sait, n'est pas de ce monde.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

* Les Habits neufs de la politique, d'Alain Duhamel. Flammarion, 227 pages, 79 francs.

FOURRURES GEORGE V

AVANT FERMETURE DEFINITIVE

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 5 FEVRIER

des plus importants stocks de Paris

Vendredi 3, Samedi 4, Dimanche 5, Lundi 6 Février et jours suivants

MANTEAUX		VESTES	
Vison lunareine	28750 16450	Vison dark	17650 9850
Vison dark Saga	24750 15850	Vison tourmaline	45000 14750
Vison Koh-i-noor	55000 18750	Renard bleu	13500 7850
Vison pastel morceaux	13750 6250	Renard Virginie	18750 6450
Castor Canada	55000 18750	Marmotte	14750 5250
Astrakan noir	11750 5850	Coyote	14850 4650
Renard lustré Lynx	17850 9750	Weasel	8450 2350
Marmotte Canada	26850 12750	Astrakan beige	8750 1650
Ragondin longs poils	9850 3750	Mouton	8450 1350
Zorinos	4850 1350	Chevrette grise	3850 1150
PELISSES int. Lapin col vison ou col renard	2850 1450		

MANTEAUX DU SOIR

Vison lunareine 85000 15000
Vison ranch ou dark 55000 13500

HAUTE FOURRURE

Zibeline russe 235000 75000
Lynx du Canada 95000 25000

à 2 pas des Champs-Élysées.
Une seule adresse

40, Avenue George V. Paris 8^e

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

Le rapport Bonnemaïson sur la question pénitentiaire remis au garde des sceaux

M. Gilbert Bonnemaïson, député maire (PS) d'Epinal-sur-Seine et médiateur du conflit des personnels pénitentiaires, a remis, le 2 février, au ministre de la Justice, M. Pierre Arpaillange, son rapport et une liste de 100 propositions extrêmement précises et concrètes pour la modernisation du service public pénitentiaire. Le rapport devrait être transmis dans une dizaine de jours au premier ministre.

Ne plus dire « gardiens de prison », « surveillants » ou « matons » mais « agents de justice ». Combattre par tous les moyens la surpopulation pénale, notamment en instituant un « numerus clausus » des détenus, faire sortir des personnes incarcérées, — prévenues et condamnées — dès lors qu'un seul intolérable de surpopulation sera atteint et à condition qu'elles fassent l'objet d'une surveillance élec-

tronique (bracelet au poignet ou à la cheville) ; déconcentrer une administration sclérosée et bureaucratique, en donnant une véritable autonomie de gestion aux établissements pénitentiaires ; intéresser les personnels aux résultats par le biais de primes, permettre de réels déroulements de carrière, favoriser la formation et la concertation, affecter une partie du financement du plan Chalandon de construction de nouvelles prisons à la rénovation du

parc existant et donc supprimer 7 des 25 établissements prévus (c'est-à-dire 3 400 places), créer un service public de l'orientation pénale et de l'insertion sociale regroupant en une structure unique les travailleurs sociaux du milieu ouvert et du milieu fermé ; telles sont les propositions les plus marquantes du rapport de M. Gilbert Bonnemaïson, qui n'a pu faire accepter au gouvernement la parité du régime de retraite des surveillants avec celui des policiers.

Les propositions

« Nous sommes les oubliés de la société », c'est par cette phrase d'une surveillante de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis que commence le rapport. C'est par celle-ci que M. Bonnemaïson, résumant son propos, le termine, espérant s'il est suivi que « prendra fin le temps de la méconnaissance, des suspensions, de l'inconscience à mettre des individus sans discernement dans des oubliettes ».

A Grenoble, les toits de la maison d'arrêt laissent passer l'eau, que l'on recueille dans des seaux. A Nancy, en visitant le quartier des mineurs, le député a, écrit-il, découvert « deux enfants de quatorze ans enfermés dans dix-huit heures dans une cellule aux murs couverts de crasse », deux autres « lésés » dans la fosse des surveillants de Fresnes. Trois images brèves, trois parmi beaucoup d'autres qui lui font dire : « En cette année du bicentenaire nous ne pouvons accepter d'avoir encore des prisons qui portent atteinte à la dignité de l'homme, à celle de celui qui y est détenu, comme à celle de celui-ci qui le surveille en notre nom ».

● POLITIQUE PÉNALE

Le premier des maux est la surpopulation pénale (voir ci-contre). « Confusément dans les esprits la prison n'a qu'une porte, celle d'entrée, ce qui dispense certains de réfléchir sur l'état dans lequel les détenus sont libérés ». Si l'on veut réformer d'urgence l'institution, il faut aussi ne considérer la prison que comme une sanction parmi d'autres. Le but d'une politique pénale étant avant tout d'éviter la récidive. Or « personne ne peut continuer à se satisfaire du taux d'échec de 60 % à 70 % qui représente la récidive. Face à certaines infractions de faible gravité n'ayant eu que peu d'impact sur l'ordre public et dont la réparation est aisée, il convient de renoncer au prononcé de courtes peines d'incarcération ». On doit aussi, estime M. Bonnemaïson, donner au tribunal la possibilité de prononcer une peine de travail d'intérêt général en l'absence du prévenu ; donner au juge d'application des peines la possibilité de transformer en travail d'intérêt général une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an ; transformer la réduction de peine en crédit de peine calculé dès l'écrou et remis en cause en cas d'incident ; faciliter l'accès aux libérations conditionnelles et supprimer la contrainte par corps, « survivance indigne de la prison pour dette ». La plus « révolutionnaire » des propositions est bien sûr le numerus clausus assorti de la surveillance électronique (1).

Le matériel, qui devra faire l'objet d'une étude technique approfondie, pourrait consister en un bracelet de poignet ou de cheville qui émettrait des signaux perçus par un central de surveillance. Pour humilier qu'il puisse paraître, ce système ne semble pas plus indigne au rapporteur, que l'emplacement à l'abri du regard de quatre ou cinq détenus dans une cellule exiguë et dépourvue du confort le plus élémentaire.

« Il ne s'agit en aucun cas (...) de faire attendre à des délinquants ou des criminels qu'une place de prison soit libre pour les incarcérer. Il s'agit de choisir parmi les personnes incarcérées en détention provisoire celles qui libéreront une place en prison pour un nouvel arrivant et subiraient alors une mesure de surveillance électronique à l'extérieur ». Le système pourrait aussi concerner les courtes peines ou les fins de peine dans un dispositif de semi-liberté.

● MODERNISER LE SERVICE PUBLIC PÉNITENTIAIRE

Il faut pour cela des moyens qui devront être puisés dans l'enveloppe considérable (2) dévolue au programme des 15 000 places de prison de M. Chalandon (devenues 13 000 depuis l'arrivée place Vendôme de M. Pierre Arpaillange), 3 400 nouvelles places réparties dans 7 établissements ne seraient donc pas réalisées. En revanche, un plan de rénovation et de restructuration des établissements existants (80 % des prisons actuelles ont été construites avant 1914), un autre de destruction de prisons vétustes sont prévues ; il faudra mettre en chantier un programme de logements des personnels et de lieux d'accueil pour les familles de détenus.

M. Bonnemaïson propose de déconcentrer l'administration au bénéfice des directions régionales (notamment pour la notation, l'avancement, la mutation, la discipline), d'insérer la prison dans la cité en multipliant les passerelles avec les partenaires locaux du milieu judiciaire mais aussi avec les élus par l'intermédiaire du Conseil national des villes et approuver à court terme, rénover aussi les modes de gestion en créant des établissements financièrement autonomes.

● UNE POLITIQUE DE RENOUVEAU SOCIAL

Le rapport prévoit d'allonger la formation des surveillants (portée à huit mois), d'instaurer une semaine obligatoire minimum de formation continue tous les trois ans. Il propose d'attribuer une politique d'intégration des personnels par des primes de responsabilité et d'objectifs, et l'élargissement du corps de direction à toutes les catégories de personnel. S'il convient de recruter des surveillants mais aussi des infirmières et des psychologues, M. Bonnemaïson souhaite créer un service national dans l'administration pénitentiaire qui pourrait fournir 1 800 auxiliaires médicaux, enseignants, etc.

Presque toutes les revendications d'ordre statutaire avancées par les syndicats sont reprises par le rapporteur à l'exception de la « bonification du 1/5 » (3) dans le calcul des retraites, revendication phare des pénitentiaires dont le gouvernement ne veut pas entendre parler car il y voit un risque dangereux de contamination du reste de la fonction publique.

● AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE DES DÉTENUÉS ET DES PERSONNELS

M. Bonnemaïson veut rallonger la journée de détention permettant le fonctionnement des parloirs jusqu'à 19 heures ou 20 heures pour faciliter les visites des familles mais aussi distribuer repas et médicaments « au plus près des pratiques de la vie libre » ; ces dispositions ne pourront d'ailleurs être prises sans concertation.

La réflexion reste ouverte sur l'expression collective des détenus, les parloirs sexuels et la possibilité de faire valoir des moyens de défense au pénitent. « Il faut sortir du tout ou rien », estime M. Bonnemaïson en invitant à une réflexion avec les personnels pénitentiaires. Il est, en revanche, clairement hostile à la restauration des structures de type quartier de haute sécurité qui deviennent de fait des « lieux définitifs d'exclusion » et préconise dans chaque établissement un « groupe d'étude sur les risques ».

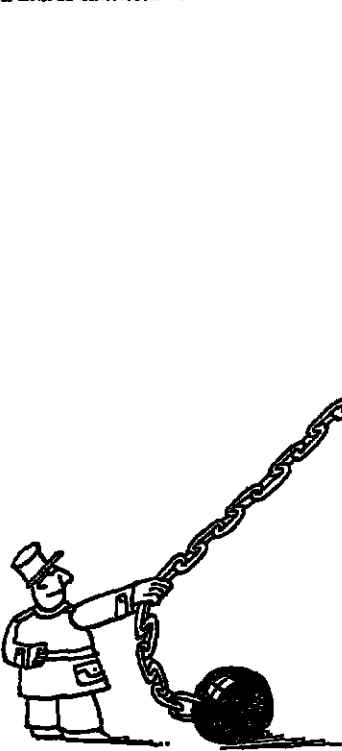
La prise en charge sociale des personnels et le développement d'une politique « existentielle » de santé, sont urgents ; ainsi que la formation et l'information sur les maladies contagieuses, notamment le SIDA. Comme récemment dans la police, M. Bonnemaïson souhaite supprimer « c'était jusqu'ici une question tabou » la vente d'alcool dans les mess, à l'exception du vin et de la bière aux heures des repas.

Surpopulation

Plus que des discours, il y a des chiffres qui font mal. Ainsi, entre 1976 et 1988, la population carcérale a augmenté de 70 %, et, contrairement aux idées reçues, l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 n'a pas entravé le phénomène. Depuis 1984, l'augmentation mensuelle de 0,65 % en moyenne a atteint des pointes de 2 %. La durée moyenne d'incarcération est de 6,3 mois en France contre 1 mois aux Pays-Bas ; 25 % des entrants en prison sont libérés dans les trois premiers mois. Le profil type du détenu est facile à décrire lorsqu'on sait que 98 % des personnes incarcérées sont des hommes ayant commis (93 %) des délits ; ils sont pour 60 % des voleurs, jeunes (70 %) ont moins de trente ans, d'un niveau scolaire faible (40 %) n'ont pas dépassé un niveau d'études primaires, 33 %

● LE SERVICE PUBLIC DE L'ORIENTATION PÉNALE ET DE L'INSERTION SOCIALE (SPOPI)

Inspiré des mesures d'accompagnement — fort efficaces — de la récente loi d'amnistie, ce SPOPI vise à réunir le travail social en milieu ouvert et en milieu fermé et à en faire un service à part entière de l'administration pénitentiaire. Le nombre des travailleurs sociaux et leurs moyens devraient être notablement augmentés. « Il est honteux que la France continue à ne disposer que d'un nombre de travailleurs sociaux (...) à peine équivalent à celui du Grand Londres. Il faut savoir ce que l'on veut : ou le développement de l'incarcération ou le développement d'autres sanctions ».



S'atteler à réformer le fonctionnement des prisons est une tâche considérable. D'autant qu'au gré des politiques, les réformes ont évolué « dans un sens humanitaire ou répressif ». Le chaos est un peu la règle tant nos aïeux ou nos efforts emportent la raison qu'il devrait commander à un domaine si sensible », conclut M. Bonnemaïson.

M. Bonnemaïson lui, loin des passions, a voulu développer une idée de la gestion du possible. En n'oubliant pas que la matière première de la pénitencier est uniquement humaine : qu'il s'agisse du gardé ou du gardien.

Ag. L.

- (1) Déjà pratiqué dans certains Etats américains et en Grande-Bretagne, ce système a fait l'objet d'un rapport très nuancé du Conseil de l'Europe en juin 1988.
- (2) Plus de 4 milliards de francs de crédits d'investissement et 1,2 milliard annuels de fonctionnement.
- (3) Les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire touchent 75 % de leurs revenus après trente-sept années de demi-travail. La bonification du 1/5 permettrait de gagner une année tous les cinq ans.

numerus clausus en les baguant électriquement ! Système orwellien qui, grâce à ce boulet sophistiqué sorti tout droit d'un mauvais film de science-fiction, fait qu'on peut les suivre à la trace dès qu'ils sortent d'un périmètre autorisé. C'est sans doute, — M. Bonnemaïson sait calculer ses provocations — ce qui masquera le plus de commentaires. S'arrêter à cela, serait pourtant passer tout à fait à côté de la démarche du rapporteur.

Pressés au tribuclier, ses cent propositions, en réalité, ouvrent la voie, si l'on est décidé à le suivre, à une révolution douce de l'univers des prisons. Parce que M. Gilbert Bonnemaïson n'est pas un théoricien en chambre. Plus que tout autre responsable politique, il ne se sent pas content d'aller voir ce qui se passe à l'intérieur des murs. Il a aussi tenté de comprendre ce qui se passe dans les têtes. En refusant les réflexes idéologiques classiques, il n'a pas hésité, lui le député socialiste, à marquer parfois contre son camp. Il s'est d'abord, et bien avant 1989, rendu sur le terrain. Il venait, fort de son expérience à la tête du Conseil national de prévention de la délinquance, à une époque où la gauche, autour de 1983, semblait encore décidée à mettre en œuvre une politique de sécurité originale, servie aussi par une connaissance approfondie du dossier pénitentiaire.

Rapporteur depuis plusieurs années du budget de cette administration à l'Assemblée nationale, il en connaît tous les méandres. Aidé par son côté bourru, terre à terre, par le fait qu'ancien ouvrier, ancien marin, ancien dessinateur industriel (la profession qu'il a choisie de figurer sur l'annuaire de l'Assemblée nationale), il sait, sans doute mieux que certains magistrats à l'apparence plus raffinée, trouver le ton juste avec les gardiens de prison. Il a mis tout son poids dans les quelques cent cinq feuillets de son rapport et aussi tout l'entrainement qu'il peut avoir, aussi bien auprès de Matignon que du ministère du budget, pour arriver à un projet qui se veut réaliste. C'est-à-dire qui a l'aval du gouvernement, à défaut d'enthousiasme de la ministre de la Justice et de convaincre à coup sûr les pénitentiaires.

Mais c'est un pari à qui perd gagne. Les prisons vont mal. Si les détenus, après de coûteuses mutine-

Le pari d'une révolution douce dans les prisons

On pourrait résumer crânement les cent propositions du rapport de M. Gilbert Bonnemaïson en disant : sur la question de la bonification du 1/5, symbolique revendication concernant les régimes de retraite, les surveillants de prison, qui en font pourtant un casus belli, n'ont pas avancé d'un pouce. Le médiateur veut, en revanche, supprimer trois mille quatre cents sur ce qui reste des treize mille places du programme Chalandon de construction de nouvelles prisons, ce qui ne manquera pas de susciter un joli tollé. Pour voir les prisons à l'évidence trop pleines, on prévoit de faire sortir des détenus sur la base d'un

ries, après, aussi, un mouvement de protestation plus structuré à l'automne, sont, depuis quelques mois, confinés dans le silence, les personnels pénitentiaires ont montré, récemment, qu'ils pouvaient, s'ils le voulaient et si on les laissait faire, paralyser la justice.

Les sœurs froides de l'automne

Sans précédent dans ses formes (blocage généralisé des écrous et des extractions), leur mouvement a non seulement marqué le début des protestations sociales de l'automne, mais aussi donné des sursauts froids aux responsables politiques, qui n'avaient pas vu, ou pas voulu voir, que ces obscurs exécutants disposaient, en réalité, d'une marge de manœuvre considérable.

Ce n'est pas rien qu'en débordant, pour une fois, leurs représentants syndicaux, qui n'en demandaient pas tant, ces hommes et ces femmes, dont le métier est de garder ceux que la société a décidé de punir pour s'en protéger, enfreignent sciemment la loi et contraignent les pouvoirs publics à organiser un circuit parallèle d'enfermement dans les commissariats et les gendarmeries.

Entrés dans le rang après des négociations extrêmement tendues avec le ministre de la Justice, qui fut contraint, en fin de compte, de rendre son tablier pour le confier à un médiateur plus politique et plus habile que lui, les personnels pénitentiaires, depuis qu'ils ont signé, le 8 octobre, un protocole d'accord avec M. Gilbert Bonnemaïson, n'ont pas désarmé. Temporairement, ils ont joué le jeu de la consultation menée par une société privée indépendante dans le cadre de la mission Bonnemaïson et qui a déjà (Le Monde du 10 janvier) abouti à un premier rapport.

Cette consultation, qui a donné à chacun des dix-huit mille fonctionnaires de l'administration pénitentiaire la possibilité de s'exprimer, a semblé calmer pour un temps les esprits et permis, à tout le moins, de désamorcer la tension. Mais ce long travail d'inspection auquel les pénitentiaires n'étaient guère habitués a aussi maintenu la pression. A force de réfléchir sur son sort, de mettre en forme ses espoirs et ses doutes, le personnel pénitentiaire, de façon collective, a mûri. Il est devenu terriblement exigeant. Il n'est pas rare, désormais, que, dans ce corps si rompu à l'obéissance et dont la raison d'être est la contrainte de l'autre, on proclame sa volonté de

jetter aux orties toute règle de discipline. « On n'a pas fait tout ce qu'on a fait pour s'arrêter si vite », disaient déjà, en octobre, bon nombre de protestataires.

Le temps — quatre mois — a passé depuis, mais la vigilance demeure. Il ne faut pas croire que le délai qui fut nécessaire à l'élaboration du rapport Bonnemaïson a endormi les passions. Déjà, certains syndicats — la CGT, qui n'a pas signé le protocole d'octobre, mais aussi l'UAP, qui annonce une reprise du mouvement pour lundi, — s'agitent. A Force ouvrière (majoritaire), on n'est pas décidé à laisser les autres syndicats récupérer à leur profit les mécontentements. Certains, dans l'opposition, auraient même reproché à M. Jacques Viollet, le patron des surveillants FO, de ne pas être monté au créneau comme il aurait fallu. Même à contre cœur, si le mouvement devait reprendre, il est clair que cette fois qu'à FO on préférera prendre les devants de la contestation plutôt que de calmer les esprits.

C'est pourquoi les suites données au rapport de M. Bonnemaïson devraient être déterminantes pour l'avenir de l'administration pénitentiaire. Les personnels, qui seront plus que d'habitude de ne pas être épanouis dans leur revendication sur le 1/5, prendront-ils la mesure de ces cent propositions ? Saisiront-ils la chance offerte, pour la première fois, de bouleverser les structures qui les étouffent et d'accéder peut-être à la dignité qu'ils réclament ? Comprendront-ils que le médiateur a essayé de naviguer au plus juste entre un ministère du budget plus que réticent, et celui de la Justice, où on le trouve apparemment trop conciliant avec les surveillants, pas forcément « dans la ligne », et où certains acceptent mal ce qui se vit parfois comme une concurrence ?

La porte est étroite, et le pari de M. Bonnemaïson risqué. Il n'a cherché à plaire à personne, mais seulement à faire avancer les choses de façon cohérente et plus loin qu'on n'aurait jamais jusqu'ici tenté de le faire. Certes, il ne parle pas d'or, et bien des critiques pourront lui être opposées. Mais si, d'aventure, ce rapport devait être enterré ou rejeté après les espoirs qu'il a suscités, l'échec pour tous serait cuisant, car il y a des occasions à ne pas manquer.

En 1983, lors de la création du Conseil national de prévention de la délinquance, M. Bonnemaïson disait déjà : « Nous sommes obligés de réussir, et vite... Les prisons n'offrent pas d'autre choix ».

AGATHE LOGEART.

Un jugement du tribunal de Paris

Deux « Tour d'Argent » : une de trop

Deux restaurants parisiens ont pour enseigne « La Tour d'Argent ». L'un, place de la Bastille, jouxte le futur Opéra. Il est la propriété de la Compagnie parisienne de restauration (CPR). L'autre, beaucoup plus ancien et de plus grande célébrité, est installé dans la Tourneville dans le 5^e arrondissement avec vue sur le chevet de la cathédrale Notre-Dame. C'était, du moins, aux yeux de la société exploitante de « La Tour d'Argent » du quel de la Tourneville, une « Tour d'Argent » de trop et seule devait demeurer sous cette appellation celui des établissements capable de prouver que son existence était antérieure à celle de l'autre. La justice fut donc saisie. La troisième chambre du tribunal de grande instance de Paris vient de rendre un jugement en faveur de l'établissement du quel de la Tourneville.

Les raisons de sa décision sont simples. A la Compagnie parisienne de restauration, les juges disent que l'établissement de la place de la Bastille n'avait été déclaré au registre du com-

merce pour une activité de restauration que le 8 décembre 1986. Certes, la CPR avait repris à l'origine le fonds de commerce d'un marchand de vin exploité à la Bastille depuis 1913 par une famille Solignac. Mais ce fonds de commerce fut radié du registre le 17 juillet 1988 pour cause d'expropriation.

En revanche, les magistrats ont été convaincus de l'antériorité dans les activités de restauration de la maison du quel de la Tourneville qui, « la première de façon publique et continue, exploite le commerce de restauration à l'enseigne de La Tour d'Argent », comme la prouve un acte du 13 juin 1845.

Ainsi « La Tour d'Argent » de la Bastille est appelée à trouver une autre enseigne sous peine de 10 000 francs par infraction à partir du jour où le jugement de Paris deviendra définitif. Quant à la « vraie » « Tour d'Argent », elle obtient dans l'avenir 500 000 francs de dommages et intérêts.

RELIGIONS

Sty. Collin... les...
tam. Car...

Société

MÉDECINE

La stérilisation des handicapés mentaux pourrait être légalisée en RFA

BONN
de notre correspondant

La stérilisation des handicapés mentaux sans leur consentement devrait bientôt devenir légale en République fédérale d'Allemagne si la nouvelle loi sur la tutelle des incapables majeurs adoptée, mardi 31 janvier, par le conseil des ministres passait sans modification au Parlement.

Ce projet, qui a fait l'objet de longues discussions entre le ministère de la Santé et celui de la Justice vise à introduire des règles légales dans une pratique qui s'exerçait dans un vide juridique complet : on estime à un million par an le nombre de stérilisations effectuées sur des handicapés mentaux, essentiellement des

femmes et des jeunes filles incapables d'assumer une contraception suivie.

Dans la nouvelle législation, les autorités de tutelle pourront demander au juge l'autorisation de procéder à une stérilisation si elles estiment qu'une grossesse « peut constituer un danger pour la santé physique et morale de la personne concernée », l'incapacité pour la personne handicapée d'élever un enfant peut également constituer un motif de stérilisation.

La loi prévoit cependant que la moindre manifestation d'une volonté contraire de la personne devant être stérilisée, comme une réaction de frayeur lors de l'entrée dans la salle d'opération est un motif suffisant pour que l'intervention ne soit pas

effectuée. En outre, la nouvelle loi interdit la stérilisation des mineurs.

Une association de magistrats progressistes, la « Neue Richtervereinigung », a exprimé des critiques contre ce projet de loi qu'elle estime en contradiction avec les droits fondamentaux de la personne, et elle a d'autre part formulé des doutes sur la possibilité de mettre en application les garanties prévues par la loi. Cette association reste par exemple sceptique sur le fait qu'un médecin renonce à effectuer une opération sur un patient manifestant des signes de frayeur.

Cet aspect du nouveau projet régressant la mise en tutelle n'a pas, pour l'instant, beaucoup d'écho dans l'opinion en dépit des mauvais souvenirs qu'il pouvait faire resurgir, ayant trait à la stérilisation forcée de tous les handicapés sous le régime nazi. Le public d'outre-Rhin est en revanche beaucoup plus sensible à un autre aspect de la nouvelle loi : celui qui réglemente la mise en tutelle des personnes âgées dont le comportement déplaît aux héritiers potentiels. Elle rend en effet plus difficile la perte des droits de ces « vieillards indigènes » qui s'adonnent à la boisson ou qui jettent joyeusement par les fenêtres l'argent qu'ils ont accumulé au cours d'une longue vie de labeur.

L. R.

Accord entre les médecins et le ministère de la santé

La prescription d'un médicament coûteux contre l'anémie sera élargie

Tous les malades dont l'état nécessite la prescription d'érythropoïétine devront en bénéficier. Cette phrase figurant dans un communiqué publié, jeudi 2 février, par le ministère de la Santé, devrait mettre un terme à la polémique qui, depuis quelques jours, oppose les services de M. Claude Evvin à la communauté des néphrologues français à propos de la délivrance de ce médicament efficace contre l'anémie chez les malades insuffisants rénaux traités par rein artificiel.

Le ministère de la Santé avait, dans un premier temps, fait savoir que seulement 10 % des dix-huit mille dialysés français pourraient bénéficier d'un traitement par érythropoïétine. Les néphrologues avaient alors lancé dans la presse un « cri d'alarme », jugeant ce « quota » contraire au sacro-saint principe de la liberté de prescription.

La polémique prit une telle ampleur que le ministère de la Santé décida de réunir la commission d'hémodyalyse et de transplantation composée de spécialistes - néphrologues et hématologues - ainsi que des représentants des associations de dialysés. Cette commission s'est réunie le 1^{er} février sous la présidence du professeur Henri Kreis (hôpital Necker, Paris) en présence du directeur général de la

santé, du directeur des hôpitaux et du directeur de la pharmacie et du médicament. L'ensemble des propositions qu'elle a faites ont été acceptées par M. Claude Evvin.

Outre le principe de base - « tous les malades dont l'état nécessite la prescription d'érythropoïétine devront en bénéficier » - ces propositions prévoient que « la mise à disposition de ce médicament devra se faire progressivement, selon les indications définies par les spécialistes ».

La commission estime à environ 10 % des insuffisants rénaux chroniques dialysés ceux pour lesquels l'indication de ce traitement est d'ores et déjà justifiée. Il s'agit de malades pour lesquels le besoin transfusionnel est le plus urgent.

Évaluation progressive

Le communiqué du ministère ajoute que « des comités régionaux », composés de différents spécialistes « devront être formés pour procéder à l'évaluation des indications thérapeutiques nouvelles de l'érythropoïétine pouvant justifier l'application de ce traitement ». Cette évaluation, qui se fera selon un protocole national, durera trois mois au

terme desquels ces comités feront un rapport au ministre de la Santé.

Des propositions de nouvelles indications de traitement par l'érythropoïétine seront alors faites ce qui devrait augmenter à terme la proportion des insuffisants rénaux dialysés qui bénéficieront de ce médicament. Par la suite, tous les six mois, de nouvelles évaluations seront effectuées permettant un ajustement de la prescription d'érythropoïétine.

Le principe de cette évaluation progressive devrait satisfaire les néphrologues. Au cours de la réunion de la commission, la grande majorité des médecins présents appartenant aussi bien à des établissements publics qu'à des établissements privés ont approuvé la mise en œuvre de cette procédure et la nécessité d'une évaluation de l'impact de cette thérapeutique sur le budget de la Sécurité sociale. Reste que cette polémique devrait laisser des traces.

Elle illustre les difficultés auxquelles vont être confrontés, dans les prochaines années, les pouvoirs publics du fait de la mise sur le marché de médicaments très efficaces et fort coûteux. Concilier l'accès aux meilleurs soins avec la préservation d'un certain équilibre de la Sécurité sociale ne sera pas chose facile.

FRANCK NOUCHI.

La folie infertilisée

Le projet de loi du gouvernement ouest-allemand visant à stériliser, sans leur consentement, les malades mentaux, constitue-t-il le premier signe du réveil des vieux démons de l'eugénisme ? Développé dès le fin du dix-neuvième siècle à partir de la théorie darwinienne de l'évolution, l'eugénisme propose de sélectionner les caractères les plus désirables, mais aussi de décharger la société du poids des handicapés mentaux.

Contrairement à ce que l'on imagine trop souvent, l'Allemagne nazie n'a pas été le seul pays à mettre en œuvre des campagnes massives de stérilisation visant, entre autres, à améliorer à l'échelle collective la « qualité » de la descendance.

C'est aux États-Unis que ces idées trouvèrent d'emblée le terrain le plus favorable. En 1897, l'État de l'Indiana légalisait la stérilisation des déviants mentaux, suivi dans les années 30 par une trentaine d'États. La stérilisation fut alors élargie aux anomalies sexuelles. On ignore trop souvent mais l'emprise des théories eugénistes dans la première moitié du siècle fut particulièrement forte. Ainsi, en 1936, on pouvait lire sous la plume de J. Rostand : « On allègue la liberté personnelle. Mais ne sépare-t-on pas de la collectivité les contagieux de la démence ? Est-il plus choquant de séquestrer les gamètes nocifs dans les glandes génitales que les somas infectés ou menaçants dans les hôpitaux ou les asiles ? »

Après les atrocités et les perversions du régime hitlerien (plusieurs centaines de milliers de personnes furent stérilisées pour « purifier la race »), ces pratiques ne furent pas abandonnées pour autant. Ainsi la législation suédoise datant de 1941 qui autorisait de telles stérilisations,

pour des raisons d'« hygiène sociale » et « raciales », a-t-elle été en vigueur jusqu'en 1975 (le Monde du 18 novembre 1988). En Grande-Bretagne, sur décision de justice, des stérilisations de malades mentaux ont été pratiquées ces dernières années.

Comment dans ce contexte interpréter la volonté du gouvernement ouest-allemand ? Celui-ci indique que sa démarche a pour but de légaliser cette pratique afin d'en réduire la fréquence, celle-ci étant estimée à un million de cas annuels. La RFA n'est bien évidemment pas le seul pays où des chirurgiens pratiquent de telles interventions. Convient-il de les rendre légales ? Faut-il s'en remettre dans ce domaine difficile à la seule conscience et au seul pouvoir des médecins ? Mais, plus que celle de l'opportunité de la législation, la volonté du gouvernement ouest-allemand soulève la question de la légitimité de ces pratiques.

On comprend qu'il soit difficile à la collectivité d'accepter que des handicapés mentaux puissent avoir une descendance qu'ils ne pourraient prendre en charge. Mais il n'en est pas moins clair, surtout depuis que l'on dispose de moyens contraceptifs efficaces, que la pratique - qu'elle soit légale ou non - de la stérilisation irréversible et sous la contrainte de ces handicapés répond à une autre volonté collective : celle de tout faire pour que le malade mental ne puisse, au fond, disposer pleinement de son corps devenu mutilé.

JEAN-YVES NAU.

(1) L. Guezot et J. Rostand, *Introduction à la génétique*, Centre de documentation universitaire, Paris, Tournier et Constant, 1936, cité par Philippe Konradsky dans *Les Artistes de l'Herédité*, Éditions Odile Jacob (1987).

Un artiste

Un Canadien de trente-sept ans, M. Richard Gibson, a comparu, mardi 31 janvier, devant un tribunal londonien pour avoir fabriqué des boucles d'oreille à partir de fœtus humains âgés de trois à quatre mois et les avoir exposés dans une galerie d'art. M. Gibson ne voit « rien de mal » dans son œuvre, conçue à partir de fœtus hypoplasés.

Pour le directeur de la galerie londonienne The Cut, M. Peter Sylvester, inculpé lui-même d'outrage à la décence publique, l'auteur des boucles d'oreille n'est « pas plus immoral que les sculpteurs utilisant des cheveux humains ». — (AFP).

DÉFENSE

Accident du prototype d'un avion suédois

Le prototype du nouvel avion de combat JAS-39 Gripen, destiné à équiper l'armée de l'air suédoise à partir de 1992, s'est écrasé, jeudi 2 février, alors qu'il regagnait la piste d'atterrissage des usines Saab-Scania, son constructeur, à Linköping. Le pilote a dû être hospitalisé. Ce projet d'avion, très controversé en Suède, se vent, à l'exportation, un concurrent potentiel du Rafale français et de l'F-16 européen. Le premier vol du JAS-39 Gripen remonte à décembre 1988. Il existe quatre autres prototypes, qui ne sont pas en état de voler et dont l'armement reste à choisir. — (AFP, Reuters).

RELIGIONS

Mgr Gaillot défend les homosexuels catholiques dans « Gai Pied Hebdo »

Après avoir accordé une interview au magazine *Lui*, Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, prend le risque de se distinguer de nouveau en publiant un point de vue dans le dernier numéro de la revue homosexuelle *Gai Pied Hebdo* (daté 2 février).

Sous le titre « Être homosexuel et catholique », l'enfant terrible de l'épiscopat français cite en exemple un jeune catholique, François, qui « n'a pas choisi de devenir homosexuel », qui est « très engagé dans le domaine des droits de l'homme et de la paix » et qui est « disposé à prendre une place dans l'Eglise et à y tenir un rôle ».

Le pourra-t-il ? demande Mgr Gaillot, avant de paraphraser une phrase du Christ sur les prostituées : « Les homosexuels nous précèdent dans le Royaume de Dieu. »

L'évêque d'Evreux ajoute : « Les communautés chrétiennes auraient tort de les ignorer. Sans eux, elles ne comprendraient pas toute la richesse de l'Évangile. En cherchant à les exclure, elles affaiblissent leur témoignage. Il est important que les personnes homosexuelles qui se disent catholiques, le soient à part entière dans les communautés. Ceci pour le dynamisme même de ces communautés. »

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

ARRIVÉ aux antipodes, l'étonnant, c'est que rien n'étonne. Il n'y a que le climat, soit qu'il pleuve à seux, soit que le soleil accable, pour rappeler que Nouméa la Française est à une trentaine d'heures d'avion de Paris.

La place des Cocotiers pourrait être le centre incertain de l'importance de la ville du sud de l'Hexagone : la circulation n'y est ni plus ni moins dense qu'elle ne le serait dans une sous-préfecture de la métropole ; elle est pareillement composée d'automobiles nationales ou étrangères ; elle s'étend aussi tôt, la soirée à peine commencée.

Aux abords de cette place, un Prisunic, dont les marchandises ne sont pas plus exotiques que dans une succursale des rives du Rhône, un café à terrasse, des commerces dont rien n'indique qu'ils sont calédoniens plutôt que bourguignons ou vendéens.

Les passants eux-mêmes, dans Nouméa la Blanche, ne sont guère plus colorés que dans certains quartiers de la capitale. Rien ne distingue, revêtu de l'uniforme, un gardien de la paix antillais qui déboulonne boulevard Haussmann de son collègue mélanésien qui dresse contravention à une automobile mal garée rue de Sébastopol prolongée.

La vie sociale de cette capitale territoriale reproduit à s'y méprendre les mondanités appliquées d'un chef-lieu mosellan et la chère n'y est pas meilleure. Appuyé sur sa pipe, le délégué du gouvernement, haut commissaire de la République, fait les honneurs de sa résidence avec gentillesse et modestie. L'étendue et le poids de ses responsabilités dispensent M. Bernard Grasset de faire du genre. Pour se distraire de sa charge ou de l'ennui, M. le délégué du gouvernement se met au piano quand les invités sont partis.

Au sortir de la ville, les panneaux de signalisation sont des plus jacobins et ne troublent rien en rien le titulaire d'un permis de conduire fraîchement acquis du côté de La Roche-sur-Yon. Certes, les noms des localités traversées ont des sonorités que l'on pourrait qualifier d'étrangères, mais n'est-ce pas le cas de ceux que l'on rencontre en Alsace, au Pays basque ou en Bretagne ?

La végétation, alors, va-t-elle apporter le dépaysement qui justifiera un voyage éprouvant, aux soins diversément attentifs de la compagnie UTA ? Même pas. Il faudrait être botaniste pour différencier l'arbuste exclusivement tropical d'un autre qui s'accommode de températures plus rigoureuses. Les fleurs seules sont de nature à créer le doute tant y sont répandues les espèces qui se vendent à grand prix en métropole. Mais indice pour une terre cependant superbe et dont la beauté même est une incitation à se battre pour la posséder.

Il y aurait du ridicule, pourtant, à se limiter à cette rassurante ressemblance pour suivre, dans ce territoire, la visite officielle d'un ministre comme s'il venait prendre le pouls d'un département ordinaire que nulle fièvre n'a atteint et qu'aucune ne guette.

D'autant que le garde des sceaux, puisqu'il s'agit de lui, ne tient pas, là-bas, le langage qui serait le sien ailleurs. Dans quel autre morceau de la République aurait-il tout ensemble le droit et le devoir de déclarer que la justice doit désormais y être « plus impartiale » et « cesser d'être injuste » ? Dans quel autre morceau de la République annoncerait-il

il qu'on va y entreprendre l'inventaire des lois qui y sont applicables ?

Pierre Arrapilange, au nom de la République, avoue qu'il n'y a pas à proprement parler de légalité en Nouvelle-Calédonie (puisque n'y a pas de légalité si celle-ci n'est pas doublée de l'égalité), et nulle levée de boucliers ne s'ensuit. Rien qu'une « libre opinion » d'avocat dans les *Nouvelles calédoniennes* et un incompréhensible billet du comique de service. Pas de quoi se relever la nuit.

De « hurras », d'ailleurs, pas davantage. Comme si les uns, qui s'inquiètent, faisaient le dos rond, et les autres, qui espèrent, attendaient de voir ; les premiers se tenant à distance de l'envoyé de la République, les seconds n'indiquant que par un petit pas vers lui que le message a été entendu.

Le cas échéant au sens propre. Sur l'île de Lifou, le grand chef du village de Nathalo s'est déplacé jusqu'à l'aérodrome où s'est posé le lourd et majestueux Transil pour accueillir le ministre, une attraction à laquelle n'avait pas eu droit, parait-il, M. Rocard à son passage. L'enseigne de la justice aurait-elle des vertus de concordé ?

Nouméa

La nuit précédente, le maire du village avait eu un petit-fils. Il a été prénommé « Pierre Arrapilange ». Serait-ce que la faible talent oratoire du ministre, qui fait ricaner à Paris, plait en Calédonie ? Parce qu'ainsi l'« Excellence » républicaine en paraîtrait moins hautaine et donneuse de leçons ? Il se peut.

Il se peut surtout qu'ici la simplicité de manières ne soit pas interprétée comme une faiblesse, mais vue pour ce qu'elle est. Même les gendarmes de Poindimé sont restés intrigués de ce garde des sceaux qu'ils devaient croire féroce après l'instruction ouverte pour les événements d'Ouvéa et qui, ce jour-là, avait un mot pour chacun d'eux.

Achevée, à Nathalo, la cérémonie de la coutume, échangés les cadeaux qui en témoignent, la troupe des visiteurs et de leurs hôtes quitte l'ombre de la grande case rituelle pour le grand soleil.

Dehors, à l'écart, deux groupes. Le premier rassemble une demi-douzaine d'adolescents boudeurs ; le second, une famille d'Européens dont les membres se sont faits tout changement est une menace présente. Ni les uns ni les autres ne se mêleront à la modeste fête qu'ils sont pourtant venus voir, mais de loin. De crainte d'être séduits ? Pour l'être ? Tous demeurent muets, immobiles ; pas hostiles, mais ailleurs ; soucieux, mais de quoi ?

Le surlendemain, visite du « camp est », un domaine de 20 hectares en bordure du Nouméa, sur lequel est bâtie l'énorme prison. Les cent soixante-dix détenus sont

mélanésiens, à deux exceptions près. C'était à prévoir.

Au bout de deux heures et demie d'allées et venues, le directeur de l'établissement est au bord de la crise de nerfs. Le ministre n'y a pas été jusqu'à goûter la soupe, mais on n'y a échappé que parce qu'elle n'était pas encore cuite. Pas un surveillant n'a été privé de poignée de main, pas un détenu.

À côté de l'austère Calédonie, Tahiti a des allures de Monaco dont le haut commissaire serait le prince, mais avec les pouvoirs de la reine d'Angleterre. L'autonomie territoriale accordée en 1977 aux Tahitiens réduit M. Jean Montpezat à un rôle de représentation qui lui sied à merveille.

Alors que Nouméa serait plutôt renfrognée, Papeete joue du croupion sous le soleil. La moindre visite est prétexte à des collations de fleurs et de coquillages dont la répétition finit par être obsédante et soupçonnable. Même l'inspection de la sinistre prison de Nautania est précédée d'un tel dîner, accompagné de chants et d'embrassades sous l'œil goguenard du directeur qui entend bien en finir avec ce monde.

Il faut dire que cette visite n'était guère souhaitée en haut lieu, que ce soit du côté de l'extravagante ministre des affaires sociales (qui croit justifier son titre en embrassant les détenus à pleine bouche), ou du côté du haut commissariat, qui a tout tenté pour que les journalistes métropolitains et tahitiens soient empêchés de suivre le ministre dans sa visite.

De leurs points de vue, ce désir se comprend car il n'y a pas de quoi être fier d'un établissement auquel on accède par une route défoncée, qui ressemble à une usine désaffectée ceinturée de barbelés rouillés et dont les cuisines exhalent des odeurs d'égout. Même M. Frédéric Thiéry, directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer au ministère des DOM-TOM, n'a pu dissimuler son effarement devant l'état des lieux.

Au motif que la prison (mais pas le sort des détenus) relève du gouvernement territorial, l'administration pénitentiaire de Paris ne possède pas un feuillet, pas une ligne sur Nautania.

Il y aurait bien pour y pourvoir un juge de l'application des peines, mais, compte tenu de la frousse manifeste qu'il éprouve à l'égard du directeur de la prison, il ne faut pas en attendre grand-chose. Au point que cette carence en deviendrait risible si l'on avait le cœur à rire.

Le ministre l'interroge-t-il ? Ce magistrat quête la réponse dans les yeux du directeur de la prison. Ce qui n'empêche pas les gaffes. « Le haut commissaire refuse toutes les libérations conditionnelles », répond le JAP à une question du ministre sur ce point. Le directeur de la prison le foudroie du regard. Le malheureux ne sait plus où se fourner. A-t-il seulement entendu l'un de ses collègues du tribunal émettre l'hypothèse qu'il y avait des détentions arbitraires à Nautania ? S'y rend-il autrement que contraint et protégé par une visite officielle ? Le lui permet-on ?

Ah ! il n'a pas le bagout du directeur de la prison qui, avec le plus grand sérieux du monde, dit qu'il y a, dans son établissement, « surtout des activités culturelles parce que les Tahitiens sont très religieux » ! Y a-t-il des activités culturelles parce qu'ils ont une âme d'artiste ?

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Société

ÉDUCATION

Le débat sur la situation des enseignants

M. Jospin serait prêt à aligner le recrutement des instituteurs sur celui des professeurs

En présentant le 18 janvier ses propositions destinées à revaloriser la profession enseignante, M. Lionel Jospin avait souligné qu'elles étaient négociables. Mal reçues par les professeurs comme par les instituteurs, brocardées dans la rue, elles vont sans doute être remises, pour tenir compte des préoccupations de la profession.

« Je suis prêt à bouger », a déclaré M. Jospin, jeudi 2 février sur Antenne 2, affirmant qu'il avait « entendu les instituteurs » réclamer la veille dans la rue « une égale dignité et des conditions de recrutement identiques à celle des enseignants du second degré » (le Monde du 3 février). Au ministère, on confirme que M. Jospin « est en train de faire de nouvelles propositions » aux organisations syndicales et on répète qu'il est « prêt à tout écouter et à négocier ».

Il semble que l'évolution se dessine sur deux plans. Le ministre envisagerait de renoncer à la création d'un corps spécifique de professeurs de collège. Il étudierait d'autre part, les conditions d'une amélioration de la carrière des instituteurs, catégorie jusqu'à présent la moins favorisée par le plan de revalorisation. Ce double mouvement permettrait à M. Jospin de faire face simultanément aux deux fronts qui se sont dressés contre lui. L'abandon du corps de « professeurs de collège » enseignant plusieurs disciplines satisfait les professeurs de lycée, en particulier ceux du SNES (FEN), pour qui ce projet tend à ressusciter les professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC), qui enseignent deux disciplines et sont contestés. Le nouveau corps n'aurait en réalité qu'un lointain rapport avec les PEGC, puisque les futurs professeurs de collège devaient être recrutés par un CAPES au niveau de la licence (et non du DEUG) et être rémunérés comme leurs collègues des lycées. Mais le SNES, qui voit en outre une menace pour son champ de syndicalisation, mène une campagne d'opposition résolue contre ce « retour en arrière de vingt ans » et les professeurs certifiés qui enseignent dans les collèges craignent de devoir à l'avenir enseigner une seconde discipline. L'autre proposition du ministre consisterait à créer un douzième échelon dans la carrière des instituteurs (qui n'en comptent que onze) afin de tirer le métier vers le haut, et d'accélérer les débuts de carrière en rattachant les premiers échelons. Il s'agirait de

mettre en œuvre le second volet du plan de revalorisation du métier d'instituteur, lancé en 1982 par le gouvernement de M. Mauroy, qui prévoyait l'alignement salarial des instituteurs sur les PEGC à l'horizon de 1994. Mais, surtout, M. Jospin pourrait fixer une date pour l'unification des niveaux de recrutement et de rémunération des instituteurs et des professeurs du second degré. Dès 1992, les instituteurs pourraient ainsi être recrutés avec la licence (au lieu du DEUG), ce qui les ferait passer d'office dans la catégorie A des fonctionnaires, avec une réévaluation automatique de leur grille salariale.

Cette perspective, déjà présente dans les premières propositions de M. Jospin, mais sans échéance précise, serait ainsi concrétisée, réalisant, à terme, « l'égalité de dignité » revendiquée par le SNI-PEGC (FEN) et les manifestants de mercredi dernier. Le syndicat, qui a, semble-t-il, rencontré le ministre au lendemain du défilé parisien, souhaite que la voie de l'égalité soit d'ores et déjà tracée avec la création immédiate d'un nouveau corps d'« enseignants d'école », aligné sur les professeurs du second degré. Le recrutement, au niveau de la licence de ces futurs enseignants, débiterait au plus vite, et les instituteurs en poste pourraient dès à présent accéder à ce corps par promotion interne. Le SNI revendique aussi une réévaluation des salaires pour tous les instituteurs par une augmentation d'indices, en particulier pour les basses rémunérations.

De telles décisions rapprocheraient la perspective, jusqu'à présent mythique, d'un « corps unique » des enseignants de la maternelle au lycée, revendiquée depuis longtemps par le SGEN-CFDT et sur laquelle la FEN compte reconstruire sa puissance.

Reste à connaître la réaction des 73 000 PEGC encore en activité, pour qui le nouveau corps de collège représentait un espoir et aussi celle des élus locaux, grands défenseurs des petits collèges ruraux, dont la survie est liée au maintien de professeurs enseignant deux disciplines. Reste aussi à savoir par quel tour de passe-passe pourra être financé le coup de pouce aux instituteurs, puis, comme on le précise au ministère de l'Éducation nationale, l'enveloppe budgétaire de la revalorisation n'est pas négociable et qu'il n'est pas question de déshabiller les professeurs pour habiller les instituteurs.

PHILIPPE BERNARD.

Les présidents d'université favorables aux principes de la revalorisation et de la loi d'orientation

Dans le concert de protestations qui a, jusqu'à présent, accompagné les propositions de M. Jospin pour la revalorisation de la fonction enseignante, un seul secteur est étonnamment silencieux : l'enseignement supérieur — bien que le dispositif de primes contractuelles prévu pour les universitaires relève de la même logique que les mesures proposées à leurs collègues de l'enseignement secondaire.

Les syndicats d'enseignants du supérieur ont adopté d'emblée une attitude très mesurée. A l'occasion d'une réunion avec la presse, la conférence des présidents d'université (CPU) a renforcé, le 2 février, cette attitude d'approbation nuancée. Pour le premier vice-président de la conférence, M. Daniel Laurent, « l'initiative du ministère de l'Éducation était indispensable et, même si le terme provoque des crispations, la dose de méritocratie qui nous est proposée représente un progrès important. Le dévouement à des limites et les collègues qui s'impliquent fortement dans la gestion des établissements, les innovations pédagogiques ou les formations doctorales, méritent une reconnaissance financière ».

Selon les trois membres du bureau de la CPU (M. Laurent, (Paris-XII) et Conté, (Toulouse-Paul Sabatier), — le consensus sur ce point est « assez large, sinon total » dans la communauté universitaire. A deux conditions, cependant. D'une part il faut parvenir à un équilibre satisfaisant entre cette revalorisation par les primes et celle qui résultera de l'accélération globale des carrières en particulier des passages d'un corps à un autre (maîtres de conférences et professeurs) et d'une classe à une autre, à l'intérieur de chaque corps. D'autre part, ces mesures de revalorisation « ne seront vraiment convaincantes, si

précise M. Daniel Laurent, que si elles se poursuivent et s'accroissent pendant de nombreuses années, afin de rattraper le retard accumulé depuis quinze ans ».

Globalement positif

Les présidents d'université estiment globalement positif l'ensemble des initiatives prises par le ministre de l'Éducation nationale en faveur des universitaires. Ils sont favorables aux contrats quadriennaux Etat-universités, qui seront négociés dès cette année dans huit académies, puis étendus à l'ensemble des académies. De même, M. Laurent se déclare-t-il d'accord pour développer la concertation avec les régions et les collectivités locales, comme le précise le ministère, à condition que soit maintenu l'arbitrage national de l'Etat, pour éviter la prolifération anarchique d'initiatives locales. Enfin, la CPU voit dans le projet de loi d'orientation la promesse d'assouplissements importants dans la gestion des universités (libre disposition des ressources propres, maîtrise d'ouvrage pour les constructions universitaires...).

Toutefois les présidents d'université estiment « explosive » la situation des ATOS (personnel administratif, techniques et ouvriers de service) qui sont laissés à l'écart des efforts de revalorisation en faveur des enseignants. Et ils s'inquiètent des conditions de la prochaine rentrée universitaire, qui ne se présente pas sous de meilleurs auspices que celle de 1988. Selon eux, l'augmentation prévisible — et souhaitable — des effectifs d'étudiants va rendre encore plus évidente la saturation des capacités d'accueil et d'encadrement dans de nombreuses universités.

GÉRARD COURTOIS.

ENVIRONNEMENT

Les conséquences de la sécheresse hivernale

L'année la moins blanche depuis 1973

GRENOBLE

de notre correspondant

Les massifs montagneux s'apprêtent à battre des records de sécheresse. Les quantités de neige tombées sur les sommets pendant l'hiver sont, en effet, particulièrement faibles, contraignant les skieurs à utiliser un « tapis » qui remonte au 20 décembre. Il tomba ce jour-là en Haute-Savoie 30 à 50 centimètres de poudre blanche à 2 000 mètres d'altitude, 20 à 40 centimètres en Savoie, une vingtaine de centimètres dans l'Isère et dix centimètres dans les Alpes du Sud. Le 20 janvier, le ciel se brouilla pendant quelques heures, libérant quelques flocons qui ne firent, selon l'expression d'un montagnard, que « cacher notre misère ».

Le déficit de l'enneigement par rapport aux années ordinaires s'approche, jour après jour, dangereusement de l'année 1973 qui fut la moins « blanche » des dix-huit derniers hivers. Il faut remonter à 1962 pour trouver une situation moins enneigée et à 1949, qui aura été l'année de la plus extrême sécheresse sur les cimes, aucun flocon n'étant tombé en altitude.

Les ingénieurs prévisionnaires du Centre d'étude de la neige de Saint-Martin-d'Hères constatent que la période 1971-1989 a été marquée par deux grandes phases d'enneigement. Entre 1971 et 1977, les hauteurs de neige enregistrées pendant l'hiver ne furent jamais très élevées, à la différence de la seconde période qui débuta en 1978 pour s'achever en 1984, avec un point culminant de chute en 1982. L'épaisseur de la neige mesurée pendant la troisième décennie du mois de janvier 1982 dans le massif de la Vanoise (Savoie), à 1 800 mètres d'altitude, fut, cet hiver-là, de 180 cm, alors qu'actuellement, sur le même site d'observation, l'épaisseur est à peine de 40 cm.

Boulevards artificiels

La situation dans les stations, qui s'apprêtent à recevoir la première vague des skieurs de février à partir de ce week-end, est très contrastée. Si les Alpes du Sud sont les plus sinistrées, les Alpes du Nord offrent des versants exposés au nord, restés à l'abri du soleil, relativement bien pourvus. La neige est alors présente sur les pistes sans discontinuité à partir de mille mètres, comme à La Clusaz. Par contre, les pentes exposées aux rayons du soleil, qui depuis un mois et demi n'ont presque jamais cessé de briller sur les Alpes, ont vu fondre très vite leur couverture blanche qui ne réapparaît qu'au-dessus de deux mille mètres. Même à cette altitude, la neige est de qualité

médiocre. Plus haut encore, la neige a été rejetée dans les combes abritées du soleil où elle forme aujourd'hui un tapis particulièrement recherché.

Les stations qui disposent de canons à neige ont pu réaliser de véritables boulevards artificiels dans la montagne. C'est ainsi que le contraste est frappant entre l'Alpe d'Huez (altitude 1 800 mètres), qui

offre des pistes de retour à la station parfaitement gérées grâce à ses « canons », et les Deux-Alpes (1 650 mètres), située à quelques kilomètres à vol d'oiseau, où les skieurs utilisent les pentes du glacier du Jandri (altitude 3 000 mètres) et doivent, à partir de 2 000 mètres, pour regagner la station, emprunter une télécabine faite de « canons ».

Les stations qui ont su « utiliser la pénurie » craignent toutefois que

leur travail soit d'une heure à l'autre remis en cause par le vent. Si le John — un souffle chaud qui aime se lever à cette période de l'année — traverse les Alpes, il compromettra définitivement les efforts consentis par les stations pour offrir aux skieurs de février un « service minimum » de neige.

CLAUDE FRANÇILLON

Dans les Hautes-Alpes

Stations en panne

BRIANÇON

de notre envoyé spécial

Au col du Lautaret, à plus de 2 000 mètres d'altitude, les services de l'équipement brûlent l'herbe des talus. Ainsi, en février, au cœur de l'hiver, le feu court dans les prairies sèches comme aux plus beaux jours de l'été. Curieusement, il y a plus de neige dans les fonds de vallées restés humides et frais que sur les pentes inondées de soleil.

Au Montet (Hautes-Alpes), la plus haute station de Serre-Chevalier (1 500 mètres), « on ne trouve plus de neige », a déclaré le directeur de la région, Pierre Bouvier. On a finalement trouvé à louer un canon à neige pour fabriquer de la poudre et empêcher les malheureux 12 centimètres tombés à y a quinze jours de fondre au soleil. Mais ce palliatif ne vaut que pour le bas des pistes, car l'anticyclone bloque l'air chaud dans les hauteurs, où il ne gèle même plus la nuit. « On a - 7°C à la station et - 1°C à 200 mètres plus haut », précise le directeur de la région. Il ne fait pas assez froid en haut pour les canons à neige.

Résultat : on attrape des canons qui remontent la neige aux endroits de la piste les plus dégarnis. « Si on s'écroulait, on fermerait tout, car les recettes des remontées ne paient pas leur fonctionnement. Mais la municipalité nous a demandé de tenir coûte que coûte. Il faut fixer la clientèle ».

Tenir jusqu'à l'arrivée des Marillats et des Lynx attendus à Serre-Chevalier pour les vacances scolaires à partir du samedi 4 février. Mais qui sait si la neige, elle, sera au rendez-vous ? « On nous annonce un changement de temps avec la nouvelle lune, le 6 février, observe un pisteur. Mais c'est tard et pas garanti. » Les vœux de la vallée de la Guisane évoquent les précédents. On sait

par les annales de l'événement que l'hiver 1982 a été totalement dépourvu de neige, même sur les sommets. A l'époque, on ne s'en inquiétait que pour l'approvisionnement en eau de l'été suivant. On se rappelle aussi que, vers 1925, les hommes ont passé l'hiver à « tirer la brousse », c'est-à-dire à remonter la terre du bas du champ vers le haut, en l'absence de neige. D'autres se souviennent personnellement qu'en janvier-février 1954 il pleuvait au lieu de neiger. Mais la station de Serre-Chevalier, créée en 1941, ne connaissait pas l'afflux d'aujourd'hui.

Prestations annexes

A Villeneuve-la-Salle, des représentants du comité d'entreprise de la région occupent la mairie — très pacifiquement — en bavardant avec le maire, M. Jean Zebrowski. Ils protestent parce que vingt-trois d'entre eux (sur cinquante-trois) ont été licenciés, alors que des saisonniers ont été conservés. Pendant ce temps, en haut du téléphérique, les restaurants d'altitude attendent le client. Les trois établissements du Ratier vont encore passer quelques promeneurs (on autorise même les chiens) et aussi quelques skieurs intrépides qui montent à pied dans les mézées et descendent les versants enneigés à leurs risques et périls. Mais le restaurant du sommet, privé d'accès, a licencié ses dix-huit employés. Les gros des skieurs ne disposent plus que d'un télésiège qui, à mi-parcours, les abandonne sur une estacade improvisée afin qu'ils puissent rejoindre la descente du « mur de neige » fabriqué au canon.

« On force sur toutes les prestations annexes, explique le directeur du Grand Hôtel de Saint-Chaffrey. On offre deux forfaits

gratuits pour la station de Montgenèvre, deux soirées dansantes au lieu d'une, etc. » Tous les matins, les cars emmènent les skieurs vers les Deux-Alpes, l'Alpe d'Huez, Sestrières, Puy-Saint-Vincent, les rares stations qui conservent encore un peu de neige ou disposent d'un glacier pour le ski d'été. « Nos clients ne se plaignent pas », observe Jacques Adillon, directeur de l'hôtel-club Alpeur. Ils s'amusent quand même et apprécient le beau temps. Mais pour nous c'est la déconforture : une baisse d'occupation de 40 % ».

A Briançon, les commerçants sont catastrophés. « Si il ne neige pas le 10 février, ce sera dramatique », dit Alexis Forasetto, marchand d'articles de sport et président de l'union des commerçants de Briançon. Nous allons demander que la vallée soit déclarée sinistrée. Personnellement, il me reste deux cent vingt paires de skis en stock et mon chiffre d'affaires a diminué de moitié par rapport à janvier 1988. »

Le maire de Briançon, Robert de Caumont, ne veut pas entendre parler de région sinistrée. « Le manque de neige, c'est prévisible ; ce qu'il faut, c'est obtenir des reports d'échéances et s'engager à conserver l'été des gens qui ont embauché l'hiver, comme la prévoit la loi montagne. » L'ancien rapporteur de la loi et ex-député (PS) mise beaucoup sur l'inauguration, le 11 février, de la télécabine du Prorail, censée faire de Briançon une station de sports d'hiver à part entière (« Le ski dans la ville »). Il a invité son « ami Rocard », aujourd'hui premier ministre, et le ministre du tourisme, Olivier Sten. Une gigantesque descente aux flambeaux avec jeux de lasers et illumination de la montagne devrait marquer ce départ. A condition, évidemment, qu'il y ait de la neige.

ROGER CANS.

Les agriculteurs sur le qui-vive

La France à sec

hydrauliques et durcit les terres, qui deviennent par endroits impossibles à labourer. Il a fallu, ça et là, réensemencer, sans garantie de résultat.

S'ils ne cèdent pas à la panique, les paysans sont sur le qui-vive. L'impopularité de l'impôt sécheresse de 1976 est restée dans toutes les mémoires. Ils s'attendent à voir sur eux l'attention de l'opinion autrement que par une catastrophe naturelle. Au moment où la CEE s'engage dans un programme de gel des terres, l'absence de pluie apporte, si l'on ose dire, de l'eau au moulin de nombreux agriculteurs hostiles à cette politique de Bruxelles, jugée malthusienne.

Ajoutée à la sécheresse endurée l'été dernier par les Etats-Unis, mais aussi par le Canada, le Maghreb et certaines zones céréalières d'URSS, l'anomalie climatique de l'hiver 1988-1989 montre qu'en cette fin de siècle l'agriculture dite moderne n'est pas débarrassée des contingences du temps.

La pluie et le beau temps

« Le trait majeur, obsédant, de la vie paysanne, c'est sa lutte sans fin contre les forces incontrôlables de la nature », écrivait Fernand Braudel dans *Identité de la France* (1). Il ajoutait que, « en

faisant naître de la pluie et du beau temps un sujet de conversation, notre société rurale évoquait les récoltes espérées et non une quelconque banalité. Armée d'engrais, d'insecticides, de régulateurs de croissance, de semences hybrides et de machines bruyantes, l'agriculture a précisément voulu se banaliser, à mesure que les risques de mauvaise récolte semblaient éliminés. Ce n'est pas un hasard si, le froid se faisant attendre, on s'est préoccupé des skieurs avant de sonder les paysans.

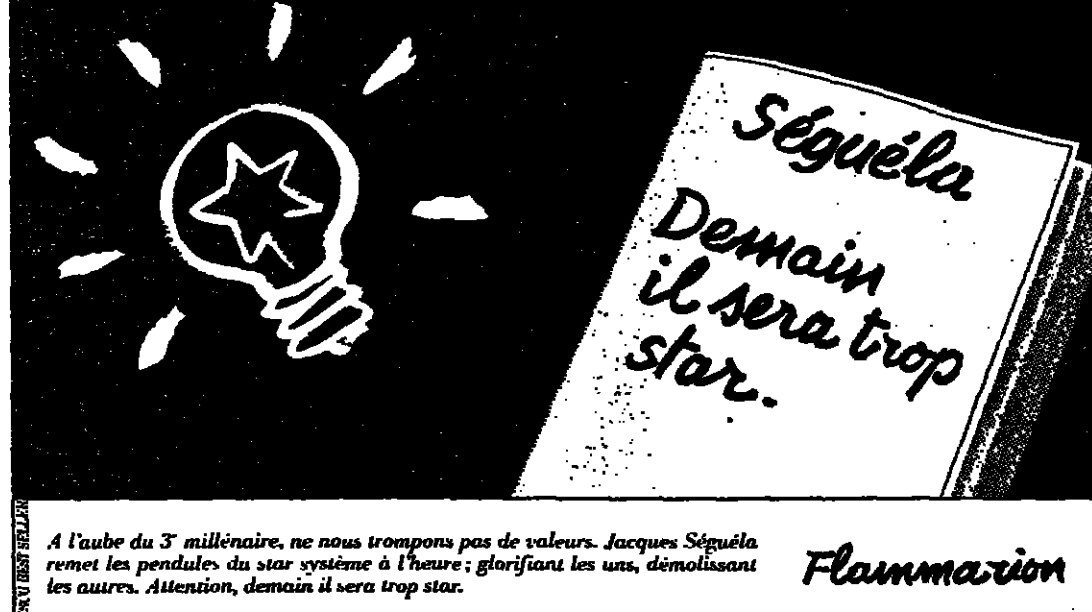
Le risque agricole est pourtant une réalité vécue au quotidien par les neuf cent et quelques mille exploitants agricoles qui continuent, en 1989, à tirer leurs revenus de la terre. Risques financiers, risques naturels. Combien sont-ils, l'été, à doubler leur ration de Témesta pour trouver le sommeil quand le ciel leur refuse la pluie ? Combien sont-ils à pâlir devant les bulletins météo télévisés annonçant aux estivants un grand ciel bleu sans nuages ?

La sécheresse et les recensements sont les deux hantises des agriculteurs. La ruine vient de la première : ils craignent des seconds qu'ils inspirent à l'Etat de nouveaux projets d'imposition. 1989 commence très mal. L'hiver est sec et cinq mille enquêteurs sillonnent les campagnes jusqu'au 31 mars pour comptabiliser la population agricole. Les résultats de ce recensement, le quatrième depuis la deuxième guerre, seront connus à l'automne prochain. C'est au printemps que la sécheresse livrera une liste détaillée de ses victimes.

ERIC FOTTORINO.

(1) Editions Arthaud.

TOUT CE QUI BRILLE N'EST PAS STAR.

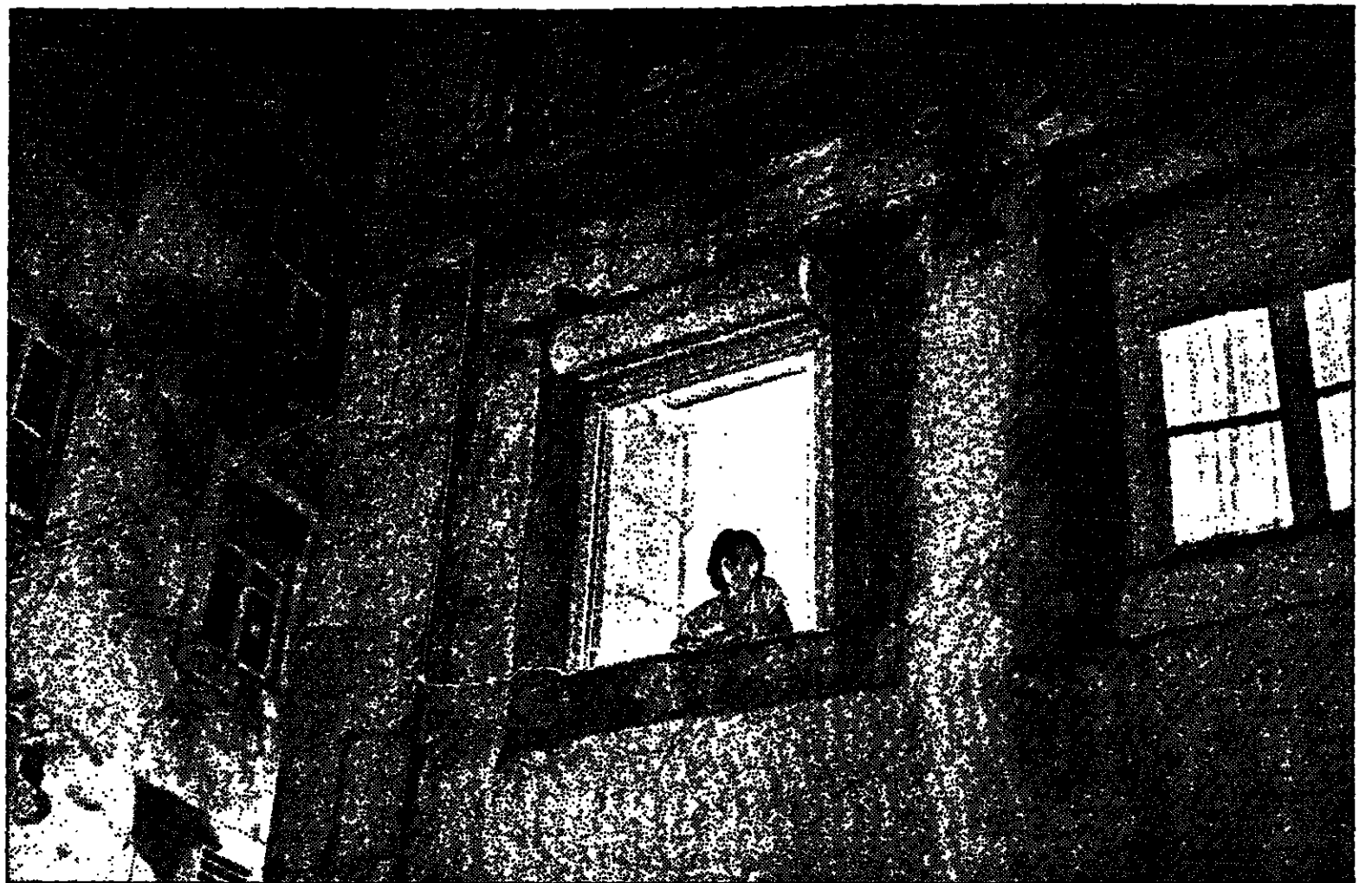


A l'aube du 3^e millénaire, ne nous trompons pas de valeurs. Jacques Séguéla remet les pendules du star système à l'heure ; glorifiant les uns, démolissant les autres. Attention, demain il sera trop star.

Flammarion

Le Monde SANS VISA

Le 24 août 1988, une partie du vieux Lisbonne était la proie des flammes. Un projet de reconstruction sera présenté en mai prochain. Les travaux pourraient débuter au cours de l'été. Promenade littéraire dans paysage avec ruines.



Lisbonne revisitée

par Olivier Rolin

QUELQUEFOIS, il y a de la brume. Cela vaut alors la peine de grimper jusqu'au château São Jorge. D'ordinaire, je préfère regarder ses murailles d'en bas, du fond du dédale d'Alfama, brio-à-brac de cages à oiseaux, linge en drap, tresses d'oreilles, chats de gouttière, pans de Tago, de ciel et de pierre entremêlés. La légère irritation (un peu snob, je le reconnais) qu'on éprouve à contempler des « panoramas ». Non, pas de panoramas. Laisser les choses venir à leur gré, au hasard, découvrir tranquillement, pas à pas, à hauteur d'homme — on n'est pas des mouettes, ni des anges, — leur intelligent chaos. Surtout à Lisbonne, ville pliée, repliée, entassée, froissée. Mais quand il y a de la brume, c'est différent.

Dernière les créneaux, autour de quelques vieux canons, il y a des touristes, c'est certain. Dégoût. « Oh, that's a pity », disent-ils. Ils arrivent bien encore à distinguer l'ascenseur de Santa Justa, « construit par Eiffel » (mais non, justement !), mais enfin il leur manque une moitié du panorama. Et c'est là que c'est beau.

Le fantôme de Pessoa

Sur tout l'estuaire roulent d'éclatants nuages d'où émergent seuls les deux pylônes du pont suspendu et le Christ-Roi géant qui ouvre les bras sur les passes. On entend aller et venir des sirènes là-dessous. Inquiètes, précautionneuses. Ce plasma lumineux s'arrête au ras de la ville, aux escaliers de la place du Commerce, à l'avenue de l'Infant Dom Henrique, à la Ribeira das Naus, la Rive des Vaisseaux.

Le cheval de bronze du roi Dom José renâcle devant l'inconnu, les naseaux humant les premières vapeurs. Derrière lui, il y a Lisbonne, ses collines, ses toits de tuiles, ses façades doucement polychromes, et toutes les lanternes, urnes, flammes, aiguilles de pierre qu'elle lève vers le ciel, et les rinceaux sombres des palmiers. Devant, rien. Le néant blanc, peut-être « o mar novo e as mortas eras » (« la mer nouvelle et les ères mortes »).

Ah, il fallait bien qu'on en vienne là ! Pessoa. Grand lieu commun à éviter, maintenant. Avec, premièrement le fado, deuxièmement les sardines et la morue, troisièmement le tremblement de terre de 1755, quatrièmement les azulejos, cinquièmement la saudade. Les tramways, encore, les eléctricos, peut-être. C'est certain, oui.

Mais, tout de même, amorçons une défense du lieu commun. Par exemple : ce n'est pas pour rien. Il



n'y a pas de fumée sans feu. Ou encore : une ville sans lieu commun serait une ville éparpillée, soumise absolument au divers, réduite en poudre, une ville invisible. Allons plus loin : il y a, dans le lieu commun, quelque chose qui participe du principe, de l'ordre, de l'esprit, et pour tout dire de l'âme.

Prenons les sardines : je ne vais pas signaler, après d'autres voyageurs, au nombre desquels je me range d'ailleurs, qu'à Lisbonne on en mange, que leur plaisante odeur emplit parfois les rues, à la belle saison. Mais je tiens, moi, qu'à certains égards, et notamment si on a bu de l'absinthe, à l'Aguçada, sous les tours de la cathédrale, ou ailleurs, Lisbonne est une gigantesque sardine, la seule ville au monde, à ma connaissance, à être entièrement recouverte de millions d'écaillés brillantes, ces fameux petits pavés blancs et noirs, ces *empedrados* de calcaire et de basalte qui rendent si furieusement glissantes les rues pentues, et Dieu sait s'il y en a.

Cette espèce de mosaïque biocolor qui couvre Lisbonne, filée de rails de tram, à encore un autre effet, lumineux celui-là : la nuit, la lumière blanche, assez rare, des lampadaires, est capturée, divisée, propagée, répercutée par ce filet subtil de petits réservoirs de pierre et de sinuantes lignes de métal (que redouble au ciel le réseau doucement luisant des caténaires), et ainsi une seule ampoule soulève-t-elle des vagues lettres et des traits de faibles éclats mailés loin dans l'obscurité de la rue (de la même façon, l'éclairage assez chiche des petites tavernes, souvent situées en contrebas du trottoir, rebondit, monte, frise sur le dos de verre des bouteilles

qui tapissent les murs). Je ne connais pas d'autre ville qui sache, de si peu de lumière, faire jaillir autant d'étincelles. Il me semble que c'est ici le lieu de rapporter un détail qui manifeste, autrement, ce génie modeste — ou bien oserais-je dire pessoso ? — de fabriquer de l'infini avec du fini : Lisbonne est sûrement la seule ville au monde où existe un *beco do imaginário*, un cul-de-sac de l'imaginaire (il prend dans la calçada de Sant André, non loin du château São Jorge).

A 6 heures du soir, une brume rose voile de l'autre côté de l'eau les grues des chantiers navals et les réservoirs de pétrole qui prennent une légèreté de nuage, et les festons du pont, et l'eau elle-même est rose (quand je dis rose... ce seraient plutôt toutes les couleurs, de l'étain pâle au lilas, de la peau d'une daurade, cette fois), et les feux vont s'allumer sur les *cacilheiros*, les bateaux qui traversent le Tage, que remonte, au ras des embouteillages, un porte-conteneurs japonais venu du bout du monde assourdi, sans doute, nos moindres désirs, et enfin la ville entière s'endort dans une chaude lumière.

Ocres et tilleuls

Les vergues d'un trois-mâts font des échelles au-dessus de la gare fluviale, calçada da Glória, un funiculaire bouton d'or dévale du ciel, un aveugle gratte un violon au bord des rails, une fumée piquante s'élève au-dessus des charrettes des marchands de marons, c'est l'heure où tous les pastels des façades entassées, les ocres, les tilleuls, les bleus célestes, composent avec les murailles crénelées de São Jorge, couronnées de sombres pins, et un dôme blanc

vers Santa Clara une manière de paysage romain à la Corot.

De petits Pessoa, gabardine et chapeau au pochoir, marchent sur les murs d'un pas pressé, s'éparpillent dans toutes les directions, noire volée de vifs poètes, l'un d'eux doit se rendre, sûrement, au British Bar, où l'on peut boire même un porto sans être ridicule, au milieu des gravures de clippons d'autrefois, cependant que Duque de Terceira, devant l'autre gare fluviale, celle de Cais do Sodré, gronde et tremble de tous ses tramways sous les enseignes des compagnies de navigation.

Et il serait assez logique que ce buveur « pris en flagrant délit » fût Ricardo Reis, de retour du Brésil, que l'écrivain José Saramago fait demeurer à l'Hôtel Bragança, 50 mètres plus haut à peine, à l'angle de la rua do Alcrim (la rue du Romarin) et de la rua Nova de Carvalho.

Bars maritimes

Bien déginglé et lépreux aujourd'hui, le Bragança, avec à ses pieds tous les bars maritimes, dont les néons commencent à cliquer, le Hamburg, le Liverpool, le New York et l'Oslo, le Tokyo et le Copenhagen, le Shangri-La et le Jamaica, l'Akropolis où l'on casse des assiettes par centaines pour faire mine d'être heureux, le boyau souterrain du Texas ouvrant sous le pont de fer de la rue du Romarin, et la Rosinha de São Paulo (la Petite Rose de São Paulo), dont le nom est le plus doux.

Et, pendant ce temps, une autre ombre chinoise en gabardine et chapeau (le nœud pap. noir sur noir, on ne le voit pas) glisse sur les murs de la rua das Flores, remonte la rue des Fleurs

vers la statue du borgne Camoens, à la suite d'un jeune unijambiste qui boquillonne à toute vitesse sur les petits pavés étoilés, sous les feuillages que lancent des jardins cachés (c'est fou le nombre de mutilés qu'on voit à Lisbonne, s'il faut fournir une preuve écrite de ce que j'avance, je citerai la description, au chapitre 3 de la *Balade de la plage aux chiens*, de José Cardoso Pires, de la rua da Madalena courant entre deux haies de resplendissants fauteuils roulants, de membres articulés, de « corsets dramatiques »).

Sur le Chiado, un Pessoa de bronze est assis, parmi les autres consommateurs crépusculaires, à la terrasse de Brasileira. Jambes nonchalamment croisées, lèvres supérieurement gonflées, petite moustache à l'entrée du quartier incendié l'été dernier.

Une galerie surélevée et ouverte, qui suit le tracé de l'ancienne rua do Carmo, permet de se balader très commodément au milieu des ruines, d'assister, comme au théâtre, aux travaux de déblaiement et de consolidation des façades, sur lesquelles les flammes ont dessiné des vagues noires.

On va d'une scène à l'autre : ici une pelleteuse fouille la terre calcinée, exhumant parfois, parmi d'autres épaves plus ou moins poétiques, un journal curieusement intact, échappé à la fournaise, en

date du 24 août 1988 ; là des Angolais planent au-dessus des voiles de briques, atterrissement sur un toit, commencent à balancer des gravats dans le vide, et on suit et commente les trajectoires, les fracas et les nuages des impacts.

Ce qui est vraiment très beau, c'est le spectacle nocturne du Grandella, le grand magasin où le feu a pris, pour des raisons qui demeurent, comme on dit, mal élucidées. Les hautes façades, construites au début du siècle par les architectes français Georges de May et Paul Collon, sont toujours debout, leurs immenses baies vides découpent de réguliers cadres de pierre soulignés par le strict et léger quadrillage des échafaudages.

Des formes possédées par la danse

Ce bâti orthogonal enserré et met en relief un espace de formes possédées par la danse : toute l'armature du magasin a fondu, les poutres de fer pleuvent en gracieuses courbes modern style, s'alanguissent, se ploient, se mêlent et se défont, et cette sylve sinieuse, cette ophélieenne chevelure (dont une avalanche de spaghettis mal cuits donnerait une idée prosaïque mais assez exacte), baignée de lumière orange par des projecteurs au sodium, illustre, à quelques pas de fameux beffroi de métal néogothique de Santa Justa, une autre utilisation possible, intéressante et inattendue, du fer.

(Lire la suite page 15.)

LISBONNE

OFFRE SPECIALE
POUR LES AMOUREUX
DU TAGE

à partir de 1.995 F

Ce prix comprend le transport A/R par avion, le séjour en chambre double (pour un week-end dans un Hôtel de 3*) avec petit déjeuner et les transferts aéroport/hôtel/aéroport.

Consultez votre Agence de Voyages.

PORTUGAL ou le

Centre de Tourisme de Portugal em França
Tél: (1) 47 42 55 57

Inoubliable LISBOA

مكتبة من الأصل

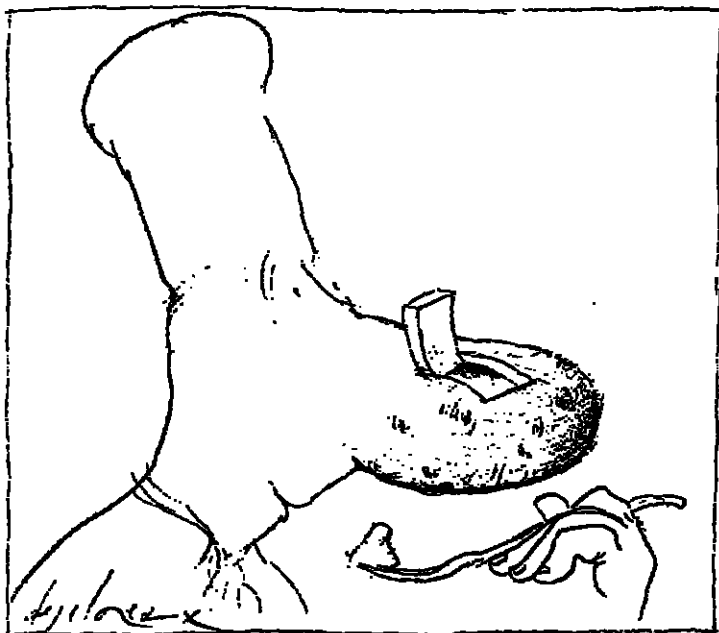
LA TABLE

Toupinel, acte I

LES plats « de théâtre » sont de deux sortes : ceux dont il est donné la recette dans la pièce, comme la fameuse salade Francillon de Dumas fils ou les tartellettes amandines de Cyrano de Bergerac (où Rostand a oublié le sucre !), et ceux les plus nombreux, nés en l'honneur d'une pièce à la mode : l'exemple le plus connu reste le homard Thermidor. Il devrait redevenir à la mode en ces temps de Bicentenaire.

Les œufs Toupinel, qui datent de la fin du siècle dernier, sont de cet ordre. Furent-ils créés par le restaurateur Maire, sur le Boulevard (avec un « B » majuscule, car alors battait, entre la porte Saint-Martin et l'Opéra, le cœur amoureux d'un Paris brillant, spirituel et facile) ? Probablement mais ce qui est sûr est qu'ils naquirent d'un vaudeville d'Alexandre Bisson, créé le 27 février 1890 au Théâtre du Vaudeville (aujourd'hui le cinéma Paramount du boulevard des Italiens).

Le sujet de la pièce est simple : un certain Toupinel a deux ménages, l'un à Paris et l'autre en



province. Il meurt inopinément et sa veuve provinciale vient habiter à Paris... dans la même maison que sa rivale. Elles ne se connaissent point, mais se rencontrent

dans l'escalier, se lient, et l'une, invitant l'autre, voit sur le mur un grand portrait du défunt Toupinel.

« Mon mari », dit l'une (ou peut-être : « Ciel, mon mari ! »).

« Pardon, dit l'autre, c'est le mien ! »

D'où l'idée d'un tantinet macabre de servir un œuf poché dans un cerceuil de pommes de terre. La recette ? De grosses pommes de terre de Hollande bien formées cuites avec leur peau, au four, sur un lit de gros sel (après avoir été incisées de la pointe du couteau de façon à

réserver un couvercle en forme de tabatière). A cuisson on retire le maximum de chair à la cuiller, et l'on en fait une purée avec beurre, crème, sel, muscade. Puis dans la pomme de terre regarnie on dispose successivement : une cuillerée à café de sauce Mornay, une de maigre de jambon haché, un œuf poché bien égoutté, une nouvelle cuillerée de mornay, enfin on poudre de chapelure mêlée de parmesan ou de gruyère râpé, on arrose de beurre et l'on passe au four.

Il y a des variantes. On peut mêler à la purée de pommes de terre un peu de purée de céleri. On peut remplacer le mornay par un béchamel. On peut largement omettre la patate bécamel. On peut remplacer le jambon de Paris par du parme ou du bayonne, etc. Mais le résultat reste symbolique : l'œuf est enfoui dans la pomme de terre comme feu Toupinel le fut dans son cercueil.

Un plat de théâtre, donc. Ne nous étonnons pas alors qu'il fut apprécié de Marcel Achard, gourmand lyonnais. Ni que le seul endroit de Paris où on puisse le trouver aujourd'hui sur la carte est le Fouquet's !

Avec le gratin de macaronis Robert Hossein, les œufs Toupinel de Marcel Achard perpétuent une tradition bien parisienne, vieille de bientôt un siècle puisque en ce mois de février 1989 le Fouquet's fête son quatre-vingt-dixième anniversaire.

LA REYNIÈRE.

ENSEIGNE

Alsace : la fin du purgatoire

L'ALSACE et ses vins redessinent la carte. Réunis il y a quelques jours autour d'un rogoût de homard joliment préparé par Guy Savoy, les trois principaux vigneron-négociants des bords du Rhin (Hugel, Trimbach et Beyer) ont, en présence de leur « consul », Jean-Pierre Haerberlin, et vieux millésimes au poing, démontré avec quelle efficacité ils parviennent aujourd'hui à soigner leur complexe d'infériorité. Un complexe insupportable qui, assurément, les rongea depuis trop longtemps, leur interdisant d'être à une juste place, tant dans la France de l'intérieur que sur la scène internationale.

Guénoun ou pas, la cause est entendue : les vins alsaciens commencent à jouer de l'audience et du prestige auxquels, en toute rigueur, ils ont droit. On n'ira certes pas jusqu'à regretter « C'était, disent les Alsaciens, avant la guerre... Oui, celle de 14 », l'époque où les vins d'Alsace se vendaient plus cher que ceux de Champagne. Mais on ne peut pas non plus continuer à ignorer l'effort entrepris depuis quelques années au service de la qualité des vins haut de gamme.

Pour résumer, on dira que les progrès accomplis sont de deux ordres : d'abord, dans la délimitation géographique — grâce aux cinquante « grands crus » qui ne représentent encore qu'un faible pourcentage de la totalité du vignoble — des terres susceptibles de produire les meilleurs des vins d'Alsace. Ensuite, dans l'effort soutenu et non dénué de risques pour, grâce à des vendanges tardives et à la sélection

des grains nobles, produire l'équivalent des plus grands liquoreux du monde. Il faut avoir eu accès aux gewurztraminers, sélection de grains nobles, 1934 de chez Hugel ou 1983 de chez Beyer, ou encore, à la « Cuvée Anne » 1976 des domaines Schlimberger (encore disponible, entre autres, au Coq de la Maison-Blanche à Saint-Ouen), pour comprendre combien les grands liquoreux alsaciens sont cousins germains de ceux du Sauternes, des Pays de la Loire ou de la Moselle allemande.

Terre de grands cépages blancs (muscat, riesling, tokay pinot gris, gewurztraminer) et d'un rouge (le pinot noir), l'Alsace ne vit pas sans difficultés la course à la qualité qu'elle s'impose. Parce qu'elle se double d'une quête d'identité, cette épreuve voit les vignerons se quereller depuis peu à propos d'une affaire de mots.

« La loi précise que les noms des grands crus peuvent être suivis d'un nom de lieu-dit, explique Jean Hugel (Riquewihr). Certains, ayant l'impression de dénigrer la qualité exclusive commerciale, utilisent systématiquement le nom de leur lieu-dit. Or, ce sont presque toujours des noms aléatoires, des noms à coucher dehors, des noms que même nous, Alsaciens, avons du mal à prononcer. Ce n'est pas cela qui pourra aider à nous faire connaître. A quoi servirait-il de progresser en qualité si nous ne réussissons pas à donner l'idée d'une identité nationale de l'Alsace ? »

JEAN-YVES NAU.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Rest Western ***N
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-56 - Tél. 93-418-418
Téléfax 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plais centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Plais. fond. Plus l'été comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.

LES BALCONS DE SERRE-PONÇON
Soleil, ciel bleu des Hautes-Alpes. Table et chambre d'hôtes, 1120 F 7 jours 1/2 pension.
PUY SANNIÈRES - 05200 EMBRUN
Tél. (16) 92-44-24-80.

Provence

83240 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Pêche, tennis, télévision, 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-64-27.
Tél. 400 293 F CALANQUE
Spécialités : POISSONS.

ROUSSILLON 84220 GORGES
Vacances d'hiver
MAS DE GARRIGON ***
(TGV et aéroport d'Avignon)
Séjour détente à prix doux dans le PETIT HOTEL DU LUBERON.
Stages de cuisine.
Stages d'équitation.
Etape gourmande.
Renseignements et réservations : 90-05-43-22

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE,
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-379-6111. Tél. 91-622-22.
Télécopieur 19-44-1-370-6578.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Suisse

CH-1938 CHAMPEX-LAC
Vacances blanches en Valais.
Hôtel familial, détente, bien-être où les enfants sont les bienvenus. Paradis de ski alpin, fond, 7 j. pers./semaine. 1830-2340 FF.
Rég. enf. Gard. grat. dès 1 an. Animation.
Rem. mob. offertes aux enf. & jeunes. Enf. invités : 4 semaines.
SUNWAYS ***
CH-1938 Champey. Tél. 1941/26/41122.

VALAIS-SKI-SOLEIL (alt. 1480 m - 2200 m)
Un hôtel-club où vous êtes reçus en amis. Station-village bois de la colline des villes, ski alpin, fond, 7 j. pers./semaine. 1830-2340 FF.
Rég. enf. Gard. grat. dès 1 an. Animation.
Rem. mob. offertes aux enf. & jeunes. Enf. invités : 4 semaines.
SUNWAYS ***
CH-1938 Champey. Tél. 1941/26/41122.

TOURISME

LOCATION DE HOUSE BOAT SUR LE CANAL DU MIDI ET LA CHARENTE
Catalogue gratuit.
SAINTONGE RIVIÈRES, R.P. 55
17413 SAINT-JEAN-DE-ANGELY Cedex
Tél. (16) 46-32-06-16.

SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans ferme du XVII^e s. confortablement aménagée, chamb. av. a. de bains, w.c., table d'hôtes, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit sur feu de bois.
Ambiance sympathique.
De 2850 F à 2590 F par pers. et sem. (t. compris, pension complète + vin, moniteur et matériel de ski).
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :
LE CRET-L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

MIETTES

● **Réservations.** — Les restaurateurs se plaignent de plus en plus, avec raison, des clients qui réservent et ne viennent pas sans avoir la simple honnêteté de téléphoner pour annulation. Par contre ce locuteur, qui, de Hollande, avait réservé à la Maison Blanche (restaurant à la mode) et téléphoné pour confirmation le jour de son arrivée à Paris, s'est entendu répondre qu'il aurait dû confirmer la veille. Il n'est pas content et on le comprend.

● **Dîner + cinéma.** — Je venais de relire : « Ils allèrent au Paramount et la commissaire (Maigret) fit la queue sans grigner pour les tickets... » Mais, en cette saison, ce

n'est pas très agréable de faire la queue dans le froid. Aussi, le cher Simonon eût été ravi pour ses personnages si, lorsqu'il écrivait l'Amie de M^{lle} Maigret, il avait su que, juste quarante ans plus tard, en allant dîner au Grand Café Capucines (4, boulevard des Capucines, Paris-2^e, tél. : 47-42-75-77), juste à côté du Paramount, on peut éviter cette attente en faisant réserver ses places par le maître d'hôtel. Et en plus on vous offrira un champagne Jacquart !

● **Andouillette.** — L'AAAAA avait l'autre année décerné son diplôme à une andouillette de La

Champenoise (à Jully-sur-Sarce, dans l'Aube). Peut-être l'augmentation des ventes nuit-elle à sa préparation artisanale ? En tout cas on me dit, ici et là, que la qualité n'est plus tout à fait la même. Ce n'est, espérons-le, qu'un incident passager. A noter d'ailleurs que les produits Jean Legrand (dont un honnête foie gras) ont ouvert une nouvelle boutique (11, rue Pierre-Demours, Paris-17^e).

● **A Genève.** — M. Eric Kuhne, enfant de la ville, vient de prendre la direction du Hilton (dont le restaurant Le Cygne est le meilleur de la ville).

A Genève encore, pour fêter les vingt ans de son établissement, le patron du Steak House (8, boulevard de la Tranchée) a ramené sa carte — plats et vins — aux prix de 1968 durant une semaine.

Isabelle Vichniec, ma concourse correspondante du Monde au pays de Calvin, me signale enfin que Le Transat, route de Florissant, créé par le chef Edgar Seada (du temps de l'Edgar triomphant de la rue Marbeuf), reste un restaurant de qualité encore que « boudé des critiques genevoises » (sic).

L. R.

GAGNEZ 10%

SUR VOTRE CROISIERE EPIROTIKI EN 1989

INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 28 FEVRIER

SAISON INAUGURALE DE L'ODYSSEUS

CROISIERE DES 7 MERS
14 JOURS, DU 20 MAI AU 23 OCTOBRE
vers la MER NOIRE - TURQUIE - GRECE - ITALIE
à partir de 11.340 F par personne
pré-acheminement inclus de France



EPIROTIKI
c'est également des croisières de 3, 4 et 7 jours au départ du Pirée.
Allez vite chez votre agent de voyages !

EPIROTIKI
Agent général MONDOCRUISES
5, bd des Capucines - 75002 PARIS
Tél. : 11 42 65 47 67

GASTRONOMIE

Rive droite

CHEZ PIERROT
Cuisine bourgeoise
SES PLATS DU JOUR ET POISSONS
SPECIALITES BOURGEOISES
12, rue Elzévir (2^e) - 45-04-14-41 et 45-41-41-41
F. sam. et dim.

Rive gauche

BRASILIA
SPECIALITES
USO RESERVES
7 FEVRIER : GRAND CARNIVAL
22, rue de la Harpe - Paris 5^e - Tél. 47 07 20 91

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.

LA CHAMPAGNE
La grande boutique de la cave.
Vendite de bouteilles et de champagne.
10 bis, place de Clugny - Paris 9^e
Réservation : 48-74-64-78

CHEZ HANS
La grande brasserie alsacienne.
3, place du 19-Juin-1940 - Paris 9^e
Anglais, allemands, Russes de France
Réservation : 48-48-56-42

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALESIA - PORTE D'ORLÈANS ALA BONNE TABLE 45-39-74-91 F. sam., dim. 42, r. Friant. Parking. Spéc. POISSONS. BASTILLE (OPERA) DE LA EL BOLICHE , 43, rue Faidherbe, 11 ^e . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11 ^e .	CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLMAN , 37, r. François-1 ^{er} . 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA , et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	GOBELINS ENTOTTO 45-87-88-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nordmann, 12 ^e Spécialités ethniques. LES HALLES CAVEAU F.-VILLON , 64, r. Arto-Soc. 42-36-10-92. Ses caves du XV ^e . F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F.	ODÉON INCARI , 9, r. Monsieur-le-Prince, 6 ^e . F. dim. 46-33-63-32. Rest. sud-américain. REPUBLIQUE-BASTILLE LE REPAIR DE CARTOUCHE 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du- Calvaire (11 ^e). F. sam. midi, dim.	SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS , 2, r. de Vienne, 8 ^e . 45-22-23-42. Dîner périgourdin 130 F s.e. SAINT-GERMAIN-DES-PRES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	TROCADERO P. GAILLARD , 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique. HORS PARIS AU PIED DE MOUTON , 20, r. au Pain, 78-Versailles (Halles de Ver- sailles), 39-50-33-00. Tél. J. O. L. Spéc. de FRUITS DE MER et POISSONS.
---	--	---	---	---	--

Lisbonne revisitée



loi. Des perroquets éclatants y volaient.

Cette ruine grandiose rappellerait ainsi, discrètement, l'ancienne vocation ultramarine du Portugal. On viendrait du monde entier la contempler, s'imprégner de sa leçon doucement ironique et stoïcienne. La nuit, la lune qui passerait (comme je l'ai vue faire) derrière ces entrelacs rétablirait, au fond du décor, les droits ultimes de la rigueur géométrique. Le Douanier Rousseau eût aimé y venir peindre.

OLIVIER ROLIN.

Carnet de route

● Lectures

— Les œuvres de Fernando Pessoa, né à Lisbonne en 1888, mort en 1935, et « découvert » il y a peu, sont en cours de publication, en français, aux Éditions de la Différence et chez Christian Bourgois, avec notamment chez ce dernier le *Le Livre de l'Intranquillité*, de Bernardo Soares, et les *Œuvres poétiques*, d'Alvaro de Campos, identités imaginées par Pessoa comme celles de Ricardo Reis ou Alberto Caetano.

— *La Ballade de la plage aux chiens*, José Cardoso Pires, Gallimard, 1988.

— *L'Année de la mort de Ricardo Reis*, José Saramago, Seuil, 1988.

● *Séjour*
— Hôtel Tivoli, 185, avenida de Liberdade. Tél. : 53-01-81.

— Près du Musée des Beaux-Arts, Hôtel York House, 32, rue des Janelas Verdes. Tél. : 86-24-35.

— Quelques restaurants d'où voir le Tage : luxueux, dans un très beau site, le Tajide, largo Academia das Belas Artes ; plus simple, celui du belvédère de Santa Luzia, ou, populaire, en contrebas du largo de Santa Catarina, le Marivale.

● Transport
— La compagnie nationale Tap Air Portugal dessert Lisbonne chaque jour (départ de Paris à 18 heures). Aller-retour : 5 440 F en classe économique ; tarif excursion : 1 850 F jusqu'au 31 mars, 2 155 F ensuite. Un week-end de quatre jours (départ le jeudi soir) et trois nuits à l'Hôtel Plaza (4 étoiles), par exemple, est proposé par cette compagnie (19, bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : 42-98-15-05) à 2 275 F par personne en chambre double. Vols directs à partir de Nice et de Lyon.

— Office du tourisme du Portugal, 7, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. : 47-42-55-57.

(Suite de la page 13)

Il y a quinze jours se tenait, à l'initiative de l'Association des architectes, le premier débat public depuis l'incendie sur l'avenir du quartier. Le maire, M. Abecassis, un petit homme dont la courtoisie semble être à la hauteur de la réputation, expose d'assez mauvaise grâce que, lui, il gouverne pendant que les autres pérorent. Le président de la République, Mario Soares, au premier rang du public, ne dit mot. L'architecte désigné, Siza Vieira, se caresse pensivement la barbe, on imagine qu'il préférerait être ailleurs, éviter cet encombrant patronage.

De ses propos, dits d'une voix douce, un peu lasse, il ressort que son projet sera publié en mai, et

sera soumis alors à discussion ; que toutes les façades qui peuvent être conservées le seront ; que les grands magasins du Chiado, jouxtant Grandella, seront probablement transformés en hôtel et une station de métro percée ; que la reconstruction, enfin, pourrait débiter au cours de l'été.

Contribution au débat

Peut-on se permettre de verser au débat à venir une contribution qu'il sera difficile de disqualifier comme fantaisiste ? L'ascenseur de Santa Justa (dà, une fois pour toutes, à l'ingénieur français Mesnier du Ponsard) est flanqué, d'un côté, par les ruines de l'église des

Carmes, de l'autre, par les ruines de Grandella. Voilà une conjonction intéressante.

L'église des Carmes, jamais rebâtie depuis 1755, témoigne du fameux tremblement de terre. Ses ogives découpent un puzzle de ciel bleu, jettent des ombres irrégulières sur les géants, les pierres tombales, colonnes, cippes et chemins de croix d'azulejos. Dans le transept, un saint Jean Népomucène au drapé très baroque porte un crucifix comme un violon, amoureuxment calé contre sa joue. La nef en plein vent est pleine de chats en stabulation libre. C'est un des lieux agréablement philosophiques de cette ville qui en compte tant.

L'index des vanités

De part et d'autre du pivot de fer de Santa Justa, qui formerait dans ce triptyque l'index des vanités, on trouve le repère prométhéen, deux memento mori : l'église, donc, et le grand magasin Grandella, le temple et les marchands également ruinés.

La grande cage de pierre serait conservée telle quelle (ce qui n'est donc pas en contradiction avec le programme de Siza Vieira), avec seulement des vitrages pour fermer les baies, et un toit, de verre aussi. Au milieu s'épanouirait ce taillis de luxuriantes lianes, ou algues, de fer au sein desquelles on ferait pousser (le toit transparent faisant serre) d'autres lianes, naïvement végétales celles-là, des palmiers et toutes plantes dont la courbe, la fantaisie ou la grâce seraient la

324 F.

Un week-end en Angleterre avec votre voiture.

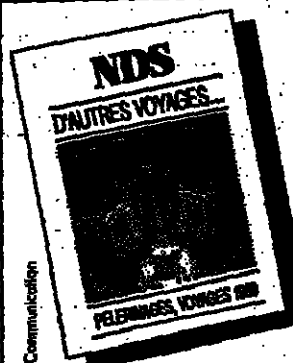
Avec Big Ben Tours, profitez de cette offre exceptionnelle : une croisière sur les car-féries géants de P&O European Ferries et une nuit d'hôtel en Angleterre (à Londres ou dans les auberges-pubs à la campagne) à partir de 324 F seulement par personne. Contactez votre agence de voyage ou Big Ben Tours. Tél. : 42.66.40.17.

Big Ben Tours
P&O European Ferries (France) S.A.

LES ILES MALDIVES

12 îles, des croisières, des extensions de séjour à Sri Lanka, Singapour et... un Inde du Sud... Une semaine à partir de... 8.555 Fr. —
Séjours plage, école détente pour hommes d'affaires...
Le spécialiste de Maldives
SUNEXPLORE
17, rue Montmartre 75009 Paris.
Téléphone : (1) 45.23.51.51.

LES ITINÉRAIRES DE NOS VOYAGES ONT PLUSIEURS MILLÉNAIRES...



Depuis 1872, N.D.S. permet à chacun de partir vers ces lieux qui ont fait, qui font les grands moments de notre foi. Vers Jérusalem ou Saint-Jacques, d'Assise à Fatima, N.D.S. fait revivre les grands pèlerinages mais aussi des moments d'exception et d'émotion : la toute des pèlerins sur le Gange (Inde : 18 jours à partir de 16 850 F par personne), ou encore le voyage éternel au pays du matin calme, la Corée, lors de la Visite du Pape Jean-Paul II.

Avec N.D.S., faire un grand voyage, réaliser un grand pèlerinage, c'est possible et vers de multiples destinations. Pour découvrir les itinéraires de nos voyages, il y a un catalogue, celui de N.D.S., demandez-le en découvrant le bon ci-après.

NDS, D'AUTRES VOYAGES

☐ Non
☐ Oui
 Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Téléphone : _____
 Désire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 89. Pour toute information supplémentaire : N° 3615 code NDS
 17, rue de Valenciennes 75001 PARIS
 Tél. : (1) 45 49 20 30

A EVIAN, 7 JOURS POUR RETROUVER SON EQUILIBRE

EQUILIBRE 7

Le forfait Equilibre 7 vous propose une remise en forme optimale dans le cadre ultra-moderne du Centre Evian Equilibre. 7 jours pour retrouver votre équilibre à Evian : un séjour de détente dans l'hôtel de votre choix et un programme complet établi avec un médecin, qui allie hydrothérapie et soins d'esthétique aux activités sportives les plus diverses : randonnée, tennis, aquagym... Evian. Le séjour de l'équilibre.

Merci de me faire parvenir une documentation sur Equilibre 7.

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 A remplir et à adresser à l'Office de Tourisme, BP 98 F, 74502 EVIAN-LES-BAINS. Tél. : 50 75 04 28

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

JEUX

échecs

N° 1318

PAUVRE
FOU

(Tournoi des hauts Fourneaux,
Wijk-aan-Zee,
janvier 1989)

Blancs : ANAND
Noirs : TZECHOVSKY
Partie espagnole

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Fd6 4. Fd3 De7 5. 0-0 Ff8 6. Ff4 Fg5 7. Ff3 Fg6 8. e3 b6 9. f3 f6 10. f4 f5 11. f5 f6 12. f6 f7 13. f7 f8 14. f8 f9 15. f9 f10 16. f10 f11 17. f11 f12 18. f12 f13 19. f13 f14 20. f14 f15 21. f15 f16 22. f16 f17 23. f17 f18 24. f18 f19 25. f19 f20 26. f20 f21 27. f21 f22 28. f22 f23 29. f23 f24 30. f24 f25 31. f25 f26 32. f26 f27 33. f27 f28 34. f28 f29 35. f29 f30 36. f30 f31 37. f31 f32 38. f32 f33 39. f33 f34 40. f34 f35 41. f35 f36 42. f36 f37 43. f37 f38 44. f38 f39 45. f39 f40 46. f40 f41 47. f41 f42 48. f42 f43 49. f43 f44 50. f44 f45 51. f45 f46 52. f46 f47 53. f47 f48 54. f48 f49 55. f49 f50 56. f50 f51 57. f51 f52 58. f52 f53 59. f53 f54 60. f54 f55 61. f55 f56 62. f56 f57 63. f57 f58 64. f58 f59 65. f59 f60 66. f60 f61 67. f61 f62 68. f62 f63 69. f63 f64 70. f64 f65 71. f65 f66 72. f66 f67 73. f67 f68 74. f68 f69 75. f69 f70 76. f70 f71 77. f71 f72 78. f72 f73 79. f73 f74 80. f74 f75 81. f75 f76 82. f76 f77 83. f77 f78 84. f78 f79 85. f79 f80 86. f80 f81 87. f81 f82 88. f82 f83 89. f83 f84 90. f84 f85 91. f85 f86 92. f86 f87 93. f87 f88 94. f88 f89 95. f89 f90 96. f90 f91 97. f91 f92 98. f92 f93 99. f93 f94 100. f94 f95 101. f95 f96 102. f96 f97 103. f97 f98 104. f98 f99 105. f99 f100 106. f100 f101 107. f101 f102 108. f102 f103 109. f103 f104 110. f104 f105 111. f105 f106 112. f106 f107 113. f107 f108 114. f108 f109 115. f109 f110 116. f110 f111 117. f111 f112 118. f112 f113 119. f113 f114 120. f114 f115 121. f115 f116 122. f116 f117 123. f117 f118 124. f118 f119 125. f119 f120 126. f120 f121 127. f121 f122 128. f122 f123 129. f123 f124 130. f124 f125 131. f125 f126 132. f126 f127 133. f127 f128 134. f128 f129 135. f129 f130 136. f130 f131 137. f131 f132 138. f132 f133 139. f133 f134 140. f134 f135 141. f135 f136 142. f136 f137 143. f137 f138 144. f138 f139 145. f139 f140 146. f140 f141 147. f141 f142 148. f142 f143 149. f143 f144 150. f144 f145 151. f145 f146 152. f146 f147 153. f147 f148 154. f148 f149 155. f149 f150 156. f150 f151 157. f151 f152 158. f152 f153 159. f153 f154 160. f154 f155 161. f155 f156 162. f156 f157 163. f157 f158 164. f158 f159 165. f159 f160 166. f160 f161 167. f161 f162 168. f162 f163 169. f163 f164 170. f164 f165 171. f165 f166 172. f166 f167 173. f167 f168 174. f168 f169 175. f169 f170 176. f170 f171 177. f171 f172 178. f172 f173 179. f173 f174 180. f174 f175 181. f175 f176 182. f176 f177 183. f177 f178 184. f178 f179 185. f179 f180 186. f180 f181 187. f181 f182 188. f182 f183 189. f183 f184 190. f184 f185 191. f185 f186 192. f186 f187 193. f187 f188 194. f188 f189 195. f189 f190 196. f190 f191 197. f191 f192 198. f192 f193 199. f193 f194 200. f194 f195 201. f195 f196 202. f196 f197 203. f197 f198 204. f198 f199 205. f199 f200 206. f200 f201 207. f201 f202 208. f202 f203 209. f203 f204 210. f204 f205 211. f205 f206 212. f206 f207 213. f207 f208 214. f208 f209 215. f209 f210 216. f210 f211 217. f211 f212 218. f212 f213 219. f213 f214 220. f214 f215 221. f215 f216 222. f216 f217 223. f217 f218 224. f218 f219 225. f219 f220 226. f220 f221 227. f221 f222 228. f222 f223 229. f223 f224 230. f224 f225 231. f225 f226 232. f226 f227 233. f227 f228 234. f228 f229 235. f229 f230 236. f230 f231 237. f231 f232 238. f232 f233 239. f233 f234 240. f234 f235 241. f235 f236 242. f236 f237 243. f237 f238 244. f238 f239 245. f239 f240 246. f240 f241 247. f241 f242 248. f242 f243 249. f243 f244 250. f244 f245 251. f245 f246 252. f246 f247 253. f247 f248 254. f248 f249 255. f249 f250 256. f250 f251 257. f251 f252 258. f252 f253 259. f253 f254 260. f254 f255 261. f255 f256 262. f256 f257 263. f257 f258 264. f258 f259 265. f259 f260 266. f260 f261 267. f261 f262 268. f262 f263 269. f263 f264 270. f264 f265 271. f265 f266 272. f266 f267 273. f267 f268 274. f268 f269 275. f269 f270 276. f270 f271 277. f271 f272 278. f272 f273 279. f273 f274 280. f274 f275 281. f275 f276 282. f276 f277 283. f277 f278 284. f278 f279 285. f279 f280 286. f280 f281 287. f281 f282 288. f282 f283 289. f283 f284 290. f284 f285 291. f285 f286 292. f286 f287 293. f287 f288 294. f288 f289 295. f289 f290 296. f290 f291 297. f291 f292 298. f292 f293 299. f293 f294 300. f294 f295 301. f295 f296 302. f296 f297 303. f297 f298 304. f298 f299 305. f299 f300 306. f300 f301 307. f301 f302 308. f302 f303 309. f303 f304 310. f304 f305 311. f305 f306 312. f306 f307 313. f307 f308 314. f308 f309 315. f309 f310 316. f310 f311 317. f311 f312 318. f312 f313 319. f313 f314 320. f314 f315 321. f315 f316 322. f316 f317 323. f317 f318 324. f318 f319 325. f319 f320 326. f320 f321 327. f321 f322 328. f322 f323 329. f323 f324 330. f324 f325 331. f325 f326 332. f326 f327 333. f327 f328 334. f328 f329 335. f329 f330 336. f330 f331 337. f331 f332 338. f332 f333 339. f333 f334 340. f334 f335 341. f335 f336 342. f336 f337 343. f337 f338 344. f338 f339 345. f339 f340 346. f340 f341 347. f341 f342 348. f342 f343 349. f343 f344 350. f344 f345 351. f345 f346 352. f346 f347 353. f347 f348 354. f348 f349 355. f349 f350 356. f350 f351 357. f351 f352 358. f352 f353 359. f353 f354 360. f354 f355 361. f355 f356 362. f356 f357 363. f357 f358 364. f358 f359 365. f359 f360 366. f360 f361 367. f361 f362 368. f362 f363 369. f363 f364 370. f364 f365 371. f365 f366 372. f366 f367 373. f367 f368 374. f368 f369 375. f369 f370 376. f370 f371 377. f371 f372 378. f372 f373 379. f373 f374 380. f374 f375 381. f375 f376 382. f376 f377 383. f377 f378 384. f378 f379 385. f379 f380 386. f380 f381 387. f381 f382 388. f382 f383 389. f383 f384 390. f384 f385 391. f385 f386 392. f386 f387 393. f387 f388 394. f388 f389 395. f389 f390 396. f390 f391 397. f391 f392 398. f392 f393 399. f393 f394 400. f394 f395 401. f395 f396 402. f396 f397 403. f397 f398 404. f398 f399 405. f399 f400 406. f400 f401 407. f401 f402 408. f402 f403 409. f403 f404 410. f404 f405 411. f405 f406 412. f406 f407 413. f407 f408 414. f408 f409 415. f409 f410 416. f410 f411 417. f411 f412 418. f412 f413 419. f413 f414 420. f414 f415 421. f415 f416 422. f416 f417 423. f417 f418 424. f418 f419 425. f419 f420 426. f420 f421 427. f421 f422 428. f422 f423 429. f423 f424 430. f424 f425 431. f425 f426 432. f426 f427 433. f427 f428 434. f428 f429 435. f429 f430 436. f430 f431 437. f431 f432 438. f432 f433 439. f433 f434 440. f434 f435 441. f435 f436 442. f436 f437 443. f437 f438 444. f438 f439 445. f439 f440 446. f440 f441 447. f441 f442 448. f442 f443 449. f443 f444 450. f444 f445 451. f445 f446 452. f446 f447 453. f447 f448 454. f448 f449 455. f449 f450 456. f450 f451 457. f451 f452 458. f452 f453 459. f453 f454 460. f454 f455 461. f455 f456 462. f456 f457 463. f457 f458 464. f458 f459 465. f459 f460 466. f460 f461 467. f461 f462 468. f462 f463 469. f463 f464 470. f464 f465 471. f465 f466 472. f466 f467 473. f467 f468 474. f468 f469 475. f469 f470 476. f470 f471 477. f471 f472 478. f472 f473 479. f473 f474 480. f474 f475 481. f475 f476 482. f476 f477 483. f477 f478 484. f478 f479 485. f479 f480 486. f480 f481 487. f481 f482 488. f482 f483 489. f483 f484 490. f484 f485 491. f485 f486 492. f486 f487 493. f487 f488 494. f488 f489 495. f489 f490 496. f490 f491 497. f491 f492 498. f492 f493 499. f493 f494 500. f494 f495 501. f495 f496 502. f496 f497 503. f497 f498 504. f498 f499 505. f499 f500 506. f500 f501 507. f501 f502 508. f502 f503 509. f503 f504 510. f504 f505 511. f505 f506 512. f506 f507 513. f507 f508 514. f508 f509 515. f509 f510 516. f510 f511 517. f511 f512 518. f512 f513 519. f513 f514 520. f514 f515 521. f515 f516 522. f516 f517 523. f517 f518 524. f518 f519 525. f519 f520 526. f520 f521 527. f521 f522 528. f522 f523 529. f523 f524 530. f524 f525 531. f525 f526 532. f526 f527 533. f527 f528 534. f528 f529 535. f529 f530 536. f530 f531 537. f531 f532 538. f532 f533 539. f533 f534 540. f534 f535 541. f535 f536 542. f536 f537 543. f537 f538 544. f538 f539 545. f539 f540 546. f540 f541 547. f541 f542 548. f542 f543 549. f543 f544 550. f544 f545 551. f545 f546 552. f546 f547 553. f547 f548 554. f548 f549 555. f549 f550 556. f550 f551 557. f551 f552 558. f552 f553 559. f553 f554 560. f554 f555 561. f555 f556 562. f556 f557 563. f557 f558 564. f558 f559 565. f559 f560 566. f560 f561 567. f561 f562 568. f562 f563 569. f563 f564 570. f564 f565 571. f565 f566 572. f566 f567 573. f567 f568 574. f568 f569 575. f569 f570 576. f570 f571 577. f571 f572 578. f572 f573 579. f573 f574 580. f574 f575 581. f575 f576 582. f576 f577 583. f577 f578 584. f578 f579 585. f579 f580 586. f580 f581 587. f581 f582 588. f582 f583 589. f583 f584 590. f584 f585 591. f585 f586 592. f586 f587 593. f587 f588 594. f588 f589 595. f589 f590 596. f590 f591 597. f591 f592 598. f592 f593 599. f593 f594 600. f594 f595 601. f595 f596 602. f596 f597 603. f597 f598 604. f598 f599 605. f599 f600 606. f600 f601 607. f601 f602 608. f602 f603 609. f603 f604 610. f604 f605 611. f605 f606 612. f606 f607 613. f607 f608 614. f608 f609 615. f609 f610 616. f610 f611 617. f611 f612 618. f612 f613 619. f613 f614 620. f614 f615 621. f615 f616 622. f616 f617 623. f617 f618 624. f618 f619 625. f619 f620 626. f620 f621 627. f621 f622 628. f622 f623 629. f623 f624 630. f624 f625 631. f625 f626 632. f626 f627 633. f627 f628 634. f628 f629 635. f629 f630 636. f630 f631 637. f631 f632 638. f632 f633 639. f633 f634 640. f634 f635 641. f635 f636 642. f636 f637 643. f637 f638 644. f638 f639 645. f639 f640 646. f640 f641 647. f641 f642 648. f642 f643 649. f643 f644 650. f644 f645 651. f645 f646 652. f646 f647 653. f647 f648 654. f648 f649 655. f649 f650 656. f650 f651 657. f651 f652 658. f652 f653 659. f653 f654 660. f654 f655 661. f655 f656 662. f656 f657 663. f657 f658 664. f658 f659 665. f659 f660 666. f660 f661 667. f661 f662 668. f662 f663 669. f663 f664 670. f664 f665 671. f665 f666 672. f666 f667 673. f667 f668 674. f668 f669 675. f669 f670 676. f670 f671 677. f671 f672 678. f672 f673 679. f673 f674 680. f674 f675 681. f675 f676 682. f676 f677 683. f677 f678 684. f678 f679 685. f679 f680 686. f680 f681 687. f681 f682 688. f682 f683 689. f683 f684 690. f684 f685 691. f685 f686 692. f686 f687 693. f687 f688 694. f688 f689 695. f689 f690 696. f690 f691 697. f691 f692 698. f692 f693 699. f693 f694 700. f694 f695 701. f695 f696 702. f696 f697 703. f697 f698 704. f698 f699 705. f699 f700 706. f700 f701 707. f701 f702 708. f702 f703 709. f703 f704 710. f704 f705 711. f705 f706 712. f706 f707 713. f707 f708 714. f708 f709 715. f709 f710 716. f710 f711 717. f711 f712 718. f712 f713 719. f713 f714 720. f714 f715 721. f715 f716 722. f716 f717 723. f717 f718 724. f718 f719 725. f719 f720 726. f720 f721 727. f721 f722 728. f722 f723 729. f723 f724 730. f724 f725 731. f725 f726 732. f726 f727 733. f727 f728 734. f728 f729 735. f729 f730 736. f730 f731 737. f731 f732 738. f732 f733 739. f733 f734 740. f734 f735 741. f735 f736 742. f736 f737 743. f737 f738 744. f738 f739 745. f739 f740 746. f740 f741 747. f741 f742 748. f742 f743 749. f743 f744 750. f744 f745 751. f745 f746 752. f746 f747 753. f747 f748 754. f748 f749 755. f749 f750 756. f750 f751 757. f751 f752 758. f752 f753 759. f753 f754 760. f754 f755 761. f755 f756 762. f756 f757 763. f757 f758 764. f758 f759 765. f759 f760 766. f760 f761 767. f761 f762 768. f762 f763 769. f763 f764 770. f764 f765 771. f765 f766 772. f766 f767 773. f767 f768 774. f768 f769 775. f769 f770 776. f770 f771 777. f771 f772 778. f772 f773 779. f773 f774 780. f774 f775 781. f775 f776 782. f776 f777 783. f777 f778 784. f778 f779 785. f779 f780 786. f780 f781 787. f781 f782 788. f782 f783 789. f783 f784 790. f784 f785 791. f785 f786 792. f786 f787 793. f787 f788 794. f788 f789 795. f789 f790 796. f790 f791 797. f791 f792 798. f792 f793 799. f793 f794 800. f794 f795 801. f795 f796 802. f796 f797 803. f797 f798 804. f798 f799 805. f799 f800 806. f800 f801 807. f801 f802 808. f802 f803 809. f803 f804 810. f804 f805 811. f805 f806 812. f806 f807 813. f807 f808 814. f808 f809 815. f809 f810 816. f810 f811 817. f811 f812 818. f812 f813 819. f813 f814 820. f814 f815 821. f815 f816 822. f816 f817 823. f817 f818 824. f818 f819 825. f819 f820 826. f820 f821 827. f821 f822 828. f822 f823 829. f823 f824 830. f824 f825 831. f825 f826 832. f826 f827 833. f827 f828 834. f828 f829 835. f829 f830 836. f830 f831 837. f831 f832 838. f832 f833 839. f833 f834 840. f834 f835 841. f835 f836 842. f836 f837 843. f837 f838 844. f838 f839 845. f839 f840 846. f840 f841 847. f841 f842 848. f842 f843 849. f843 f844 850. f844 f845 851. f845 f846 852. f846 f847 853. f847 f848 854. f848 f849 855. f849 f850 856. f850 f851 857. f851 f852 858. f852 f853 859. f853 f854 860. f854 f855 861. f855 f856 862. f856 f857 863. f857 f858 864. f858 f859 865. f859 f860 866. f860 f861 867. f861 f862 868. f862 f863 869. f863 f864 870. f864 f865 871. f865 f866 872. f866 f867 873. f867 f868 874. f868 f869 875. f869 f870 876. f870 f871 877. f871 f872 878. f872 f873 879. f873 f874 880. f874 f875 881. f875 f876 882. f876 f877 883. f877 f878 884. f878 f879 885. f879 f880 886. f880 f881 887. f881 f882 888. f882 f883 889. f883 f884 890. f884 f885 891. f885 f886 892. f886 f887 893. f887 f888 894. f888 f889 895. f889 f890 896. f890 f891 897. f891 f892 898. f892 f893 899. f893 f894 900. f894 f895 901. f895 f896 902. f896 f897 903. f897 f898 904. f898 f899 905. f899 f900 906. f900 f901 907. f901 f902 908. f902 f903 909. f903 f904 910. f904 f905 911. f905 f906 912. f906 f907 913. f907 f908 914. f908 f909 915. f909 f910 916. f910 f911 917. f911 f912 918. f912 f913 919. f913 f914 920. f914 f915 921. f915 f916 922. f916 f917 923. f917 f918 924. f918 f919 925. f919 f920 926. f920 f921 927. f921 f922 928. f922 f923 929. f923 f924 930. f924 f925 931. f925 f926 932. f926 f927 933. f927 f928 934. f928 f929 935. f929 f930 936. f930 f931 937. f931 f932 938. f932 f933 939. f933 f934 940. f934 f935 941. f935 f936 942. f936 f937 943. f937 f938 944. f938 f939 945. f939 f940 946. f940 f941 947. f941 f942 948. f942 f943 949. f9

Culture

THÉÂTRE

... Le Monde • Samedi 4 février 1989 17

« Un bon patriote » à l'Odéon

La peur de l'abandon

Histoire d'un homme trouble, espion autrichien : le colonel Redl. Istvan Szabo en a tiré un film, et, avant lui, John Osborne, une pièce de théâtre.

« C'est une histoire vraie » : juste avant que la pièce commence, nous voilà avertis. Par de grandes lettres lumineuses blanches qui s'inscrivent sur le fond noir.

Il est exact, en effet, que dans l'après-midi du 24 mai 1913, à Vienne, l'une des figures les plus en vue de l'armée impériale austro-hongroise, le colonel Alfred Redl, est convaincu d'espionnage au profit de la Russie : le soir même, trois officiers supérieurs lui apportent un revolver, et Redl se tire une balle dans la bouche.

La nouvelle bouillonne l'Autriche. Le colonel Redl était presque légendaire, parce qu'il avait atteint les états-majors sans titre de noblesse et sans fortune : l'exception absolue. Au printemps de 1913, il est chef d'état-major du 8^e corps d'armée, situation délicate car, en cas de conflit, c'est ce 8^e corps qui doit être le fer de lance de l'attaque contre la Serbie. Et Redl n'a pas quitté pour autant le poste fondamental qu'il occupe dans le renseignement et le contre-espionnage, et cela depuis 1901, depuis qu'il a séjourné dix-huit mois à Kazan, sous le prétexte de perfectionner son russe.

Le lendemain de la mort de Redl, la perquisition chez lui va faire découvrir des lettres intimes et des photographies prises en pleine action : le colonel Redl était homosexuel. En marge de ses rencontres de hasard, il était profondément attaché à un jeune et bel officier de ulans, Stephan Hronow, qu'il présentait partout comme son neveu.

Ce sont les dettes, ce sont les besoins effrayants d'argent, qui ont conduit Alfred Redl à céder au chantage des espions russes, qui comptaient les secrets et le coût de sa vie privée.

Redl n'est pas d'un physique séduisant. Il est grand et gras et large comme une ancre, il a un visage muet, sans expression, sans force de regard, visage qu'une moustache cirée et des cheveux teints, blonds, n'arrangent pas. Redl verse à son Stephan une pension de 600 couronnes, bien plus que sa solde de colonel, et il le couvre de cadeaux, par exemple une dernière médaille d'or.

L'intelligence exceptionnelle du colonel Redl, sa formidable présence d'esprit, lui permettent d'éviter tous les pièges, ceux du contre-espionnage comme ceux de sa « vie parallèle ». Mais, soudain, la catastrophe. Mai 1913 : Redl reçoit, à Prague, une lettre de Stephan : il annonce qu'il se marie. Redl perd la tête, se précipite à Vienne, se jette aux genoux de Ste-

phan, obtient de lui des promesses, puis, pour récupérer une grosse somme que lui ont expédiée ses amis russes, il commet la première imprudence de sa carrière, à la poste restante. Dix heures plus tard, dans la nuit, c'est l'arrestation des trois officiers dans sa chambre, c'est la fin.

Cette journée dramatique du 24 mai 1913 à Vienne fait indubitablement penser à celle du 30 mai 1914, à Paris et à Antibes. Ce jour-là, Proust écrit à Alfred Agostinelli. Certes n'est pas militaire, ni espion. Mais lui aussi est amoureux, il dit qu'il « adore » Agostinelli. Or Agostinelli a aban-

donné Proust, pour aller vivre dans le Midi avec sa compagne Anna, et Proust s'est ruiné pour ce jeune homme. Lui aussi a perdu la tête, il vient d'offrir à Agostinelli un avion, qui coûte 27 000 F, soit 360 000 F d'aujourd'hui, et il vient de lui offrir presque en même temps une Rolls, qui coûte, le modèle 50 HP 6 cylindres, presque le même prix que l'avion, 26 200 F. Proust, affolé, demande à son homme d'affaires de vendre sa Rolls Dutch. Mais il les a vendus déjà. Il écrit à Agostinelli, il lui demande de restituer l'avion, il oublie qu'Agostinelli a refusé cet avion, qu'il reste sur les bras de Proust. Et ce même jour du 30 mai, Agostinelli se tue, dans l'avion d'une école de vol, il se vole au large d'Antibes, et son frère vient demander à Proust les 5 000 F d'avance qu'exigent les scaphandriers de Toulon pour rechercher le corps...



La vie « parallèle » du colonel Redl

donné Proust, pour aller vivre dans le Midi avec sa compagne Anna, et Proust s'est ruiné pour ce jeune homme. Lui aussi a perdu la tête, il vient d'offrir à Agostinelli un avion, qui coûte 27 000 F, soit 360 000 F d'aujourd'hui, et il vient de lui offrir presque en même temps une Rolls, qui coûte, le modèle 50 HP 6 cylindres, presque le même prix que l'avion, 26 200 F. Proust, affolé, demande à son homme d'affaires de vendre sa Rolls Dutch. Mais il les a vendus déjà. Il écrit à Agostinelli, il lui demande de restituer l'avion, il oublie qu'Agostinelli a refusé cet avion, qu'il reste sur les bras de Proust. Et ce même jour du 30 mai, Agostinelli se tue, dans l'avion d'une école de vol, il se vole au large d'Antibes, et son frère vient demander à Proust les 5 000 F d'avance qu'exigent les scaphandriers de Toulon pour rechercher le corps...

Jean-Paul Luce, qui dirige le Théâtre des Célestins à Lyon, a mis en scène *Un bon patriote*, la pièce qu'a écrite l'Anglais John Osborne d'après la vie du colonel Redl. Luce dit qu'il écoute cette pièce « nous revivons la



La vie « parallèle » du colonel Redl

donné Proust, pour aller vivre dans le Midi avec sa compagne Anna, et Proust s'est ruiné pour ce jeune homme. Lui aussi a perdu la tête, il vient d'offrir à Agostinelli un avion, qui coûte 27 000 F, soit 360 000 F d'aujourd'hui, et il vient de lui offrir presque en même temps une Rolls, qui coûte, le modèle 50 HP 6 cylindres, presque le même prix que l'avion, 26 200 F. Proust, affolé, demande à son homme d'affaires de vendre sa Rolls Dutch. Mais il les a vendus déjà. Il écrit à Agostinelli, il lui demande de restituer l'avion, il oublie qu'Agostinelli a refusé cet avion, qu'il reste sur les bras de Proust. Et ce même jour du 30 mai, Agostinelli se tue, dans l'avion d'une école de vol, il se vole au large d'Antibes, et son frère vient demander à Proust les 5 000 F d'avance qu'exigent les scaphandriers de Toulon pour rechercher le corps...

Jean-Paul Luce, qui dirige le Théâtre des Célestins à Lyon, a mis en scène *Un bon patriote*, la pièce qu'a écrite l'Anglais John Osborne d'après la vie du colonel Redl. Luce dit qu'il écoute cette pièce « nous revivons la

décomposition de l'Empire austro-hongrois en cette fin du XIX^e siècle ».

Mais il n'est pas sûr du tout que telle a été la préoccupation d'Osborne. Sa pièce date de 1965. Et quelle histoire passionnée les Anglais, cette année-là ? L'histoire d'un espion, Kim Philby.

C'est deux ans plus tôt, le 23 janvier 1963, que Philby a subitement disparu de Beyrouth, alors qu'il était attendu à dîner chez le premier secrétaire de l'ambassade britannique. L'Angleterre allait découvrir que le fonctionnaire éminent des Foreign Affairs et de l'Intelligence Service transmettait des

après un séjour en Mésopotamie, lui avait donné l'exemple.

Et que veut donc dire Osborne, en choisissant un espion homosexuel ? Et que veut-il dire aussi en nous racontant que Redl a une mère juive — ce que les autorités autrichiennes ont toujours nié ? Vraiment, c'est assez bizarre, tout cet amalgame.

La pièce est conçue et écrite plutôt comme un scénario de cinéma : les séquences, nombreuses, éclatées, sont courtes, les situations sont brusques et, à effet, la qualité du dialogue est faible, ou, disons, secondaire. Cette œuvre médiocre de John Osborne,

« Hamlet » à Rennes

Des mots que l'on entend

La maison de la culture de Rennes a fait peau neuve.

Dans la nouvelle salle, à l'acoustique parfaite, dédiée à Jean Vilar, Pierre Debauche présente un Hamlet tout en jeunesse.

La maison de la culture à Rennes s'appelle le Grand Huit, parce qu'elle vient d'être réaménagée en huit salles de différentes grandeurs qui fonctionnent simultanément : cinéma, expositions, rock, théâtre...

C'est, dit Pierre Debauche, le Centre Pompidou de Rennes.

Pierre Debauche — qui, après des années précaires à Nanterre, avait conçu la Maison de la culture avant qu'elle devienne le Théâtre des Amateurs — est président du Grand Huit et directeur de la Comédie de l'Ouest, centre dramatique national. Il est responsable de la rénovation du bâtiment, dans la mesure où son scénographe de tous jours, Yves Le Jeune, en est l'architecte. C'est une réussite, en particulier la salle Jean-Vilar, grand volume en pente douce, avec un balcon, dont les murs graminés et les passerelles techniques portent des toiles abstraites aux couleurs sobres. Mais les fauteuils sont rouge vif.

En fait, le premier abord n'est pas attirant. On croit arriver dans l'une de ces vastes salles dites polyvalentes qui ont marqué l'architecture culturelle des années 50 et qui sont d'une redoutable froideur. Première surprise, les fauteuils sont confortables, leur espacement n'oblige pas à des contorsions pour placer ses jambes. Et surtout, dès que s'écarte le rideau, dès que commence le spectacle, le confort s'établit. Le plus étonnant, c'est l'acoustique. Dans cette salle de mille deux cents places, les voix parviennent ni assourdies ni aplaties, distinctes et chaleureuses. On avait oublié ce que c'est que d'entendre sans effort chaque mot, chaque intonation. Le travail a été élaboré par un spécialiste chinois, N. Guyen — le même qui s'occupe de l'Opéra Bastille, d'ailleurs la salle peut s'adapter au lyrique.

« En principe, dit Pierre Debauche, l'opéra est réservé au Théâtre municipal, mais des occasions de collaborer peuvent se présenter. Nous avons été nous-mêmes surpris de la perfection de l'acoustique, car nous avons répété dans l'espace vide. Dès que les fauteuils ont été installés, le miracle s'est produit. Et il a fallu encore faire des essais avec le public. Il y a eu une avant-première où nous avons demandé aux spectateurs de ne pas s'efforcer, il y aurait quelques coups de feu avant le spectacle. C'était pour tester la courbe du son... »

Une certaine gaieté

Pierre Debauche a inauguré la salle Jean-Vilar avec une nouvelle mise en scène de *Hamlet*. Il n'est quand même pas question d'y monter une pièce intimiste. Le plateau est large, pas très profond — bien qu'il ait été refait, — muni de trappes et de machineries utilisées à plusieurs reprises de façon délibérément visible, pour les apparitions et disparitions du fantôme.

Le décor est fait d'une toile sombre et de quelques pieux plantés à terre. Avec une distance de légère dérision, le spectacle joue la simplicité. *Hamlet* (Jean-Pierre Klein) est un prince jovial, qui ne rôde ni ne cherche la folie. Il est seulement mal à l'aise dans cette cour, où il n'est rien, avec cette mère (Françoise Daniell) indifférente et son nouveau mari, vaudevillesque et imbécile (Pierre-Alain Chapuis). Ce malaise, il le cache sous des gamineries exaspérées.

La mise en scène privilégie l'action, une certaine gaieté, comme si le drame n'était pas pris au sérieux, comme si la vitalité de la jeunesse, même quand elle se dilue dans la mélancolie, l'emporterait. Le parti pris est efficace. Les spectateurs réagissent au quart de tour et applaudissent longuement. De plus, ils viennent en nombre. Vingt représentations sont prévues, ce qui n'est pas mal pour une agglomération de trois cent mille habitants.

COLETTE GODARD.

★ Grand Huit, maison de la culture de Rennes (tél. : 99-30-85-88). Jusqu'au 12 février, à 20 h 30.

ATHÉNÉE LOUIS JOUVET
DERNIÈRE LE 4 FÉVRIER
Mademoiselle Julie
AUGUST STRINDBERG
MATTHIAS LANGHOFF
DERNIÈRE LE 11 FÉVRIER
Le Terrier
KAFKA
47.42.67.27 KIOSQUE PRÈS DES BOUTES
CARTES SPECTATEUR PERMANENT
100 F. 200 F. 300 F. 400 F. 500 F.
MADAME JULIE LE TERRIER
TOUTES LES ANIMATIONS DU QUARTIER

MC93 BUBIGNY
48 31 45

PATACHOU
dans
Poussières
de
Paul VECCHIALI

DERNIÈRES

« Enorme changement de dernière minute » d'après Grace Paley

Entre le conte et le café-théâtre

Quatre juives new-yorkaises se racontent des histoires de la vie. Avec un humour irrésistible, et, parfois, un peu de laisser-aller.

Romantiques, certes, mais réalistes, avec un tempérament bien trempé et une bonne dose d'humour face à l'adversité, Selena, Kitty, Hope et Ruth sont cousines de Woody Allen, juives et new-yorkaises. Leur mère, c'est Grace Paley, écrivain d'origine russe, dont certains recueils de nouvelles ont été traduits en français, ainsi *Enorme changement de dernière minute*, que Lucienne Haxion a adapté pour le théâtre.

Cette adaptation (et la mise en scène) joue — c'est une bonne idée — sur le plaisir du « il était une fois » : le plaisir du conte, qui était au commencement, et qui permet d'affronter l'ennui, ou l'angoisse. Dans une cour de brique et de broc, au pied d'un escalier en fer accolé à un immeuble, quatre femmes décident de se raconter l'histoire d'autres femmes, leurs sœurs jumelles, on le sent en filigrane. Elles cherchent le ton juste, citent en exemple Tchekhov ou Tourgueniev. Elles veulent

une histoire simple et forte. Comme celle de Rosa, une petite passante fêlée, qui préfère à un destin de solide fermière en Israël, le Valentino de la 2^e Avenue. Comme encore l'histoire de Virginia, fiancée de sa ribambelle d'enfants, que son mari régale d'un somptueux cadeau d'adieu : une pelle et une balayette. Mais on ne raconte pas Grace Paley, car elle brode au petit point — là une couleur, là un détail — des drames pudiques et drôles.

Soutenues par une discrète présence musicale et masculine (Pierre Ragui), les quatre comédiennes ont le plaisir communicatif. Elles jouent à jouer, les personnages sont interchangeables et elles endossent les rôles d'homme — mari, amant ou père — avec une gaillarde ironie. Yasmina Réza ne sait guère chanter, mais elle a un joli piquant en jeune amante ou en fils indigne. Malgré ces changements de rôle, chacune des comédiennes (Joséphine Derenne, Raphaëlle Goupilleau, Josiane Stoleru) chante sa propre musique. Leur spectacle est sympathique, mais frise souvent de trop près le café-théâtre, sauce yiddish.

ODILE QUAROT.

★ Théâtre Tristan-Bernard. Tél. : 45-22-08-40.

THÉÂTRE DE LA CITÉ UNIVERSITAIRE - LA PESSERIE 1001 - 45 89 38 65
du 3 JANVIER au 18 FÉVRIER
"John Gabriel BORKMAN"
de **Henrik IBSEN**
dir. JEAN BOLLERY
C'est hallucinant... quelque chose d'unique au théâtre. M. COURNOT.
DERNIÈRE LE 18 FÉVRIER

PETIT MARIGNY

à partir du 10 février

SYLVIE JOLY
ALEXANDRE ARBATT

THÉÂTRE A DOMICILE
d'Edward Radzinsky

LOCATION OUVERTE
42 25 20 74
48 78 75 00

Jusqu'au 19 février
THÉÂTRE 14
15 45 17
LE LIVRE DE L'INTRANQUILLITÉ
de Fernando PESSOA
Adaptation de Françoise LAYE, adaptation et mise en scène Alain BAIS, décor et lumières Yves PIERGIORGIANI
Une superbe introduction au chef-d'œuvre de Pessoa. QUOT. DE PARIS.
D'admirables fulgurances, Philippe Lodenbach excellent. FIGARO SCOPÉ.
Un spectacle rare. C'est très beau. FRANCE CULTURE

V.O. : UGC Berriz - Marianne Montparnasse - UGC Danton - Forum Horizon
UGC Lyon Bastille.
V.R. : Rex - Paramount Opéra - UGC Montparnasse - Nation - UGC Gobeline
Gaumont Alésia - UGC Convention - Les Images
PÉRIPHÉRIE : Gaumont Bercy - Gaumont Opéra - Théâtre de la Ville - Cyrano Versailles
C22. Saint-Germain - Arrel Gréol - François Engelen - Studio Vélizy - Arrel Nogent
Parleur Aubrey - Carrefour Pantin - Bouy Boussy Saint-Antoine - Studio les Ulis
Flanodes Barcelles - Arrel Corbell - Corré l'île-Adam - 4 Champs Palésieux
4 Delta La Varenne - Club Colombes - Espace Cinéma Saint-Quentin.

UN GRAND ROMAN DE PIERRE SCHOENAU
UN FILM DE JOHN MILIUS
NICK NOLTE
L'ADIEU AU ROI

هكذا من الأصل

Culture

PHOTO

Un choix de la collection du Musée d'art moderne de la Ville de Paris

L'écart constant

Bâti sur la dualité photo-peinture, un choix qui témoigne du conflit majeur qui divise la production photographique contemporaine.

En 1856, Nadar, adressant à Villermont, le directeur du *Figaro*, lui disait : « Tu as raison, il n'y a plus de photographie artistique. Il y a, en photographie comme partout, des gens qui savent voir et d'autres qui ne savent même pas regarder. »

Relevé par François Marquet, l'axiome reste juste aujourd'hui. Mais sans doute Nadar nuancerait-il son propos au vu du choix (dix-neuf artistes photographes et plasticiens) opérés par la nouvelle conservatrice du département photographique du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Laurence Bossé. Cette ponction faite dans le vivier des collections n'est pas représentative de l'ensemble des acquisitions. Celles-ci comptent, en effet, quelque 2 000 œuvres de deux cent cinquante auteurs, acquises en tenant compte de ce qui existe dans les collections nationales. Cet ensemble composite axé sur deux notions opposées, la « photographie » et le « photographique », réunit sans préférence des praticiens à l'expression classique (Catany, Rasi, Trütsch, Claude Batho), des plasticiens (Draho, Fleischer, Poupel), des tenants de la photo mise en scène (Karen Knorr, Saudet) et des Polarisés (gâtés de Poupel) (1984), ou des fictions narratives de Karen Knorr (1983).

Une frontière abolie

Modulable, hétérogène, hybride, extensible, la photographie s'affirme comme un art aux spécificités multiples. Elle tire sa richesse de la diversité de ses mises en jeu, quitte à perdre son identité à force de mêler les pratiques. « Il n'y a pas de mystère, écrit Jochen Gerz. C'est votre savoir qui vous tue. » Finalité ou simple étape, instrument d'autoréflexion ou d'analyse, elle recèle une telle diversité d'application qu'il est impossible d'établir une hiérarchie dans cet assemblage sélectif qui envisage du même œil les mannequins de Bernard Faucon et les vases macrophotographiques d'Eva Klason.

D'ailleurs, les pratiques actuelles nient les différences, alternant le « photographique » et le « pictural », semblant abolir la frontière entre photo et peinture. Pourtant, si le support est le même, un monde sépare la photographie des photographes et celle des artistes

reconnus par le marché de l'art. Se libérer des conventions, critiquer les modes de représentation, violenter le médium fut un objectif dominant des dix dernières années. Mais il ne suffit plus d'aspirer à la dimension picturale du tableau pour acquiescer à une existence sur les murs, et par là même le statut d'œuvre d'art. Les tirages peints de Louis Jammes, où figurent Di Rosa, Combas et Boisrond, si plaisants soient-ils, restent des multiples signés à cinq exemplaires. Alors que la fresque monumentale de Gilbert & George ou l'installation en polyptyque de Boltanski, même mineure, sont des œuvres uniques. Tout le problème est là. D'un côté, le multiple. De l'autre, l'unicité. Si la création brouille la limite entre les photographes « ordinaires » et les artistes, la cote se charge de retracer les frontières.

PATRICK ROEGERS.

« La photographie et le photographique », 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e, jusqu'au 26 février. Sur ce sujet, lire aussi le n° 4 de la revue *La Recherche photographique*, consacrée aux œuvres contemporaines.

MUSIQUES

Les dix ans de la Foire des instruments de Francfort

Pianos futuristes, synthétiseurs antédiluviens

Surprise à la Foire internationale des instruments de Francfort qui vient de fêter ses dix ans. L'électronique et la micro-informatique appliquées à la musique, continuent leur nette progression, en

s'octroyant près du tiers du marché global des instruments. Mais, tandis que le marché des synthétiseurs semble saturé — et plus restreint qu'on le croyait, — celui des « faux pianos » est en pleine expansion.

Cette année, pour la première fois, la vente mondiale de pianos électroniques a dépassé celle des pianos acoustiques. Un véritable symbole qui vient couronner quinze années de recherche, développement et marketing des fabricants japonais et qui touche directement le secteur déjà fragile de la facture instrumentale. Rappelons qu'en France l'industrie des pianos survit en grande partie grâce à la perfusion de l'aide publique.

Le succès rencontré par les pianos électroniques s'explique facilement. En moins de quatre ans, la technique du sampling (échantillonnage numérique) a fait de gros progrès améliorant du même coup la musicalité et les timbres des « faux » pianos. Rien d'étonnant à cela : à chaque note du clavier correspond une note mémorisée à partir d'un piano à queue du meilleur cru (Bösendorfer, Steinway, Yamaha, etc.). La réduction de la taille et des coûts des composants justifient également cet essor. Ainsi, il n'est pas rare de trouver sous le capot de ces pianos électroniques grand public une mémoire très étendue, de l'ordre de 10 mégabits. À titre de comparaison, un micro-ordinateur familial Thomson, Atari ou Amstrad possède en moyenne une mémoire interne quinze à vingt fois moins importante.

Réputés jusqu'ici plutôt médiocres, les claviers ont subi un sérieux lifting. Le toucher moou, typique de la touche plastique montée sur res-

sort, cède du terrain. Le clavier de modèle PF 1500 Yamaha (prix annoncé inférieur à 15 000 francs) met un terme à ce défaut majeur. L'ergonomie des touches, leur réglage, ont fait l'objet d'une étude très poussée. Le confort de jeu est devenu tout à fait digne du clavier d'un piano acoustique standard.

En France, les pianos électroniques sont moins de dix ans sur le marché. L'expérience menée durant trois ans dans plusieurs écoles de musique de Tokyo montre qu'il n'y a pas de différence notable dans la qualité d'interprétation entre deux groupes d'élèves, le premier apprenant à jouer sur des pianos acoustiques et le second sur des pianos électroniques. Il faut toutefois préciser que pratiquement tous les constructeurs japonais, Yamaha et Technics en tête, gèrent des écoles de musique : un réservoir de clientèle très appréciable.

Un « boom » commercial

Cette expérience, si elle se vérifie en Europe, est d'autant plus importante que les professeurs jouent souvent le rôle de conseil auprès des élèves en ce qui concerne le choix et l'achat d'un piano. Enfin, comme le soulignent tous les catalogues, l'argument imparable reste la prise casque. Travailler tranquillement chez soi, jour et nuit, sans craindre la colère des voisins, voilà qui suffit à expliquer ce « boom » commercial.

Les instruments présentés dans le cadre de la rétrospective proposée par la Musilmesse montrent comment l'histoire de la lutherie électronique est courte. Le Mini-Moog, premier synthétiseur monodique au succès commercial notoire, fait figure d'ancêtre. Pourtant il ne date que de 1971. En 1977, le Prophet V de Sequential Circuits annonçait l'ère nouvelle du synthétiseur polyphonique programmable. Douze ans plus tard, les sonorités de ces appareils dégagent un parfum furieusement rétro. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter la collection de

disques lancée par le magazine américain *Keyboards* (Soundpage Collector) regroupant les « empreintes sonores » des synthétiseurs les plus marquants de l'histoire de la musique électronique. Le cri des dinosaures, en direct !

Leaders de l'époque, les firmes américaines Moog et Sequential Circuits ont été emportées par le déferlante nipponne. La production de masse l'a emporté haut la main sur la production semi-industrielle voire artisanale des années 60 et 70. Comme l'explique fort bien l'un des responsables de la stratégie commerciale du japonais Korg (racheté en 1987 par Yamaha), le marché des instruments de musique électronique est en réalité restreint. Il se vend chaque année en France environ 5 000 synthétiseurs dans la gamme de prix comprise entre 8 000 francs et 13 000 francs. Avec environ 300 000 exemplaires vendus dans le monde en cinq ans, la série des synthétiseurs FM de la gamme DX Yamaha est considérée comme un best-seller. Des chiffres ridicules comparés au domaine de l'équipement vidéo (magnétoscopes, téléviseurs) ou de l'électronique.

Da coup, la hauteur financière des investissements nécessaires en matière de recherche et de développement paraît d'autant plus élevée. Seuls les groupes industriels les plus puissants, et possédant notamment la technique de fabrication des puces, maîtrisent le marché. Pour Yamaha, Casio, Akai, Roland, l'heure est aujourd'hui venue de récupérer la mise de fonds conséquente de ces dix dernières années et de dégager des bénéfices. La logique des spécialistes du marketing a remplacé celle des techniciens et des développeurs. Le phénomène est particulièrement sensible chez Yamaha.

Signe des temps, l'équipe de recherche de renommée internationale chargée de la branche des produits audioprofessionnels chez Yamaha est aujourd'hui pratiquement dissoute. Denis Fortier.

Les visions de l'esprit de Roland Fischer

En visitant durant plus de trois ans des monastères en Belgique et en France comme en Suisse, le photographe munichois Roland Fischer, trente et un ans, a tiré



des portraits de leurs habitants : moines et moniales, cisterciens et trappistes. En gros plan, buste ou en

piéd, tenus en respect par l'objectif qui exaspère leur présence, ces hommes et femmes retirés du monde posent, sans cérémonie, devant un fond neutre. Ils n'aspirent pas plus à sauver les apparences qu'à perdre la face. Enrobé dans les plis du vêtement, le corps devient visage et le masque du visage tend à devenir un regard. Fidèle, austère, intelligent, la tête encapuchonnée recèle une impénétrable anxiété, un zeste de malice.

D'une étrange puissance, ces portraits économes, en couleur, plus grands que nature, tirent leur vraie dimension d'avoir su concilier en une pose le don total de la personne et l'absolue négation de toute image de soi.

P. R.
★ Roland Fischer, portraits, textes de Suzanne Pagé, Laurence Bossé, Olivier Clément, éditions Paris-Musées, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 75116-Paris, jusqu'au 12 mars.
★ Et aussi, « Images critiques », Dennis Adams, Alfredo Jaz, Louis Jammes, Jeff Wall.

Communication

Création d'une chaîne à péage commune en RFA

Bertelsmann permet à Canal Plus de franchir le Rhin

Canal Plus et le premier groupe de communication mondial, l'allemand Bertelsmann, vont s'associer à parité dans une société de droit allemand pour lancer au premier trimestre de 1990 une chaîne de télévision payante en République fédérale.

Cette chaîne, dont les programmes seront du même type que ceux de Canal Plus (beaucoup de films récents, du sport et des événements, et des plages en clair acceptant la publicité si toutefois les Länder allemands donnent leur accord), représente un investissement de près de 1,5 milliard de francs. Elle vise à terme de quelques années des objectifs similaires à ceux de Canal Plus en France, c'est-à-dire environ trois millions d'abonnés, à un tarif compris entre 140 F et 170 F par mois. Les deux nouveaux partenaires sont candidats à l'attribution d'un canal de satellite français TDF 1, car la future chaîne (dont le nom n'est pas encore choisi) ne disposera pas d'émetteurs hertziens et ne sera reçue que directement du satellite ou via les réseaux câblés, qui fort heureusement pour le projet se développent à bonne vitesse en RFA où ils approchent cinq millions d'abonnés.

La future chaîne cryptée utilisera uniquement la norme de transmission D2 MAC Paquet, et sa progression sera donc tributaire de l'équipement des foyers. Les décodeurs dont la chaîne émettra ses abonnés seront toutefois adaptés à la réception d'autres chaînes payantes, avec une gestion par carte à mémoire.

L'alliance entre les deux groupes sur ce projet est importante à la fois pour le marché allemand et pour la géographie des médias européens. Le marché allemand de la télévision a des perspectives de croissance très importantes, avec des investissements publicitaires encore faibles sur ce média, un fort pouvoir d'achat et encore aucune chaîne payante si ce n'est Téléclub, limitée à quelques régions.

Deux grands groupes de communication se disputent la maîtrise des chaînes privées : Bertelsmann, allié à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) au sein de la chaîne généraliste RTL Plus, et le groupe Kirch, principal actionnaire de l'autre chaîne privée, Sat Eins. On croyait Kirch incontournable en matière de droits de films germano-phoones, détenteur de base d'une chaîne

payante. L'alliance entre Canal Plus et Bertelsmann veut faire la preuve qu'il n'en est rien et qu'elle pourra s'aligner directement auprès des producteurs, notamment les majors américaines.

Quant au marché européen, il commence à se structurer avec la multiplication des alliances : TF1 se négocie-t-elle pas un accord avec Kirch pour une filiale de production ? Alors qu'à travers de Canal Plus, Bertelsmann tisse un lien indirect de plus avec Havas (qui est aussi actionnaire de la CLT et de la CEP, donc du Groupe de la Cité).

Les deux nouveaux partenaires sont des entreprises prospères. Avec ses deux millions et demi d'abonnés fidèles, Canal Plus devrait afficher en 1988 un résultat net de 600 millions de francs pour un chiffre d'affaires dépassant 4,3 milliards de francs. De son côté, le plus que centenaire Bertelsmann pèse dix fois plus, avec des activités très diversifiées. Editeur, imprimeur, gérant de clubs de livres et de disques, magnat d'émetteurs hertziens et ne sera pas en reste dans le monde de la télévision. Le groupe Bertelsmann a réalisé en 1987/1988 environ 38,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et engrangé 1,2 milliard de francs de bénéfices, en ayant digéré plus vite que prévu ses importantes acquisitions américaines des années précédentes, notamment RCA Records et l'éditeur Doubleday. Pour l'instant, l'activité de Bertelsmann est d'abord centrée sur l'écrit. Mais le groupe s'intéresse activement aux nouveaux médias, du vidéodisque aux banques de données, et maintenant au satellite (RTL Plus devrait trouver place sur le satellite allemand TV Sat 2). Solidement implanté en RFA et aux Etats-Unis, Bertelsmann n'est pas non plus un inconnu en France. Il y détient, à parité avec le Groupe de la Cité, le premier club de livres France Loisirs et ses quatre millions d'adhérents. Quant à la filiale Prisma Presse, elle a placé en quelques années ses magazines (*Femme actuelle*, *Prima*, *Télé Loisirs*) dans le peloton de tête des gros tirages.

Canal Plus, qui cherche depuis longtemps un débouché outre-Rhin pour exporter son savoir-faire, ne pouvait guère rêver plus beau mariage. Et cela au moment où la chaîne de M. Rousset finalise son implantation en Belgique, là encore avec des partenaires locaux.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Mme Tasca et les nominations des PDG de l'audiovisuel

« Le gouvernement n'a pas à intervenir sur les nominations, mais sur le sens des nominations », à la tête des entreprises audiovisuelles, a déclaré, jeudi 2 février sur France-Inter, Mme Tasca, ministre déléguée chargée de la communication. Affirmant qu'elle n'interviendrait pas dans la nomination du PDG de Radio-France à laquelle doit procéder le CSA d'ici une quinzaine de jours, « en tout cas pas souverainement », Mme Tasca s'est dit opposant « prête à donner son avis » sur la mission d'une grande maison comme Radio-France, « ce qui, a-

tel précisée, revient à définir un peu un profil ».

Concernant les PDG des autres chaînes publiques, Mme Tasca a estimé que, étant en place, « il leur appartient de savoir s'ils méritent leur mandat jusqu'au bout ». Elle s'est d'ailleurs exprimée sur le service public : « Si l'on condamne une chaîne publique à s'aligner, en termes d'audience, sur une chaîne privée, elle est condamnée à une programmation sensiblement comparable. Il faut diminuer la part relative du financement publicitaire (...), trouver pour le secteur public des ressources d'un type nouveau ».

RFO va diffuser le journal d'A 2 dans les DOM

A partir du 3 avril, Radio-France outre-mer (RFO) devrait diffuser sur son deuxième canal dans les DOM le journal du soir d'Antenne 2, reçu par satellite comme le sont déjà une partie des programmes de la deuxième chaîne. Les horaires ne sont pas encore fixés pour tenir compte du décalage, mais les habitants des DOM auront ainsi accès directement à l'information fabriquée par la chaîne de métropole.

La plupart des syndicats de RFO et beaucoup d'élus locaux des DOM demandaient cette mesure depuis longtemps. Le dernier comité d'entreprise réuni les 26 et 27 janvier a donc décidé de leur donner raison, la direction ayant pourtant longtemps refusé cette diffusion au nom d'arguments budgétaires.

Le même comité central d'entreprise a aussi décidé l'adaptation des actuels journaux régionaux et nationaux (ces derniers confectionnés à Paris, ce qui est une autre pomme de discorde au sein de RFO), et a approuvé le financement d'une nouvelle maison de la radiodiffusion à Tahiti.

Ces mesures ne calment guère les tensions à l'intérieur de RFO. Depuis juin dernier, tous les syndicats à l'exception de FO et de la CFDT refusent de signer avec le PDG M. Jean-Claude Michaud, et réclament son départ.

TF1 arrête ses émissions de nuit

TF1 a décidé de fermer son antenne la nuit à partir de la fin février. Les émissions s'arrêteront désormais vers 1 h 30 (2 heures le week-end) pour reprendre à 6 heures du matin. Cette initiative fait suite au jugement du Conseil d'Etat, qui avait enjoint à la chaîne de ne plus concentrer ses émissions d'œuvres françaises pendant les heures nocturnes de faible écoute.

Pour respecter ses obligations, TF1 va aussi supprimer certaines séries américaines et les remplacer par des œuvres françaises. M. Etienne Mougeotte s'est engagé à « franciser » les émissions pour enfants au cours desquelles ne devrait être diffusé qu'un seul programme américain, le « Disney Parade », disparu il y a quelques mois des écrans de FR 3. La production de fictions françaises et l'achat de programmes en provenance de la Communauté européenne seront « accélérés ».

M. Mougeotte a souligné que ces modifications vont « créer des charges supplémentaires lourdes ». TF1, qui fait état de « contacts informels mais amicaux » avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel, va étudier avec les neuf « sages » des « délais progressifs » pour se mettre en conformité avec ses obligations et « un élargissement de la définition restrictive des œuvres françaises ».

DERNIERE DIMANCHE 5 FEVRIER 16 H
LES MOMENTS HEUREUX
PURE REVOLUTION
MISE EN SCENE CATHERINE DASTÉ
TEXTE ET MUSIQUE MICHEL PUIG
RESERVATIONS 46.72.37.43
COMPAGNIE CATHERINE DASTÉ

Rendez-vous CRETEIL
Jusqu'au 15 février
GRANDE SALLE
MOLIERE / MARCEL MARECHAL
L'ECOLE DES FEMMES
UN SPECTACLE DU THEATRE NATIONAL DE MARSEILLE
PETITE SALLE
ESCHYLE / THEATRE DE LA BALANCE
PROMETHEE ENCHAINE CREATION
48.99.18.88

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

6 février

12 h 45

Gérard Poulet, (violin)

Bach, Bartok, Paganini

18 h 30

Jean-Pierre Wallez présente

Laurence Kayaleh, 13 ans, (violin)

Saint-Saëns, Ravel, Wieniawski...

20 h 30

Récital

Stephen Bishop-Kovacevich, (piano)

Beethoven, Chopin, Schumann

Renseignements 40.28.28.00

Dimanche 5 février

TF 1

M 6

FRANCE-CULTURE**FRANCE-MUSIQUE**

TF 1

A 2

boucle blanche, avec Jeremy Brett. Une pièce précluse d'une grande beauté a été volée à sa propriétaire, la comtesse de Mécène, 15 rue de la Flèche à Paris, 75008. Elle a été volée le 23.03.93. Documentaire : Au cœur du dragon, 5 Juges de Peter Montagna. En Chaise le bal du système legal n'est pas tant de punir que de rechercher à rétablir l'harmonie sociale. 19.03.93. Documentaire : 21.03.93. Magazine : Océanique, De Pierre-Albert Boutang et Dominique Rabourdin. L'actualité culturelle. 22.03.93. Journaux et téléfilms. 23.03.93. Journaux et téléfilms. 24.03.93. Journaux et téléfilms. Film : Le cas de Marcel Pagnol (1934). Avec Jean Darnas, Fernandel, André, Jean Servais (N.). La fille d'un fermier de Provence est séduite par un voyageur. Elle se livre à une liaison avec lui, la vole et l'oublie à se prosterner. La suite va le chercher et la romène, avec un bébé. Le père, transgressé par son roman de Jean Giono, ce film est typiquement psychologique par son atmosphère provocante, son aspect de mélodrame vécu, ses moments de grande émotion. Avec le Concerto Krumpholtz.

CANAL PLUS

En clair, 9h. 7.50. 7.00 Top Ten. Présenté par Marc Tesson. 7.50 Cabaret cadin. Follmards. Les enfants de la liberté. Comte Mordicus. Trip trans. 9.10 Cinéma : Huit les flingues = Film américain de Richard Benjamin (1994). Avec Clint Eastwood, Burt Reynolds, John Goodman, Alexander D'Amico. 10.45 Cinéma : A-revoir les enfants 1987 = Film français de Louis Malle (1987). Avec Gaspard Manesse, Raphaël Fejtó, Francine Racette. En clair 9h. 14.00. 12.30 Série : Max Headroom. 15.00 Flash d'Informations. 15.30 Les 1000 mots. 16.00. Présenté par Michel Dunoit. Invité : Michel Berger. 14.00 Téléfilm : Le caméarier hollywoodien. De Stuart Margolin, avec James Garner, John Lithgow. 15.30 Magazine : Exploits.

[illegible]

M-6

14.00 Drame musical : *Clap d'Assaut* - 19.00
Jeu. 9.00 Jeu : *Clap adécinace*.
11.00 Revueux quand vous voulez.
Invité : Jean-François Revel.
11.55 Informations. 12.00 L'heure
de l'été. 12.10 L'été. 12.15 L'été.
Zine : Chit 6. 12.30 Série : La police
muson dans la pratique. 13.20 Théâtre.
Le bagneur. Un boccour. 14.35 Témis
film : L'agenda secret. Il contient
des secrets. 14.45 L'été. 14.55 L'été.
film. 14.55 Série : Hic, hic, hic, hura
16.35 Magazine : Ombes de choc.
Thème : Le business de la mort.
17.30 Magazine : Le glaive et la
18.00 L'été. L'affaire : Bellow.
18.00 Informations. M 6.
18.05 Série : Brigade de mort.
19.00 Série : Exploz mort. 19.55 Série :
membres d'information. 20.00 Série :
Caddy show.
20.00 Informations. 20.00 Informations.
O. Film américain de Jack
Lee Thompson (1983). Avec Charles
Bronson, Theresa Saldana. Un chier
sueur à gages reprend du service pour
attrape un terroriste arabe qu'on
offre au président.
20.10 Informations. 20.10 Informations.
latine. Et voilà Bronson, après
ses aventures de justicier solitaire,
au service des puissances occultes.
L'empêche pas la mise en spectacle de
la violence des cinéastes.
20.15 Informations. 20.15 Informations.
(rediff.). 22.00 Série : Ou se déplace
des riv. 22.30 Film : Les Hauts de
22.30 Informations. 22.30 Informations.
22.30 Informations. 22.30 Informations.
Marie Oboron. David Niven (N 1).
L'amour fus et désespéré de la fille
d'un propriétaire terrien anglais et d'un
bohémien farouche, qui se venge de ses
humiliations. Adaptation très anar
de la pièce de Shaw.
22.45 Informations. 22.45 Informations.
roman d'Emily Brontë, dont on a
retrouvé, ici, les péripéties mais pas
l'atmosphère de violence passionnelle
qui distingue l'original.
Oboron n'est pas le seul à être
court. Laurence Olivier reste un inou-
table Heathcliff. 0.15 Revueux quand
vous voulez (rediff.). 1.10 Musique
2.10 Informations. 2.10 Informations.
Malventure (5e épisode). 2.10 Épisode.
2.10 Informations. 2.10 Informations.
2.25 Destination saint (rediff.).
3.15 Variétés : Caroline F.M.
4.10 Informations. 4.10 Informations.
4.30 Variétés : Caroline F.M.
4.55 Malventure (rediff.). 5.05 Anime.
Jeu après jeu (rediff.). 5.20 Polky on
Espagnol (rediff.). 5.45 Musique : Bou-
des des chers.

100

IAE

FR 3

7.00 Mazinez : Sports 3 (rediff.).
7.30 Annez : Petit ours brun ; (rediff.).
8.00 Mazinez : Lucky Luke ; Rocco et ses amis.
Emission proposée par : FASATARAA
10.30 Mazinez : La Latifaire
(rediff.)
11.00 Mazinez : L'été des héros
(rediff.)
12.57 Flash d'actualité France 3
Mazinez : Les 60 ans de la France
Mazinez : 13.39 Sports-Châssis
Tennis : Coupe Davis, en direct de Tj
Aviv. La transmission des matchs
pourra se prolonger jusqu'à 19 heures.
18.00 Documentaire : Les secrets du monde
L'écrit documentaire : Mazinez
18.30 Mazinez : Les secrets du monde
18.40 Mazinez : Les secrets du monde
19.00 Mazinez : Les secrets du monde

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	Score
19h-20h	77,4	5,2
20h-21h	77,4	5,2
21h-22h	77,4	5,2
22h-23h	77,4	5,2
23h-24h	77,4	5,2
24h-01h	77,4	5,2
01h-02h	77,4	5,2
02h-03h	77,4	5,2
03h-04h	77,4	5,2
04h-05h	77,4	5,2
05h-06h	77,4	5,2
06h-07h	77,4	5,2
07h-08h	77,4	5,2
08h-09h	77,4	5,2
09h-10h	77,4	5,2
10h-11h	77,4	5,2
11h-12h	77,4	5,2
12h-13h	77,4	5,2
13h-14h	77,4	5,2
14h-15h	77,4	5,2
15h-16h	77,4	5,2
16h-17h	77,4	5,2
17h-18h	77,4	5,2
18h-19h	77,4	5,2
19h-20h	77,4	5,2
20h-21h	77,4	5,2
21h-22h	77,4	5,2
22h-23h	77,4	5,2
23h-24h	77,4	5,2
24h-01h	77,4	5,2
01h-02h	77,4	5,2
02h-03h	77,4	5,2
03h-04h	77,4	5,2
04h-05h	77,4	5,2
05h-06h	77,4	5,2
06h-07h	77,4	5,2
07h-08h	77,4	5,2
08h-09h	77,4	5,2
09h-10h	77,4	5,2
10h-11h	77,4	5,2
11h-12h	77,4	5,2
12h-13h	77,4	5,2
13h-14h	77,4	5,2
14h-15h	77,4	5,2
15h-16h	77,4	5,2
16h-17h	77,4	5,2
17h-18h	77,4	5,2
18h-19h	77,4	5,2
19h-20h	77,4	5,2
20h-21h	77,4	5,2
21h-22h	77,4	5,2
22h-23h	77,4	5,2
23h-24h	77,4	5,2
24h-01h	77,4	5,2
01h-02h	77,4	5,2
02h-03h	77,4	5,2
03h-04h	77,4	5,2
04h-05h	77,4	5,2
05h-06h	77,4	5,2
06h-07h	77,4	5,2
07h-08h	77,4	5,2
08h-09h	77,4	5,2
09h-10h	77,4	5,2
10h-11h	77,4	5,2
11h-12h	77,4	5,2
12h-13h	77,4	5,2
13h-14h	77,4	5,2
14h-15h	77,4	5,2
15h-16h	77,4	5,2
16h-17h	77,4	5,2
17h-18h	77,4	5,2
18h-19h	77,4	5,2
19h-20h	77,4	5,2
20h-21h	77,4	5,2
21h-22h	77,4	5,2
22h-23h	77,4	5,2
23h-24h	77,4	5,2
24h-01h	77,4	5,2
01h-02h	77,4	5,2
02h-03h	77,4	5,2
03h-04h	77,4	5,2
04h-05h	77,4	5,2
05h-06h	77,4	5,2
06h-07h	77,4	5,2
07h-08h	77,4	5,2
08h-09h	77,4	5,2
09h-10h	77,4	5,2
10h-11h	77,4	5,2
11h-12h	77,4	5,2
12h-13h	77,4	5,2
13h-14h	77,4	5,2
14h-15h	77,4	5,2
15h-16h	77,4	5,2
16h-17h	77,4	5,2
17h-18h	77,4	5,2
18h-19h	77,4	5,2
19h-20h	77,4	5,2
20h-21h	77,4	5,2
21h-22h	77,4	5,2
22h-23h	77,4	5,2
23h-24h	77,4	5,2
24h-01h	77,4	5,2
01h-02h	77,4	5,2
02h-03h		

[illegible]

19 h 45	58.9	19 h 45
20 h 16	59.0	20 h 16
20 h 55	70.5	20 h 55
22 h 5	57.3	22 h 5
22 h 44	34.3	22 h 44

639

11.00 *Desert Animals*. 7.30 Les aventures du petit koala. 8.05 *Vances* et l'océan des rêves. 8.30 Le singe du 02. 8.55 *Charlotte*. 9.20 *Dans les Alpes avec Amélie*. 9.45 *Le Sésame*. 10.10 *Le monde des animaux*. 11.15 *La nuit*. 12.00 *Série*. 12.30 *La bête* (rediff.). 13.00 *Journal*. 13.25 *Téléfilm*. Et qu'ils d'indices. De William Hall. avec Robert Mitchum, Angie Dickinson. *Pour retrouver une femme disparue de façon mystérieuse*. 14.00 *Journal*. 14.30 *Mémoire dans une nuit*. De R. J. O'Connell. 15.00 *S. Collins*. V. Garcia. 16.00 *Magazine*. 16.30 *Ciné*. C. C. 16.50 *Magazine*. 17.00 *match*. 17.55 *Série*. *Construction* pub. 18.55 *Journal* images. 19.00 *Série*. 200 dollars plus les frais. 20.00 *Journal*. 20.30 *Le film* dans le *Styler*.

février 1989 (BAROMÈTRE)			
193 000 foyers			
A1	A2	FR3	C
Barbès	Actual. région.	Actual. région.	

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Fragments Roger Blin.
22.35 Musique : Le concert. Jazz bravao. Duo Eric Watson, piano et John Lindbergh, contrebasse ; quintette du pianiste Mal Waldron. 0.95 Châir de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

29-30 Concert (donné les 29 et 30 mai 1988 à Hambourg) : Symphonie n° 8 en si mineur D 759 de Schubert; Symphonie n° 9 en ré mineur de Bruckner par l'Orchestre symphonique de la Norddeutsche Rundfunk de Hambourg, dir. Gunter Wand. 23.05 *Climata*. Musiques traditionnelles. 0.38 Archives dans la nuit. Hommage à Pedro de Freitas-Bravo.

GLOBE
DE FÉVRIER
INTÉGRÉE:
VOYAGE AU BOUT
DE L'ENFER.

► **20.40 Variétés : Champs-Élysées.**
Emission présentée par Michel Drucker.
Avec la troupe de Sturmanja et Michel
Berger, Véronique Sanson, Karoline
Kruker et Caméleon, Niagara, les Ariosto-
scènes, Laurent Maillane, Christophe
Malavoy, le Ballet national d'Espagne,
Rolando, Luiz Antonio, les Éolides,
Patrick Adler, des élèves du Conserva-
toire national de la région de Lyon.
20.45 **Série : Mathématiques de nuit.** L'entre-
preur, 21.15 **Skl.** Châmpignon du
boudoir, 21.35 **Le 200 Journal** et
Météo, 23.35 **Magazine : Lettres**
nocturnes, 23.45 **Magazine.**

Audience TV du 2 février 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience Instantanée, France entière 1 point = 183 000 foyers							
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	55,1	Stevie-Nobbers 23,4	Accusé, région. 8,0	Accusé, région. 13,6	Top 50 3,8	2 fois à Miami 2,8	Rouge paradis 2,8
19 h 45	58,9	Rouge torride 32,9	Tel père tel fils 6,1	10-20 late 6,1	Nulle part 4,4	2 fois à Miami 3,7	Rouge paradis 3,1
20 h 16	68,0	Journal 28,1	Journal 17,3	La classe 11,2	Nulle part 2,2	Journal 4,9	Conky show 5,4
20 h 55	70,5	Maître Paruchette 20,3	OSI 117 24,1	Femmes d'aff. 8,4	Y a-t-on 1,1	Le son, symbol 11,0	Ce va être moi 6,0
22 h 5	57,3	Séances de 22 h 5,9	OSI 117 27,0	Femmes d'aff. 8,5	Flash 0,2	Chôlé 6 11,2	Hommes de fer 4,1
22 h 44	34,3	Membre Atticus 6,2	Edic. spéciale 8,9	Carantiques 4,1	Kaliber 0,3	Biffes 12,4	Hommes de fer 3,0

هكذا من الأصل

Économie

Les réactions aux enquêtes sur les délits d'initiés

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Les arguments de M. Pellerin contestés par M. Pébereau

L'ouverture d'une enquête sur l'affaire de la Société générale, décidée par le collège de la Commission des opérations de Bourse mercredi 1^{er} février, a été accueillie avec une vive satisfaction apparente par tous les acteurs de la bataille de l'automne dernier, mais elle a, en même temps, provoqué une véritable zizanie entre eux, avec, jeudi 2 février, le début d'une guerre de communiqués. Les semaines à venir vont encore être animées dans les milieux financiers et politiques.

Après M. Pierre Bérégovoy, la Société générale et la Caisse des dépôts, M. Georges Pébereau, le président de Marceau Investissements et l'organisateur du raid sur la banque, s'est, à son tour, «*félicité*» de la décision de la COB. Dans un communiqué publié jeudi 2 février en début d'après-midi par la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP) — son arme dans l'offensive sur le capital de la Générale. — M. Pébereau a précisé que «*durant la période*

d'une somme de 110 millions de francs à une société constituée dans ce dessein (Camélia), l'achat direct de titres de la Société générale à hauteur de 90 millions. «*L'accord définitif a été scellé le 29 septembre 1988, il était immédiatement exécutoire*», précise M. Pellerin. Lorsque, à l'occasion d'une rencontre avec l'un des dirigeants de la Société générale, le 7 novembre, le promoteur s'est aperçu que l'initiative de Marceau était considérée comme inamicale par la banque, il a décidé de remettre sur le marché l'intégralité des trente-trois mille titres qu'il avait achetés. Vendus au cours de 543 F — ils avaient été acquis à un cours s'échelonnant entre 448 F et 471 F. — M. Pellerin a réalisé personnellement une plus-value de près de 3 millions de francs.

La défense de M. Pellerin a été immédiatement contestée. La Société générale a publié un communiqué indiquant qu'elle «*ignorait jusqu'à ce jour que M. Pelle-*

L'homme de la Défense

M. Christian Pellerin, c'est l'homme de la Défense. Il y a cru dans les années 70 quand personne n'y croyait plus. Et il continue d'y croire. Elle a fait sa fortune, et elle lui a permis de vivre, avant quarante ans, une aventure unique, dont il ne peut espérer retrouver un jour, ailleurs, l'équivalent. Promoteur immobilier, bâtisseur, il se veut avant tout homme de marketing. Il est le fondateur et le responsable d'un groupe, San-Seer (devenu filiale de la Compagnie générale des eaux) qui «*pèse*» 8 milliards de francs, et dont il possède environ 20 %.

Il est né près de Dourdan, en mai 1944, le jour du bombardement de la gare de Dourdan. Fils d'un petit entrepreneur qui vendait des chariots élévateurs, il a fait ses études secondaires à Saint-Jean-de-Passy, et, dans la foulée, l'ESSEC. Il a commencé sa vie professionnelle dans la promotion immobilière, avec un intérêt particulier pour la finance.

À la fin de 1970, il crée sa propre entreprise, qui fusionnera très vite avec la SERI, qui bâtit une centaine de logements par an. C'est l'époque de l'explosion immobilière, et il construit à tout va, des logements, du social, du privé, du collectif, des maisons individuelles, mais aussi des bureaux, de plus en plus sophistiqués. Initiateur de la relance de la Défense, il y construira plus de tiers des surfaces du site, soit 850 000 m² de bureaux. Il se lance aussi, avec ACCOR, dans la restructuration du CNIT, toujours à la Défense, conquis de haute lutte après une OPA mouvementée.

Il croit aux bureaux intelligents dotés des outils technologiques les plus performants et voudrait



vérité », et n'a pas boudé comme tant d'autres les allées du pouvoir socialiste, de 1981 à 1983. On le présente comme un ami de M. Roger-Patrice Pelat, qu'il aurait rencontré chez M. Pierre Bérégovoy, le mois dernier.

Grand, massif, il traverse la vie du pas bien assuré d'un homme qui a fait sa propre fortune et à qui, jusqu'ici, tout a réussi.

JOSÉE DOYÈRE.

d'août à novembre 1988 », alors que «*plus de 40 % du capital de la Société générale a fait l'objet de transactions*... » 75 % des transactions ont été effectuées par d'autres opérateurs que la SIGP qui attend beaucoup de l'enquête de la COB, seule capable de révéler l'identité de ces acheteurs et des vendeurs.

La journée de jeudi 2 février a néanmoins été marquée essentiellement par la révélation d'une visite, en début de semaine, des inspecteurs de la COB auprès de M. Christian Pellerin, promoteur immobilier, PDG de la San-Seer, associé à M. Pébereau dans le raid sur la banque (le Monde du 3 février). L'attitude de M. Pellerin dans l'affaire serait l'un des «*éléments nouveaux* » qui auraient amené la COB à engager une enquête. On ne sait pas qui a mis la COB sur cette piste...

Jeudi après-midi, M. Pellerin a indiqué, dans un communiqué, quelle serait sa défense. Sollicité par M. Pébereau dès l'été 1988, il a accepté de s'engager dans l'opération à travers deux formes d'intervention distinctes : l'appor-

rin ait détenu directement des actions Société générale », ajoutant qu'elle n'a été informée d'aucun moment par M. Pellerin ni de l'achat ni de la vente de ces titres.

De son côté, M. Georges Pébereau a convoqué, en fin d'après-midi, un conseil d'administration exceptionnel de la SIGP. Publié à l'issue de ce conseil, un communiqué indique que «*ni la SIGP ni son président n'ont été informés des intentions d'achats et de ventes personnelles de M. Pellerin, non plus que des opérations qu'il a réalisées* ». M. Pébereau avait, à plusieurs reprises, déclaré qu'aucun de ses alliés n'avait acheté d'actions de la Société générale à titre personnel. Le conseil de la SIGP s'est enfin déclaré «*choqué* » par le comportement de M. Pellerin qui «*agit en contradiction avec la solidarité qui s'imposait aux associés du groupe SIGP* ». Selon de nombreux observateurs, l'enquête de la COB pourrait, de nouveau, «*choquer* » le conseil prochainement.

ERIK IZRAELWICZ.

(Suite de la première page.)

Je suis «*chargé* » alors que je suis très tranquille sur la solidité de mon dossier. Et je suis heureux d'avoir maintenant la possibilité de m'expliquer dans un cadre judiciaire. Parce que, quand même, faire parler séparément trois personnes sur le même sujet, dont certaines pendant neuf heures d'affilée, cela se discute ; ils n'étaient pas entraînés pour ça ! Il faut dire aussi que, lors de ma première audition, j'étais encore un peu dans les «*vaps* », je sortais de mon opération. A tel point que je me suis trompé sur ma date de sortie de l'hôpital américain... Et puis, n'étant pas initié, je ne voyais pas ce qu'il y avait de dramatique là-dedans.

Et les autres acheteurs, étaient-ils initiés selon vous ?

Je n'en sais rien, mais il y a eu certainement des initiés hors de France.

Comment expliquez-vous l'acharnement de la COB contre vous ?

Moi, je suis très comode. J'ai un nom suffisamment médiatique, parce que marqué politiquement. Et malheureusement, je suis aussi celui qui a acheté le plus d'actions en France.

Depuis quand êtes-vous militant socialiste ?

Depuis 1930. Avec des cotisations à jour. Remarque, par moment, je suis allé ailleurs, en Espagne, chez les trotskistes, au PSU. Maintenant, je suis au PS et je n'en ai pas honte. Mais je ne suis pas un dirigeant ou, comme on dit, un familier de l'Elysée. Ça ne m'a jamais intéressé. J'ai mes idées, je me bats à l'occasion pour elle. Et je suis reconnaissant à Mitterrand d'avoir fait ce qu'il a fait pour le PS.

Comment réagissez-vous quand certains proches du pouvoir affirment qu'aucun socialiste n'est «*mouillé* » dans l'affaire Pechiney ?

Je ne le prends pas pour moi : je ne suis pas mouillé.

« Faire surgir l'argent du néant »

On a cependant l'impression que certains prennent leurs distances à votre égard...

C'est dans ces occasions qu'on retrouve ses vrais amis.

Qui ?

Je ne vous le dirai pas, mais je tiens la liste à jour.

Vous sentez-vous lâché ?

Non. De toute façon, je n'ai rien à demander à mes amis politiques, aucun soutien, aucun appui. Je suis capable de me défendre tout seul.

André Essel, votre ancien associé à la FNAC, pense pourtant que vous avez «*certainement* » accepté de porter le chapeau pour d'autres gens...

Vous ne trouvez pas que c'est sympathique qu'un ami dise

MM. Chirac et Giscard d'Estaing se saisissent des « affaires »

Les délégations du RPR et de l'UDF conduites par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, réunies vendredi 3 février à l'Assemblée nationale, ont décidé de demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire pour examiner «*les conditions dans lesquelles se sont déroulées les acquisitions et les cessions d'entreprises publiques depuis les lois de nationalisation de 1982* ». Ils ont insisté pour dire que le domaine de cette enquête devrait comprendre aussi bien les décisions prises par le gouvernement Mauroy que les modalités des nationalisations, ainsi que les décisions de privatisation prises par le gouvernement Chirac.

Les deux délégations ont jugé également «*indispensable* » que les enquêtes administratives, douanières et fiscales qui auraient dû être ouvertes depuis plusieurs semaines soient menées rapidement à bien, que leurs conclusions soient rendues publiques ainsi que les sanctions prises et que la justice puisse faire toute la lumière sur ces affaires. Ce souhait vise «*l'évolution des affaires de la Société générale et de Pechiney* ».

PECHINEY

Un entretien avec M. Thérét

ça dans le contexte actuel ? Qu'est-ce qu'il en sait ? Je lui ai écrit pour lui dire ce que je pensais de son attitude «*amicale* ».

Qu'est-ce qui fait courir le militant Thérét ? L'enrichissement personnel ?

Ce n'est jamais l'argent qui m'a motivé, c'est pas lui qui me fait courir. Je ne pleure pas sur mon cas, j'ai toujours bien vécu. Cela dit, je n'ai pas besoin d'un appartement dans les beaux quartiers. Je vis bien, à ma façon, car j'ai eu la chance de gagner facilement de l'argent. Je peux le dire maintenant qu'il y a prescription : dans les années 30, comme l'a d'ailleurs écrit mon vieux complice Fred Zeller, j'étais l'homme qui faisait surgir l'argent du néant quand il s'agissait de payer l'imprimeur !

Seulement dans les années 30 ? N'êtes-vous pas, aujourd'hui, l'un des financiers du PS ?

Quand il s'est agi, dans des moments difficiles, d'aider le PS, j'ai fait, dans les limites de mes possibilités personnelles. Mais on ne peut pas dire que je suis le financier du PS. Je cotise et j'ai cotisé pour des opérations qui

m'ont coûté cher. Par exemple, le *Matin*. Parce que j'y croyais. Et là, je n'ai pas su y faire. Pour moi, c'est un échec. Je n'ai pas su intéresser les lecteurs.

Et pour les campagnes électorales ?

Je donne ce que je peux donner, mais ce n'est pas moi qui fais la quête. Fini de faire la manche ! (rires).

Et M. Pelat ? Le rapport de la COB souligne que vous êtes incapables de préciser quand et comment vous l'avez mis sur le coup des actions Triangle...

C'est un peu culotté ! Le jour, je n'en sais rien. C'était après le 11 novembre, le 14 ou le 15. Je ne me souviens plus, on n'a pas tenu de procès-verbal. A cette époque, Pelat, je le voyais quasi quotidiennement.

Parce que vous étiez en affaires ensemble ?

Ecoutez, moi, j'aime bien. Pelat, c'est pas du tout mon style de vie, mais j'aime bien, pour des tas de raisons. C'est comme ça.

Et Alain Boublil, l'ancien directeur de cabinet de M. Bérégovoy ?

Alors là, des relations très épisodiques, mais amicales. Je l'ai

rencontré comme j'ai rencontré des tas de militants socialistes. C'est tout.

La dernière fois ?

C'était pour lui présenter un ami qui souhaitait le voir pour un problème d'investissements japonais dans le vin.

Finalement, dans cette histoire, vous étiez le seul à ne pas assister, le 3 novembre, à la remise de la Légion d'honneur à M. Samir Trahouls par M. Bérégovoy ?

Je ne suis pas un ami de Trahouls. J'ai dû le voir une fois dans un cocktail, une réunion mondaine, et je ne le reconnais pas parce que j'étais à côté de sa femme et qu'elle m'a beaucoup impressionné. Elle est très belle ! Bref, je n'ai pas d'affinités. Nous n'avons pas de contacts professionnels ou amicaux.

Combien d'actions de la Société générale avez-vous achetées ?

Je ne sais pas. Pas beaucoup, 1 500, 2 000... Nous avons acheté, revendu, acheté, comme tout le monde.

Est-ce que, pour un militant socialiste, il n'y a pas de quoi être choqué par ce que révélaient ces affaires ?

Deux documents en réponse à la COB

« Je n'ai pas disposé d'une information privilégiée »

M. Max Thérét contre-attaque. Pour démontrer que le rapport de la COB n'a pas tenu compte de ses arguments, il a remis au Monde deux documents. Le premier, daté du 18 janvier, est adressé à M. Jean-Pierre Michau, chef du service de l'inspection de la Commission. Le second, daté du 31 janvier, est à la disposition de la justice. Le premier tente d'expliquer en sept feuillets les «*contradictions* » relevées par les enquêteurs de la COB après les auditions de MM. Thérét, Robert Reiplinger, cogérant de la Compagnie parisienne de placements, et Patrick Gruman, responsable du trading à la CDP. Ce dernier fut interrogé sans interruption, le 11 janvier, de 14 h 45 à 23 h 45. C'est son témoignage qui semble avoir fait naître les principaux soupçons de la COB. Selon le texte de M. Thérét, M. Gruman, confronté à l'écoute «*appel par appel* » des bandes magnétiques provenant de Morgan Stanley, à Londres, n'a pu «*se répliquer dans le contexte exact* » de son ordre d'achat (...), le conduisant ainsi à d'apparentes contradictions qui ont paru significatives (à la COB), mais qui (...) ne le sont en aucune mesure et sont en outre tout à fait secondaires.

J'aimerais vous faire comprendre, insiste M. Thérét à l'adresse de M. Michau, que certaines de ces contradictions découlent principalement du caractère un peu fougoureux de M. Gruman, de son comportement permanent de trader et

peut-être, du manque de rigueur qu'il a apporté à l'exécution de cet ordre et de l'analyse superficielle qu'il en a faite. Je confirme que ma décision a été plus industrielle que financière, à charge bien sûr pour le spécialiste de notre établissement de s'en occuper et d'exécuter nos ordres. Il l'a fait à sa manière. Il passe huit heures par jour au téléphone : exécute en permanence des ordres bien plus élevés. Sa rapidité à agir est une qualité dans son travail mais entraîne parfois une vue superficielle des choses. Néanmoins cela reste tout à fait excusable car nous en obtenons de bons résultats. Mais je ne veux pas que, par ce comportement et la seule coïncidence des dates, puisse naître la suspicion. A aucun moment, je n'ai été en contact avec une personne qui serait intervenue dans cette affaire ; je n'ai pas disposé d'une information privilégiée.

M. Thérét expose donc, point par point, ses propres conclusions après avoir organisé lui-même «*une confrontation entre toutes les personnes* » de sa société «*qui ont eu connaissance de l'opération* », à l'exception de la *Triangle Industrielle*, «*la fusion des cours* », «*absence de toute précipitation* », «*réaction à l'annonce de l'OPA* », «*renseignements obtenus sur les titres Triangle Industrielle* », «*le montant des ordres* », etc. Toutefois il reconnaît s'être lui-même trompé dans ses premières explications devant les enquêteurs de la COB.

«*Je reconnais, écrit-il, que je n'ai pas expliqué d'emblée à vos enquêteurs que l'ordre de 2 millions de francs était passé à 5 millions de francs, puis revenu à 2 millions. Je n'y avais pas attaché une grande importance mais c'est aussi un réflexe compréhensible devant l'énorme pression qui venait de s'installer à la suite de la campagne de presse qui battait son plein. Je me suis limité à l'essentiel, c'est-à-dire à indiquer le nombre de titres achetés. M. Reiplinger vous a fourni spontanément la correction de ce raccourci.* »

Le second document préface plusieurs coupures de presse qui, selon M. Thérét, démontrent l'existence de «*rumours indiscrètement connus du public* », sur lesquelles il assure avoir fondé sa décision d'achat. Après avoir cité le *Nouvel Economiste*, les *Echos*, la *Tribune de l'Expansion*, le *Point*, le *Vie française*, M. Thérét conclut : «*La date de décision du 10 novembre et les achats des 15 et 16 novembre n'ont aucune raison d'être suspects pour les raisons fondamentales suivantes : pour quelqu'un d'avisé qui lit régulièrement la presse spécialisée et qui connaît le marché de l'emballage, il était clair qu'American National Can était susceptible d'être vendue ; la fusion Arnould-Metall Box avait mis Pechiney au pied du mur, et là encore, les informations publiques laissaient penser qu'un rapprochement serait très logique.* »

J.-F. L. et E. P.

Une mise au point du « Wall Street Journal »

Sous le titre «*Corn on the COB* » (jeu de mot sur épi — cob — de maïs et grandiloquence — corn — autour de la COB), le *Wall Street Journal* du vendredi 3 février répond aux propos d'un banquier new-yorkais rapportés dans nos éditions du 2 février. Ce dernier, réagissant à l'éditorial du même *Journal* du 20 janvier dans lequel il était question de «*tentative de déstabilisation* » du gouvernement français par quelques jeunes loups de la SEC et de réflexion sur la décriminalisation du «*débit d'initié* », et notant que M. Bérégovoy avait rencontré les journalistes du quotidien américain, faisait ce commentaire : «*De tout ce que nous ne sommes pas convaincus que le concept d'«*initié* » soit utile en droit criminel — le Congrès non plus d'ailleurs, qui ne parvient pas à définir ce crime supposé* ». Si l'auteur d'élargir la question au débat plus général sur la réglementation économique dans un système libéral et sur la capacité des socialistes au pouvoir en France à réduire au minimum ladite réglementation.

simplement insisté devant eux sur sa détermination à voir les faits mis au jour, quelles que soient les personnes mises en cause, et que M. Bérégovoy n'a évoqué ni une possible entreprise de déstabilisation du gouvernement français par la SEC ni la décriminalisation du délit d'initié. Dont acte.

L'éditorialiste du *Wall Street Journal* rappelle la ligne très libérale défendue par le quotidien depuis 1984 sur ce sujet : méfiance à l'égard de trop grands pouvoirs internationaux donnés à la SEC et méfiance face à ses excès de zèle. De même, souligne l'auteur, nous ne sommes pas convaincus que le concept d'«*initié* » soit utile en droit criminel — le Congrès non plus d'ailleurs, qui ne parvient pas à définir ce crime supposé. Si l'auteur d'élargir la question au débat plus général sur la réglementation économique dans un système libéral et sur la capacité des socialistes au pouvoir en France à réduire au minimum ladite réglementation.

C'est normal. Prenez un gars à qui on refuse une augmentation de 300 F. Et qui voit, là, qu'en quelques minutes, on peut gagner des millions. Sans qu'il sache que le profit entre dans un fonds de placement qui gère peut-être les investissements de sa mutuelle ! Comment voulez-vous qu'il ne soit pas fou de rage ? Et si, de plus, ce type est un militant socialiste, il se dit : dans mon parti, il y a de drôles de zigotos.

Mais, moi, je suis capable de lui expliquer. La Bourse, c'est ça. Tant qu'elle existe, utilisons-la. Ou alors qu'on la supprime. Je veux bien, je ferais autre chose. Je suis un homme de gauche sans complexe. Je n'ai pas à rougir de la façon dont je gagne mon argent et de l'utilisation que j'en fais.

Mais l'argent, cela peut corrompre aussi. Y compris des socialistes.

C'est vrai. C'est le problème. Comment empêcher ça ? D'un autre côté, j'aimerais bien qu'il y ait un peu plus d'hommes de gauche qui aient de l'argent. Ça aiderait !

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN et EDWY PLENEL.

Économie

Réunion du groupe des pays industrialisés à Washington

Les débats des Sept masquent mal les préoccupations inflationnistes liées à la vive croissance

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des principaux pays industrialisés se sont réunis vendredi 3 février en groupe des Sept (Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, RFA), dans l'enceinte du département du Trésor à Washington. La soirée du 2 février avait permis des entretiens bilatéraux ainsi qu'une réunion à cinq, en l'absence des Canadiens et des Italiens.

Cette première rencontre à sept depuis l'accession de M. George Bush à la présidence

des États-Unis devait, de l'avis des participants, constituer avant tout une prise de contact. Pour la première fois depuis l'instauration d'une concertation entre les grands pays industrialisés, aucun communiqué n'était prévu à l'issue des discussions. Les problèmes de coopération économique sont pourtant loin d'être inexistantes.

La forte croissance actuelle n'a pas permis de corriger les profonds déséquilibres commerciaux entre les membres du groupe des Sept. L'annonce

le vendredi 3 février d'un excédent commercial japonais de 10,93 milliards de dollars en décembre, soit 3,37 milliards de plus que le mois précédent, en est la dernière preuve. Cette croissance s'accompagne d'une reprise de l'inflation qui pousse à la hausse les taux d'intérêt. Le président de la Réserve fédérale Alan Greenspan n'a pas hésité à enfoncer le clou, jeudi 2 février. Intervenant devant le Congrès, il a indiqué que les objectifs économiques sur lesquels était basé le dernier budget présenté par M. Ronald Reagan pour

1990 « sous-estimaient » fortement le niveau des taux d'intérêt à court terme. Une façon de rappeler l'urgence, pour la nouvelle équipe au pouvoir, de réduire le déficit budgétaire.

Sans pour autant attendre des résultats spectaculaires, les marchés des changes financiers restaient dans l'expectative. Dans une atmosphère redevenue calme après la hausse du dollar des dernières semaines, le billet vert s'échangeait à Paris, dans la matinée du vendredi 3 février, à 129,2 francs et 1,875 mark.

La tension sur les taux inquiète

Devant la vive poussée des taux à court terme, les investisseurs se demandent si la spirale de 1987 n'est pas bel et bien en train de se réamorcer. Un nouveau krach boursier apparaissant peu probable, c'est une crise du marché obligataire, voire une récession économique, qui viendrait alors enrayer l'escalade.

À l'été 1987, la vague de hausse des taux déclenchée par les États-Unis et amplifiée par la RFA avait été reconnue comme l'une des principales raisons de la crise boursière d'octobre. À l'été 1988, en revanche, le relèvement des taux directs constituait une prise de conscience des risques inflationnistes d'une économie mondiale qui, loin d'avoir sombré dans la récession après le krach, semblait en fait menacée de surchauffe. Un tel mouvement n'aurait pas eu cette fois de graves conséquences, notamment parce que la politique monétaire américaine menée sous la houlette d'Alan Greenspan avait reçu le soutien des marchés financiers.

Cependant, peu nombreux sont ceux qui croient aujourd'hui à un scénario catastrophe où s'enclencheraient hausse des taux, déclin du crédit et crise économique. Comme le souligne Donald Strazheim, économiste de la firme Merrill Lynch, les gouvernements sont actuellement trop prudents dans la conduite de leur politique monétaire pour provoquer une telle crise.

En revanche, devant la configuration inversée de la courbe des taux d'intérêt (les échéances à long terme sont actuellement assorties de rendements moins élevés que celles à court terme dans plusieurs pays), la question se pose de savoir si le réajustement se fera par le haut ou par le bas. Les grands argentiers réunis le 3 février à Washington ne pouvaient manquer de se pencher sur ce thème. L'hypothèse d'un retour à la normale de la structure des rendements à la baisse des rendements à court terme paraît fondée si l'économie mondiale, et l'américaine tout d'abord, ralentit sa croissance de manière progressive et ordonnée. En outre, plusieurs pays disposent d'un réel potentiel de baisse des taux. C'est le cas de la Grande-Bretagne, où la surchauffe de l'économie devra un jour ou l'autre s'apaiser.

Irritation

En France, les taux d'intérêt sont encore parmi les plus élevés du monde. Poursuite du décloisonnement des marchés et abaissement du coût de traitement de l'argent, en plus de la bonne tenue du franc, sont autant de facteurs qui plaident pour une baisse du loyer de l'argent. Après deux années sans réajustement des monnaies au sein du SME, la différence entre le rythme d'inflation français et le rythme allemand se trouve actuellement à un niveau très bas (1,5 point environ) et devrait diminuer encore l'an prochain.

La grande inconnue se trouve de l'autre côté du Rhin, où, malgré les propos rassurants de certains dirigeants, il est difficile d'oublier la détermination de la Bundesbank à ne pas laisser le mark s'affaiblir contre le dollar. Le 26 janvier à Hambourg, les propos du président de la Bundesbank étaient à ce sujet sans équivoque : « La priorité sera donnée à la lutte contre l'inflation cette année en Allemagne en menant une politique monétaire moins généreuse ». Une parité mark-dollar de 1,70 ou 1,90 ne semble pas remettre en cause les chances de stabilisation des taux de change signés par les Sept. Et, pourtant, la Bundesbank semble mal accepter de voir la devise allemande se situer en bas de cette fourchette. Une irritation qui pourrait se révéler déterminante pour la conduite de sa politique monétaire et, de là, pour les taux européens, pratiquement « indexés » sur ceux de la RFA.

FRANÇOISE LAZARE.

Des options incompatibles

En ce domaine, la RFA fait toujours figure de paragon de vertu. Elle s'annonce prête à une très stricte politique de crédit pour doper une croissance « ajustement » à l'infinité et tenir l'objectif d'une inflation de 2,5 % en 1989. La Bundesbank cherche aussi à rendre sa crédibilité à des engagements réguliers de la masse monétaire dépassés depuis deux ans. À l'inverse, les premières déclarations du président George Bush ne laissent guère d'illusions : le nouveau président américain n'a donné aucune idée précise sur la façon dont il entend aider la Fed à calmer le jeu économique Outre-Atlantique alors que les anticipations portent sur une hausse des prix de l'ordre de 5,5 %.

Jusqu'à présent, il a été question d'allègements ponctuels d'impôts et jamais d'allourdissement de la fiscalité pour ramener à 100 milliards de dollars un déficit budgétaire qui pourrait tourner autour de 160 milliards durant l'exercice actuel. A mi-chemin entre ces deux extrêmes, les Japonais suivent un chemin où la prudence budgétaire répond à une politique de crédit discrètement restrictive. Tokyo garde ainsi toutes ses chances de rester le champion de la concertation et de continuer à connaître la plus forte croissance, mais surtout l'une des plus vives demandes internes des Sept, si l'on est à part le cas très particulier de la Grande-Bretagne, en membres du G-7 sont condamnés au suicide. Forts de l'expansion économique des derniers mois, ils se sentent préservés pour le premier semestre 1989. Mais aucun entrave de gaieté de cœur d'être entraîné dans une cycle de hausse des taux risquant de freiner l'activité au moment où le chômage ne recule que très lentement.

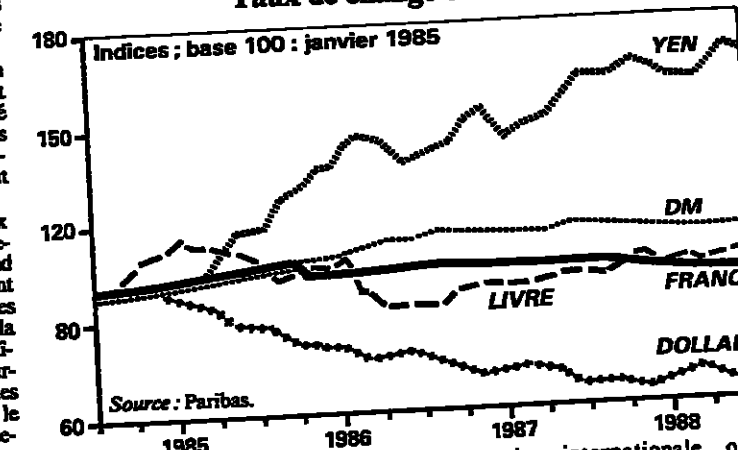
Ce tableau général inspire toujours le même type de scénario aux éco-

nomistes : un apaisement de la demande interne et des importations américaines couplées à une baisse du déficit budgétaire aux États-Unis, une politique de maintien prudent de la croissance dans les autres pays industrialisés. Il ne leur est pas interdit de rêver. Une telle configuration semble en effet hors de portée pour le moment. Toutes les prévisions tablent sur un ralentissement de la consommation plus net en Europe qu'Outre-Atlantique. Au cas où le président Bush réussirait le tour de force de mettre en place un plan crédible de réduction du déficit budgétaire, il faudrait de longs mois avant que la conjoncture ne s'en ressente. De longs

dollars mensuels alors que les excédents allemands et japonais repartent tranquillement. Une part de ce phénomène tient à des excédents structurels, désormais évalués par les économistes à 2 % environ du PNB japonais ou allemand. Pour le Japon, il s'agit d'une nouvelle preuve de la maturité de son économie. Pour les Sept, tous tentés par la même option, une monnaie forte grâce à un relèvement des taux, le casse-tête est total : la lutte contre l'inflation et la recherche de meilleurs équilibres deviennent incompatibles.

Les mauvaises langues ironiseront sur les États-Unis qui, sous couvert de

Taux de change effectif



Source : Paribas.

mois durant lesquels la Fed restera seule pour lutter contre les pressions inflationnistes.

Cette réalité est d'autant plus préoccupante que, loin de se corriger, les déséquilibres qui minent l'économie mondiale et la confiance des marchés risquent de se creuser à l'avenir.

Depuis le second semestre 1988, les déficits commerciaux américains ne décrochent plus des 11 milliards de

concertation internationale, ont, jusqu'à présent, évité le plus rude de la discipline envisagée à sept. Laisser aux autres le soin de financer les déficits extérieurs est effectivement tentant. Reste à savoir combien de temps une fuite en avant peut durer. Devenue une puissance reconnue, le Japon, principal créancier des États-Unis, dispose de solides arguments pour prêcher la rigueur à Washington.

Un jeu délicat : les Japonais voient mal placer leurs excès de liquidités en dehors du marché américain et se savent vulnérables aux offensives commerciales de leur puissant partenaire. Cela n'a rien pour rassurer les cinq autres pays représentés à Washington. Mais si les traditions égoïstes nationales ramènent souvent la concertation internationale à son plus petit dénominateur commun, celle-ci a l'avantage d'être devenue irrévocable. Après plus de trois ans de petits pas, salués par des déclarations incantatoires, une rupture ferait entrer l'économie mondiale dans une zone de tous les dangers. Sur ce point, au moins, les Sept sont unanimes.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Le tableau de bord de l'économie du groupe des Sept

	MOYENNE des sept	ÉTATS-UNIS	JAPON	RFA	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE	ITALIE	CANADA
Croissance 1988* (1987)	4 (3,3)	3,8 (3,4)	5,75 (4,3)	3,75 (1,8)	3,5 (2,3)	3,8 (4,3)	3,5 (3,1)	4,25 (4)
Inflation 1988 (1987)	3,6 (2,8)	4,2 (3,7)	1,1 (-0,2)	1,6 (0,2)	3,1 (3,1)	6,8 (4,2)	5,3 (4,6)	3,5 (4,4)
Déficit (excédent) budget en % du PNB : 1988* (1987)	- 3,34 (- 3,98)	- 3,8 (- 4)	- 2,4 (- 2,7)	- 1,7 (- 1,4)	- 1,5 (- 2,4)	+ 0,6 (- 1,1)	- 11,5 (- 12,1)	- 3,1 (- 4,2)
Balance des courants (en milliards de dollars) : 1988* (1987)	- 132 (- 154)	+ 79 (+ 87)	+ 45 (44,9)	- 6 (- 5,3)	- 23 (- 4,1)	- 4 (- 1)	- 8 (- 8)	

(*) Estimations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV		CARACTÉRISTIQUES		DEGRÉ DE RISQUE	OBJECTIF	VALEUR LIQUIDATIVE (en F) AU 30/12/88	ENCOURS AU 30/12/88 (en million de F)	DERNIER COUPON (en F)
EPARGNE J	Date de création 07/12/88	SICAV de réméré procurant une rémunération proche de celle du marché monétaire ou moyen de techniques de gestion offrant le maximum de sécurité. Taux de rendement actualisé depuis la création : 7,80 %.		QUASI NUL	RENDEMENT	55.351,38	3.082,5	2.906,55 payé le 15/04/88
EPARGNE COURT TERME	Date de création 12/08/88	SICAV obligataire assurant la progression du capital tout en favorisant la disponibilité. Taux de rendement actualisé depuis la création : 6,79 %.		FAIBLE	RENDEMENT	509,90	499,4	-
EPARGNE PREMIÈRE	Date de création 15/12/85	SICAV obligataire composée essentiellement d'emprunts d'État ou assimilés, et offrant de bonnes perspectives de valorisation. Taux de rendement actualisé depuis la création : 11,96 %.		MODÉRÉ	RENDEMENT ET PLUS-VALUE	11.990,60	985,5	1.080,86 payé le 28/04/88
EPARGNE QUATRE	Date de création 05/08/87	SICAV obligataire distribuant chaque trimestre un revenu d'un montant régulier et assurant le maintien du capital en termes réels. Taux de rendement actualisé depuis la création : 10,23 %.		MODÉRÉ	RENDEMENT	1.062,50	423,3	28,26 payé le 15/12/88
EPARGNE LONG TERME	Date de création 15/08/84	SICAV obligataire conseillée dans le cadre du Plan d'épargne en vue de la retraite et permettant la constitution d'un capital sur longue période. Taux de rendement actualisé depuis la création : 17,42 %.		MODÉRÉ	PLUS-VALUE	177,81	935,5	8,95 payé le 28/04/88
EPARGNE INDUSTRIE	Date de création 23/11/78	SICAV composée essentiellement d'actions françaises, permettant de bénéficier de déductions fiscales (Loi Monory, PEP). Priorité est donnée à la plus-value. Taux de rendement actualisé depuis la création : 18,77 %.		MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE	PLUS-VALUE	75,71	3.981,3	3,39 payé le 28/04/88
EPARGNE MONDE	Date de création 07/03/85	SICAV composée essentiellement de valeurs internationales diversifiées et privilégiant la plus-value. Taux de rendement actualisé depuis la création : 16,81 %.		MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE	PLUS-VALUE	1.135,25	108,5	-

CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL 20, rue de Valenciennes, 75001 Paris

Telle la vague...

Bienheureux krach ! Le monde entier lui est redevable de sa prospérité actuelle, qui a effimé toutes les prévisions, à commencer par celles de l'OCDE. A cet égard, les experts réunis la semaine dernière au Forum mondial de Davos s'accordaient pour expliquer cette erreur dans les pronostics notamment sur les dégâts qu'aurait pu causer le krach sur les décisions d'investissement. Tout d'abord, ont constaté M. Raymond Barre, coprésident du Forum, M. Lester Thurow, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology, et M. Herbert Giersch, président de l'Institut d'économie de Kiel, en RFA, les banques centrales, suivant l'exemple de la Réserve fédérale, auront tellement peur du krach et de la récession qui aurait pu en résulter qu'elles distribueront largement des liquidités qu'elles ne l'auraient dû. Cette distribution est jugée maintenant « inappropriée ». Le résultat est que ces liquidités sont venues accélérer l'expansion, puis l'inflation dans tous les pays, d'une manière presque violente comme en Grande-Bretagne, ou de manière plus sourde comme aux États-Unis depuis six mois, en Allemagne tout récemment, et en France bien sûr, comme certains le redoutent malgré les « bons » chiffres actuels.

A cet égard, les phénomènes économiques peuvent être comparés aux phénomènes marins. Lorsqu'une vague se grossit à l'approche d'un rivage et excite l'attention, elle est déjà prête à s'échouer : mais au large, elle prend naissance, elle reste encore invisible. Ainsi en est-il de l'inflation, dont le démarrage est lent mais peut être favorisé par un gonflement excessif du crédit, comme en France actuellement. Autre explication, l'« irrigation » de tous les secteurs des économies par la chute des prix du pétrole, générale d'une reconstitution des profits, s'est effectuée avec retard, « d'une manière que nous n'avons pas bien comprise », reconnaissent les experts.

« Je craque »

En conséquence, estiment les banques centrales, il est urgent de reprendre les rênes et de récupérer les liquidités trop largement distribuées... si on le peut. A cet égard, M. Thurow « ne voit pas très bien comment on pourra enrayer l'inflation aux États-Unis », et se montre pessimiste sur la possibilité d'une réduction du déficit budgétaire américain, « problème politique et non économique ». Pour lui, donc, les taux d'intérêt resteront tendus à New-York cette année encore. Dans ces conditions, les variations des parités monétaires en 1989 seront déterminées moins par l'évolution des économies et de leurs déséquilibres, excédents ou déficits, que par le niveau des taux d'intérêt dans chaque pays. Comme le disait récemment un opérateur, « les balances extérieures des épouvantables et devraient faire fuir le livre sterling, mais, à 13 % sur un mois, je craque ! »

Pour obtenir une stabilisation des parités de change, il faut donc non seulement intervenir sur les marchés, ce que les membres du G7 sont disposés à faire, et ce qu'ils font déjà, mais aussi, et surtout, coordonner les politiques économiques et les niveaux des taux d'intérêt, ce qui n'est pas du tout évident. Le loyer de l'argent à court terme élevé en 1988, sauf ralentissement général et sensible de l'expansion, ce que personne n'envisage encore.

FRANÇOIS RENARD.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Économie

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la Prévention et de la Protection civile
Sous-Direction de la Prévention
Installations classées pour la protection
de l'environnement.

La Compagnie nationale AIR FRANCE, département des constructions et installations fixes, Tour Europa 107, 94532 Rungis cedex, a déposé une demande en vue d'être autorisée à exploiter à Paris 15^e, 1, square Max Hymans, une installation de réfrigération au fréon 22 destinée à la climatisation des locaux de la compagnie nationale. Cette installation remplace les groupes frigorifiques fonctionnant au bromure de lithium enlevés à la suite de défauts constatés.

La nouvelle installation comprend deux groupes à piston de 400 kW, assurant la climatisation de 37 300 m² de bureaux occupés exclusivement par la compagnie AIR FRANCE. Elle est implantée dans un local technique situé au 3^e sous-sol enclavé entre le parc de stationnement du secteur I et le magasin d'entretien et de maintenance.

L'air frais injecté dans le magasin d'entretien est refoulé en terrasse de l'immeuble au rythme de 5 000 m³/heure après passage dans le local technique où sont implantés les groupes frigorifiques.

L'équipement frigorifique relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique suivante de la nomenclature :

361 B 1° - Installation de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, comprimant ou utilisant des fluides inflammables et non toxiques, si la puissance absorbée est supérieure à 500 kW (800 kV).

INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION

Conformément aux dispositions de la loi n° 76 663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifiée par la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, le projet sera soumis à enquête publique du 20 février au 21 mars 1989.

Le dossier sera déposé à la mairie du 15^e arrondissement, 31, rue Péclet, et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête, du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures.

M. Louis Philippon, commissaire enquêteur désigné par M. le président du Tribunal administratif de Paris, recevra les déclarations des personnes intéressées à la mairie précitée, aux jours et heures suivants :

- Mardi 21 février 1989	de 15 heures à 18 heures
- Samedi 4 mars 1989	de 9 heures à 12 heures
- Mardi 7 mars 1989	de 15 heures à 18 heures
- Mardi 14 mars 1989	de 15 heures à 18 heures
- Mardi 21 mars 1989	de 15 heures à 18 heures

P. LE PRÉFET DE POLICE
et par délégation
Le directeur de la Prévention
et de la protection civile,
Marcel Burtot.

SOCIAL

Le seizième congrès de Force ouvrière

Rude revers pour M. Bergeron

Le résultat est tombé dans l'après-midi du jeudi 2 février au seizième congrès confédéral de FO, au Parc Floral de Vincennes : 63,5 % de « pour », 24,39 % de « contre » et 12,08 % d'abstentions. Pour son dernier rapport d'activité, M. André Bergeron a fait son plus mauvais score. Il est vrai que, vu l'ampleur des critiques et la gravité des dégâts de la succession, il s'attendait à pire. Mais le revers est bien rude. En vingt-cinq ans de mandat, il n'était jamais tombé en dessous de 84,5 % (en 1966), le sommet étant atteint à la fin de 1984, heureux temps de l'unanimité avec 98,72 %. Trente-cinq points de moins en quatre ans ! Il semble que les votes contre et les abstentions soient venus surtout des services publics, de santé et de la chimie, d'une bonne partie des syndicats du bâtiment, des employés et cadres et des finances, autant de

secteurs qui soutiennent la candidature de M. Marc Blondel.

Avant ce vote, M. Bergeron avait répondu pendant une heure aux délégués en refusant les mises en demeure et en contournant la plupart des critiques. Son non-engagement sur sa succession a été sanctionné par le mauvais quitus. Il avait en effet été sommé par quelques dirigeants « blondelistes » de dire le droit sur l'élection, le 4 février, du secrétaire général : à savoir que les électeurs - secrétaires généraux d'unions départementales (UD) et de fédérations - devaient disposer de « mandats impératifs » votés par leurs instances pour se prononcer (les parisiens de M. Claude Pitouls récusent, eux, tout mandat impératif). D'emblée, M. Bergeron, écouté en silence, a évité le piège. « Le problème, a-t-il assuré, doit être abordé et résolu, conformément à nos statuts, par le comité confédéral national (CCN). Le premier de nos règles, c'est de nous en tenir à nos statuts. (...) Si je n'en dis pas davantage, c'est que je veux me réserver une certaine liberté de comportement lors du CCN lui-même. »

Mais M. Bergeron a aussi soigneusement évité de répondre à la plupart des critiques, y compris sur la signature de l'accord sur les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP). Jouant la complicité avec certains de ses détracteurs, il a réitéré son refus de toute « unification » avec la CFDT - « une vue de l'esprit » - et ses appels à la tolérance : « Au-delà du congrès, je vous demande de ne jamais céder à la tentation de l'exclusion ». Mais il a aussi mis en garde contre toute

attitude négative à l'égard de la politique contractuelle.

Alors que M. Bergeron, très applaudi en finale, faisait confiance à tous ses militants pour « surmonter les désaccords d'un instant et ne considérer que l'intérêt supérieur de la confédération », M. Pitouls affichait sa sérénité. Et M. Blondel faisait circuler des « pointages » le donnant à coup sûr vainqueur avec 45 unions départementales et 20 fédérations. Mais les « pitoulsiens » avancent d'autres chiffres leur garantissant aussi la victoire, les cas litigieux des UD de l'Aveyron et des Landes étant soumis à l'arbitrage. Après l'épisode des « mandats », la querelle pourrait rebondir au CCN sur le paiement des cotisations.

Deux conceptions du syndicalisme

Il reste que l'atmosphère demeure tendue. Dans une circulaire du 23 janvier, la fédération de la chimie assure que M. Pitouls a tenté de séduire les trotskistes en rencontrant, le 9 janvier avec M. Bergeron, M. Lambert, un de leurs dirigeants. « Autour de Pitouls, poursuit la circulaire, se regroupent pour les fédérations notamment des camarades proches des thèses CFDT. » La fédération de la métallurgie de M. Michel Hue est ainsi visée. Pour la chimie, « nous n'assistons pas à un combat de coqs, mais à un affrontement entre deux conceptions opposées du syndicalisme (...). Nous ne laisserons pas confisquer notre CGT-FO ». Ambiance...

MICHEL NOBLECOURT.

Les élections aux chambres d'agriculture

La FNSEA, le CNJA et la Confédération paysanne renforcent leurs positions

Selon les premières données fournies par le ministère de l'Agriculture, les élections aux chambres d'agriculture, organisées le 30 janvier, ont fait l'objet d'une bonne participation : 58,62 % des inscrits ont voté. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) obtiennent 61,83 % des voix, suivis par la Confédération paysanne (18,47 %), le Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF) (7,57 %), la Fédération française de l'agriculture (FFA) (5,10 %), divers (3,65 %) et certaines listes non classées (3,01 %).

Les syndicats majoritaires - FNSEA et CNJA - craignaient une forte abstention de leurs troupes, qui aurait affaibli leur représentativité et mis en lumière une certaine incompréhension entre les organisations professionnelles et les forces vives de l'agriculture. Au lendemain du scrutin du 30 janvier, M. Raymond Lacombe et M. Henri Jouve, respectivement présidents de la FNSEA et du CNJA, peuvent être satisfaits : leurs innombrables meetings dans les campagnes de France pour mobiliser les paysans ont payé. Si la participation au vote n'a pas atteint les sommets de 1983 (plus de 68 % des exploitants s'étaient exprimés), la cote d'un taux inférieur à 50 % a été évitée. Quant aux scores des deux syndicats, il renforce leur prédominance. L'union des forces paysannes, qui rassemble, avec la FNSEA et le CNJA, la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole (CNMCCA), a recueilli 61,83 % des voix (contre 61,1 % aux élections précédentes de 1983). Il s'agit moins d'un effacement que d'une consolidation de la position des syndicats majoritaires.

Avec 18,47 % des suffrages, la Confédération paysanne - proche de la gauche non communiste - a en revanche engagé une certaine progression. En 1983, ses composantes qui ne formaient pas encore la Confédération paysanne avaient obtenu 14,5 % des voix (11,5 % pour les travailleurs paysans et la Fédération nationale des syndicats de paysans ; 3,15 % pour les listes d'entente de ces deux organisations). Pour le reste, la FFA, dont les thèses sont proches de celles du Front national, a conservé l'essentiel de ses positions de 1983 (5,95 %). Ce score montre que le discours anti-européen est entendu par nombre de paysans éprouvant un sentiment d'exclusion et menacés de disparition à mesure que Bruxelles oriente les prix à la baisse, contingent les productions et gèle les terres.

Si ces élections ont confirmé les positions acquises par chacune, y compris au ministère de l'Agriculture, de mesurer la représentativité des uns et des autres, il reste aux chambres d'agriculture à démontrer leur vitalité. « Organiser des consultations et des professionnels des intérêts agricoles », selon le code rural, ces instances consultatives ont pour la part, le passé, marqué d'immobilité et de dynamisme face aux mutations amorcées par l'agriculture. Elles n'ont pas vu à temps les limites économiques et écologiques du productivisme et se sont précipitées tardivement de la transmission des entreprises agricoles, talon d'Achille d'une profession qui vieillit et se reproduit peu. Un rassemblement des mentalités, sinon des hommes, devra s'imposer dans ces années professionnelles sous peine de voir l'agriculture sombrer dans une routine administrative peu propice à un sursaut pourtant nécessaire.

ERIC FOTTORINO.

AFFAIRES

Renault et Chrysler produiront en commun de petites voitures 4x4

Renault et le groupe américain Chrysler ont signé un accord, le jeudi 2 février, pour la fabrication en commun d'un petit véhicule tout terrain. C'est le premier accord conclu par la Régie concernant une voiture en entier (Renault construit déjà des boîtes de vitesse avec VW et des moteurs avec Peugeot) et c'est un premier pied ferme posé par Chrysler en Europe.

Une société commune à 50/50 sera créée pour produire environ 100 000 voitures 4x4 à partir de la mi-1992 dans deux usines, l'une en Europe, l'autre en Amérique. L'investissement se monte à 2,5 milliards de francs dont 800 millions pour Renault, différence qui s'explique par le fait que l'usine américaine sera intégralement la propriété de Chrysler.

Les deux constructeurs visent un créneau neuf d'une clientèle jeune attirée par les véhicules tout terrain. Chrysler dispose déjà avec American Motors racheté à Renault début 1987, de la marque Jeep. Peugeot avait décidé il y a quelques semaines de s'allier à Fiat pour fabriquer un petit véhicule utilitaire. L'accord Renault-Chrysler entre dans la même catégorie des alliances des groupes français avec des concurrents sur des segments jusqu'ici périphériques de la gamme automobile.

Peugeot en Inde. - Peugeot va produire à partir de l'an prochain 10 000 pick-up 504 aux Indes, grâce à un accord de longue durée signé mercredi 1^{er} février avec le constructeur indien Mahindra. Ce pick-up sera le premier véhicule de marque française à être fabriqué et vendu aux Indes. Selon cet accord, qui a déjà obtenu l'approbation des autorités indiennes, le taux d'intégration local, de l'ordre de 70 % au départ, devrait croître rapidement pour dépasser les 80 %. Mahindra emploie 9 000 personnes. - (AFP.)

Bridgestone : nouvelle escalade vers le titre de numéro un mondial

Bridgestone, le premier fabricant japonais de pneumatiques, confirme son ambition de devenir le numéro un mondial. Il va investir à nouveau 350 millions de dollars (2,24 milliards de francs), aux Etats-Unis - dans le Tennessee - pour y construire fin 1989 une deuxième usine de pneus à carcasse radiale destinée au marché du poids lourd américain. Le démarrage de la production devrait commencer durant le premier trimestre de 1991. A pleine capacité, l'unité produira quatre mille pneus par jour.

En mai 1988, Bridgestone avait dépensé 2,6 milliards de dollars (16,4 milliards de francs) pour racheter Firestone, après un bref combat avec l'italien Pirelli. Au cours de l'automne dernier, la firme nipponne avait remis 1,5 milliard de dollars (9,6 milliards de francs) au pot pour moderniser et agrandir les installations de Firestone (1 milliard de dollars aux Etats-Unis, 300 millions en Europe plus 200 millions pour la diversification).

Désormais avec 16,5 % du marché mondial, Bridgestone ne se trouve plus qu'à une enclature des deux grands « leaders », l'américain Goodyear (18,3 %) et le français Michelin (18,1 %).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE LA DROME

Prolongement jusqu'à Valence
de la liaison ferroviaire
à grande vitesse dite « TGV Paris Sud-Est »

AVIS D'ENQUÊTE

Le public est informé que, en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'arrêté conjoint des préfets de la Drôme, du Rhône, de l'Isère, de l'Ain, en date du 6 janvier 1989, une enquête publique, portant à la fois sur l'utilité publique du projet de prolongement jusqu'à Valence de la liaison ferroviaire à grande vitesse dite « TGV Paris Sud-Est » et sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Saint-Quentin-Fallavier, sera ouverte pendant trente jours pleins et consécutifs du 1^{er} février 1989 au 3 mars 1989 inclus, sur le territoire de la commune de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), à la suite d'une erreur matérielle relevée dans le document de mise en compatibilité du POS de Saint-Quentin-Fallavier au cours de l'enquête prescrite par l'arrêté interpréfectoral n° 6812 du 3 octobre 1988.

Cette enquête vaudra enquête publique en application de la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Pendant toute la période de l'enquête, les dossiers d'enquête d'utilité publique du projet et de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols seront déposés :

- à la mairie de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) ;
- à la préfecture de l'Isère, place de Verdun, 38021 Grenoble Cedex ;
- à la sous-préfecture de La Tour-du-Pin, 2, rue Pasteur, 38110 La Tour-du-Pin.

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance des dossiers et formuler ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet. Ces observations pourront également être adressées par écrit à la préfecture de l'Isère pour être annexées au registre.

M. Raymond TARDY, ingénieur principal CNR, nommé commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de Grenoble, se tiendra à la disposition du public le vendredi 24 février 1989 en mairie de Saint-Quentin-Fallavier de 14 h 30 à 16 h 30.

Il pourra être pris connaissance d'une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur au lieu d'enquête pendant le délai de un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet du département de l'Isère dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi du 17 juillet 1978.

Valence, le 6 janvier 1989.
Le préfet de la Drôme,
Daniel CONSTANTIN.

Lyon, le 6 janvier 1989.
Le préfet de la région Rhône-Alpes,
préfet du Rhône,
Gilbert CARRÈRE.

Bourg-en-Bresse, le 6 janvier 1989.
Le préfet de l'Ain,
Yves MANSILLON.

Grenoble, le 6 janvier 1989.
Le préfet de l'Isère,
Jean-Paul PROUST.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eurocic

La Sicav Obligataire Internationale

Performance du 31.12.1987 au 30.12.1988 : + 8,26 %
Dividende de l'exercice clos le 30.09.1988 : F 525,80
+ F 25,96 de crédit d'impôt, mis en paiement le 27.01.1989

Le changement de dénomination d'Eurocic en Oblicic Mondial a été proposé lors de l'A.G.E. du 26 janvier 1989 et accepté. La Sicav ne changera ni d'orientation dans ses placements ni d'objectif de gestion.

Consultation des cours
quotidiennement
sur Minitel :
composer le 36.15
code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Le Président Jean-Pierre Ravin a déclaré :

Dans un contexte économique incertain au cours de l'année 1988, où les marchés ont évolué au gré des chiffres publiés par les Etats-Unis, la Sicav Eurocic s'est montrée prudente dans la gestion de son portefeuille.

Nous avons privilégié les emprunts de courte durée, les emprunts de pays à devises fortes (RFA, Hollande, Japon), et avons essayé de profiter de la hausse de la bourse japonaise. Cette politique de gestion devrait permettre à Eurocic de continuer à offrir à ses actionnaires une certaine protection contre les aléas des marchés.

(A.G.O. du 26.01.1989)

REVUE FINANCIÈRE

AFFAIRES

Renault et C...
produit en...
de petites voitures

BDP

3 616 code CCF.T; avec le

minitel, les possibilités de se renseigner, de s'informer ou d'entrer en communication sont multiples. Rien de plus normal, la télé-

matique est aujourd'hui la technologie la plus intelligente qui soit pour communi-

quer. Ce développement de la télématique, le CCF l'avait pressenti dès 1982 en inven-

tant le concept de banque à domicile et en

créant Vidéobanque. Le minitel était appelé à remplacer le relevé de

banque; c'était

la naissance du

Vidéocompte.

Fidèle à sa voca-

tion de pionnier du

service bancaire à domicile, le CCF innove

encore en créant Vidéotitres. C'est un

service télématique offert à chaque client

du CCF détenant des titres et à chaque

nouveau client dans le cadre de la conven-

tion Elytel.

Vidéotitres est un outil d'informa-

tion boursière qui permet la gestion directe

de votre portefeuille en valeurs mobilières

(actions françaises et internationales,

obligations et Fonds communs

de placement, Sicav du groupe CCF), à

partir des conseils que votre "banquier

personnel" aura pu vous délivrer.

**La télématique
est aujourd'hui la
technologie
la plus intelligente
qui soit
pour communiquer.**

**Pourquoi
ne l'utiliserez-vous pas
pour gérer
vos titres
en temps réel?**

Vidéotitres permet au client du CCF, d'où il veut et quand il veut, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, à partir d'un minitel, de consulter les cours des principales bourses du monde et s'il le désire, de passer ses ordres d'achat ou de vente de valeurs mobilières. De suivre l'actualisation de son portefeuille au jour le jour, soit globalisée, soit pour chaque valeur. Avec Vidéotitres, le client du CCF peut suivre et gérer les investissements et les cessions en valeurs mobilières qu'il effectue dans le cadre des produits permettant des allègements fiscaux. Vidéotitres permet enfin de constituer, à côté de son portefeuille réel, un portefeuille fictif qui donne la possibilité de tester certaines valeurs dans le temps et de comparer les performances obtenues avec celles de son vrai portefeuille.

Vidéotitres est bien aujourd'hui l'outil le plus intelligent qui soit pour suivre votre portefeuille en temps réel.

C'est encore une fois le CCF qui le premier

vous le propose. Pourquoi ne

l'utiliserez-vous pas?

3616 code CCF.T



**PENSER L'ARGENT
AVEC INTELLIGENCE**

مكتبة من الأصل

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل

28 • Samedi 4 février 1989 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
2 Le coup d'Etat au Paraguay. 3 Venezuela : l'investiture du nouveau président. — Afrique du Sud : la maladie du chef de l'Etat. 4 M. Gorbatchev est officiellement invité en Chine. 5 URSS : la fin de l'ère des maréchaux.	6 La préparation des élections municipales et les difficultés à gauche. 7 Un sondage place M. Vigouroux en tête dans sept secteurs sur huit à Marseille. — Bibliographie : « Les habits neufs de la politique », d'Alain Dulamet.	8 Justice : le rapport Bonnemaison sur la question pénitentiaire. 9 Médecine : la stérilisation des handicapés mentaux en RFA. — « Journal d'un amateur », par Philippe Souchet. 11 Sports : l'iran renoue avec la compétition.	17 Un bon patriote à l'Odéon ; Hamlet à Rennes. 18 La collection photographique du Musée d'art moderne de Paris. — Communication : l'accord entre Canal Plus et le groupe allemand Bertelsmann.	22 Les réactions aux enquêtes sur les délits d'inités. 23 La réunion du groupe des Sept à Washington. 24 Le congrès de FO. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 21 Loto, loterie 12 Carnet 12 Météorologie 12 Jeux 16 Philatélie 12 Radio-télévision 20	● Le Monde vous aide à remplir votre déclaration de revenus. ● Calculez le montant de vos impôts sur minitel IMPOTS 3615 tapez LM

CHINE

Attaques virulentes contre Mao

PÉKIN
de notre correspondant

M. Deng Xiaoping l'avait pourtant dit et répété : « Nous ne ferons jamais à Mao Zedong ce que les Soviétiques ont fait à Staline. » A présent que le vieux gourou s'efface progressivement de la scène publique chinoise, ceux qui considèrent qu'il faut pourtant en passer par là commencent à pointer le nez.

Le jour même où le ministre des affaires étrangères de Mikhail Gorbatchev commençait ses entretiens à Pékin pour préparer la venue de son patron en Chine (lire page 4), le quotidien officiel *Clarté*, destiné aux intellectuels, a publié une attaque en règle d'une virulence seulement observée jusqu'alors dans des critiques publiées clandestinement par quelques contestataires vite réduits au silence. Mao, écrit Li Rui, biographe attitré du défunt Grand Timonier, était « dogmatique », « paternaliste », « ignorant » et « dictatorial ». Le maoïsme a constitué une « tragédie » pour la Chine, son opposition à l'Union soviétique a donné lieu à un « dogmatisme stalinien totalement ossifié ». Mieux : « Une politique visant à maintenir le peuple dans l'ignorance » était délibérément suivie du temps du fondateur de la Chine populaire. Li Rui a, au passage, une phrase qui en dit long sur le sentiment d'échec intellectuel que suscite cette timidité ambiante face à l'histoire : par rapport aux études réalisées à l'étranger sur Mao Zedong, « nous nous sentons quand même un peu honteux ».

Et ce n'est pas fini : le « système paternaliste » mis en place sous Mao « mérite encore aujourd'hui qu'on y prête attention ». Là, on ne peut s'empêcher de penser que c'est M. Deng qui

est visé par ce membre de la commission centrale des conseillers, dans ce texte qui sert de préface à un recueil d'articles consacrés aux dernières années du règne du Grand Timonier. L'historien ne cache pas qu'il considère le jugement officiel de M. Deng, endossé par le parti, sur Mao — « 70 % de bon, 30 % de mauvais » — comme une étape dans des « recherches qui doivent se poursuivre ». Autrement dit, une fois M. Deng disparu, la remise en cause ira plus loin et pourrait ne plus toucher seulement la personne de Mao.

Au passage, Li Rui utilise la tactique favorite de M. Deng, consistant à reprocher au fondateur du régime d'avoir élaboré une théorie qui allait « à l'encontre des réalités chinoises ». Plusieurs auteurs ont publié dans la presse officielle ces derniers temps des textes s'appropriant le fameux slogan de M. Deng « Chercher la vérité dans les faits », pour dénoncer ce qui subsiste de stalinisme ou de maoïsme dans le régime qu'il continue de dominer.

M. Deng, qui passe l'hiver à Shanghai avec sa famille et devait recevoir, samedi 4 février, M. Edouard Chevardnadze, n'a pas fait connaître de réaction à l'appel du professeur Fang Lizhi pour la libération du dissident Wei Jingsheng, auteur, il y a dix ans, de critiques du même ordre contre le régime (le *Monde* du 11 janvier). Quoi qu'on pense le vieux patriarche dans sa semi-retraite, il semble bien qu'une nouvelle passe d'armes est engagée entre des intellectuels fatigués d'être tenus en laisse et un régime qui n'a même plus les moyens de les payer correctement. L'effet Gorbatchev, toujours...

FRANCIS DERON.

● Mouloud Aïssou interrompt sa grève de la faim. — Mouloud Aïssou, ce jeune Algérien, membre présumé du groupe terroriste Action directe, détenu à Lyon, a décidé de suspendre la grève de la faim qu'il observait depuis trois mois (le *Monde* du 2 février). Agé de trente et un ans, Mouloud Aïssou, tout en niant farouchement sa participation aux faits, deux attaques à main armée notamment, commises en 1980 et 1981 contre deux agences bancaires. Selon ses avocats, M. Thierry Lévy et Zineb Tamane, le détenu est très affaibli et devrait être transféré dans un hôpital lyonnais.

● Un handicapé mental martyrisé à Caen. — Trois ouvriers d'une entreprise du bâtiment de Caen (Calvados) ont été inculpés de coups et blessures et d'attentat à la pudeur, puis écroués, jeudi 2 février, pour avoir brutalisé et infligé des sévices sexuels à un handicapé mental travaillant dans leur entreprise. Le jeune homme de dix-huit ans, qui avait bénéficié d'un emploi réservé, avait été notamment pendu par les pieds, jeté dans une poubelle et contraint à avaler de la poudre de pierre.

Première rencontre du président Bush et de M. Takeshita

Les Etats-Unis et le Japon veulent donner un « nouveau départ » à leur coopération

WASHINGTON
correspondance

La visite éclair de M. Noboru Takeshita à la Maison Blanche a pris fin jeudi 2 février sur de bonnes paroles. « Nous avons besoin l'un de l'autre », a dit le président George Bush, tandis que le premier ministre japonais décrivait sa rencontre avec le président comme un « nouveau départ » de la coopération nippo-américaine.

D'accord sur le principe d'une meilleure coordination de leurs politiques « dans l'intérêt de leurs deux pays et du monde », MM. Bush et Takeshita ont laissé à leurs adjoints le soin d'en négocier les détails. M. Uno, le ministre japonais des affaires étrangères, a soumis au secrétaire d'Etat, M. Baker, une proposition visant à créer un organisme commun de haut niveau en vue d'aborder, et de résoudre, les difficultés économiques et politiques séparant les deux pays.

M. Baker a réagi avec prudence à l'initiative japonaise. Les milieux officiels américains voudraient déterminer auparavant dans quelle mesure le nouvel organisme remplacerait, compléterait ou superviserait les

nombreux comités bilatéraux existants et qui discutent à présent des problèmes commerciaux, économiques et de sécurité.

Mais chacun a tenu des propos rassurants. Le président Bush a réaffirmé sa détermination de réduire le déficit budgétaire américain tandis que M. Takeshita s'engageait à encourager la consommation dans son pays en ouvrant plus largement le marché japonais aux exportations étrangères.

La discussion entre les deux ministres des affaires étrangères confirme, en revanche, la persistance de divergences notamment sur la coopération nippo-américaine envisagée pour la construction de nouveaux chasseurs japonais FSX. M. Uno a insisté auprès de son homologue pour que celui-ci accorde l'attribution des licences d'exportation de la technologie américaine impliquées dans l'accord récemment signé entre General Dynamics et Mitsubishi et portant sur 1,2 milliard de dollars.

Les Japonais seraient pressés de mettre en œuvre le projet conjoint avant le 31 mars qui marque la fin de leur année budgétaire. M. Baker aurait fait valoir qu'il était difficile d'obtenir rapidement l'approbation du Congrès compte tenu de l'opposition déclarée de plusieurs sénateurs.

H. P.

Sur le vif

Crosse en l'air !

Faut que je vous avoue, je suis jalouse comme un pou. Il n'y en a que pour Mgr Galliot ces jours-ci. Pourquoi ? C'est-ce qu'il a fait de tellement extraordinaire ? Il a eu les honneurs de *Lui* ? Il est pas le seul. Danilke Gilbert aussi. Et puis, là, j'ouvre ma radio à 5 heures du matin et j'entends une voix surexcitée : Ecoute ça, ma grande, et cramponne-toi à ta couette, c'est renversant ! Galliot a fourgué un « papier » à Gei Pied pour dire que c'était OK d'être homo.

Et alors ? Moi, pareil. Bien avant lui. Même qu'il m'a interviewée et tout. Vous croyez que quelqu'un l'aurait relevé ? Pensez-vous. Lui, chaque fois qu'il ouvre sa gueule pour encourager le simulateur de la reproduction ou l'usage de la capote, ce n'est qu'un cri : Hou la la ! Vous avez entendu ? Ça va faire du bruit à Lourdes, à Rome et à Assise. Une célébrité internationale, une star, voilà ce qu'il est devenu. Madonna, c'est rien à côté.

C'est un peu raide, quand même ! Depuis le temps que j'aboie, moi, ici, que je mords les mollets de tous ceux qui s'attaquent aux juifs, aux Arabes, aux nanas, aux culs-de-jatte et aux gays, suffit que Monseigneur

fasse un frais aux folles de Dieu dans une revue oïlé oïlé pour casser la baraque.

On vit vraiment dans un monde fou, fou, fou. Prenez le mariage des prêtres. Qu'est-ce que ça peut me foutre à moi qu'ils concubinent ou qu'ils convolent, ces mecs-là ? Ça m'a pas empêché de brâmer à la lune pour que m'sieur le curé passe devant m'sieur le maire. C'était plutôt gentil, non ? Eh ben, ça m'a rien valu, pas un écho, pas une ligne dans les journaux. Je comprends pas. C'est pas parce qu'il a déjà la bague au doigt, l'évêque, qu'on doit sauter en l'air chaque fois qu'il se prononce sur ce problème. C'est le sien, de problème. Pas le mien.

Et ne venez pas vous extasier sur son courage. D'accord, moi, au *Monde*, je risque pas d'être virée. Son patron, c'est pas pareil que le mien, il est très strict, très collet monté. Il plaisante pas avec la bagatelle. Mgr Galliot non plus, faut pas croire. Il a pris très au sérieux. La preuve, il arrête pas d'en parler. N'importe quand, n'importe où. D'ici à ce qu'il passe à « Sexy Folies », il n'y a qu'un pas. Un pas de clerc.

CLAUDE SARRAUTE.

Dans une lettre à M. Jean-Pierre Soisson

M. Claude Evin met en garde contre les machines à détecter les toxicomanes

L'ADX, un appareil qui permet de dépister les traces de drogues et de toxiques présentes dans les urines, vient d'être commercialisé en France. Déjà employé aux Etats-Unis pour le dépistage des toxicomanes, il pourra être utilisé pour le diagnostic des comas et en médecine du travail. Cette dernière indication suscite des inquiétudes auprès des médecins français et du ministre de la santé.

Les possibilités de l'ADX, fabriqué par les laboratoires américains Abbott, sont multiples. Fondé sur une technique de diagnostic immunologique, l'ADX permet, sur un simple échantillon d'urine, et en moins de trente minutes, le dépistage de toute une variété de drogues (stupéfiants ou excitants) consommées par la personne soumise à l'examen. Haschisch, cocaïne, morphine, barbituriques, amphétamines ou alcool, mis en présence d'un réactif choisi, modifient la

coloration des urines et sont ainsi passés au crible imitoyable de l'ADX.

Aux Etats-Unis, cet appareil fait désormais partie de l'arsenal de la lutte antidrogue. D'un coût de 160 000 francs, auquel il faut ajouter le prix des réactifs, l'ADX a d'ores et déjà de nombreuses applications dont certaines ont provoqué des réactions prudentes ou même hostiles du corps médical français.

Dans les services de réanimation, l'ADX permet de trouver rapidement le toxique à l'origine d'un coma accidentel ou d'une tentative de suicide et facilite un traitement d'urgence.

En fait, c'est sur le dépistage des toxicomanes et les abus qui pourraient en résulter, notamment en médecine du travail, que de nombreux médecins émettent des réserves. En ce qui concerne les dérivés morphiniques, l'ADX ne permet pas une distinction nette entre les dérivés des stupéfiants absorbés par les toxicomanes et les dérivés de la codéine, fréquemment utilisés pour un simple rhume. On

imagine alors les conséquences des erreurs de diagnostic si l'ADX était utilisé sans précautions au cours d'une visite d'embauche...

« Il est impératif de ne pas faire n'importe quoi avec ces machines », a déclaré le professeur Paul Lafarge, chef du service de toxicologie du Centre d'études et de recherche de médecine aérospatiale. Le professeur Claude Obervin, directeur médical de l'hôpital Marceau, a, lui aussi, vivement critiqué l'ADX dans lequel il voit une « atteinte aux droits de l'homme ».

Cinq principes

Enfin, M. Claude Evin, le ministre de la santé, a, dans une lettre adressée le 30 janvier à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, indiqué qu'il « est préoccupé par le problème du dépistage de la toxicomanie à l'embauche pratiqué dans certaines entreprises ». « Compte tenu de l'importance que ce problème plus

général de dépistage en entreprise va prendre dans les années à venir, écrit M. Evin, je souhaite que nous développions une politique concertée. Pour ma part, j'entends que soient maintenus les principes fondamentaux en matière de dépistage et de prise en charge des toxicomanes : respect strict de l'anonymat ; respect du secret médical ; consentement de l'individu et intervention de tout dépistage à son insu ; information systématique de l'intéressé en cas de résultat positif et proposition d'orientation vers une structure de soins. Enfin M. Evin estime que la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie lui paraît être « le cadre adéquat d'une telle concertation ». « Il conviendrait ensuite d'aboutir rapidement à l'élaboration d'une réglementation permettant de concilier les nécessités de sécurité, délimitées rigoureusement, avec les libertés individuelles et les principes éthiques. Ainsi, par exemple, seuls des postes de travail très précis pourraient être retenus, ce qui éviterait certains risques de dérives ».

en février, sur présentation de cette annonce

Votre 405 Break

suivant modèle de votre choix

avec l'intérieur en CUIR GRATUIT

(sièges et panneaux de portes)

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir



la griffe du lion

NEUBAUER

PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois



inclinaison tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

CAPELOU

37, av. de la République 75011 PARIS TEL. 43.57.46.35 • METRO PARMENTIER

ACHAT PATEK PHILIPPE

ROLEX
JAEGER LE COULTRE
REVERSO
CARTIER
VACHERON ET CONSTANTIN

Excellents prix pour grandes marques 1910-1960
Rectangulaire — Chronographe — Phase de lune — Sonnerie

Les spécialistes de notre société seront à :

- AMSTERDAM
- BRUXELLES
- PARIS
- LYON
- GENEVE
- MARSEILLE
- COTE D'AZUR
- MADRID et LISBONNE
- au cours de FÉVRIER — MARS

Paiement comptant — discrétion assurée. On parle français.
Vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante :

WILLIAM SHELTON, C.S. SERVICES, NORTH WEST HOUSE,
45 WEST STREET, BRIGHTON, SUSSEX BN1 1RR, ANGLETERRE.
Tel: (19 44) 273 552755 ou 860 729191.

M. Charles Pasqua, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, président du conseil général des Hauts-de-Seine, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 5 février de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac répondra aux questions d'André Passeron et d'Edwy Plenel, du *Monde*, de Paul-Jacques Truffaut et de Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Delfino.

Le Président de Rodin vous révèle :

LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS CEDE SES STOCKS DE TISSUS...

Vous devinez facilement ces "noms" célèbres et familiers. Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdit évidemment de les citer. Mais les tissus, eux, sont là, pour vous, à des prix dont vous n'avez même pas rêvé. Ainsi nous vous faisons largement profiter des affaires que nous avons obtenues et d'articles prestigieux et exclusifs.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le numéro du « Monde » daté 3 février 1989 a été tiré à 517 238 exemplaires

ENTRAÎNEMENT CARNEGIE

Expression Orale et Relations Humaines



Sachez mieux communiquer

- Augmentez votre maîtrise en entretien, en réunion et en public.
- Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

Conférence d'information :
PARIS : 90, Champs-Élysées
19 h à 20 h 45 :
6, 7, 8, 9, 10 février
VERSAILLES : 6, 8 février, 19 h
Trianon Palace - 7, Bd de la Reine

ENTRAÎNEMENTS CARNEGIE :
Institut mondial de la formation continue.
Présenté en France par la
Société de Formation G&D Weyan
2, square Neveuville, 78150 La Chesnay
(1) 39.54.51.06.